

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
QUESTION DE FIUME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES-ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 4 juin 1924, à 3 heures 1/2

PAR

Slavko M. TCHIRITCH

Président : M. GIDEL, professeur.

*Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.
BASDEVANT, professeur.*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

*Thèse Paris
1924.*

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
QUESTION DE FIUME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES-ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mercredi 4 juin 1924, à 3 heures 1/2

PAR

Slavko M. TCHIRITCH

Président : M. GIDEL, professeur.

Suffragants : { *MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.*
BASDEVANT, professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

*2943

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE
ET A MON PÈRE

PRÉFACE

Il est inutile d'insister sur les difficultés que nous avons rencontrées au cours de notre travail. Le sujet est trop actuel pour qu'on puisse en donner un jugement objectif, voir définitif. Les lacunes sont inévitables. La diplomatie secrète étant notre pire ennemie sur ce terrain, il faut attendre la publication des documents officiels et officieux, que les parties hésitent toujours à publier. De plus, nous nous sommes gardé de critiquer l'action de tel ou tel homme d'Etat. A cette occasion nous nous rappelons un passage extrait de l'essai de Lord Bryce sur Gladstone, passage qui confirme notre point de vue :

« La maxime grecque qui affirme que tout homme ne doit s'estimer heureux que lorsque sa vie est terminée, nous force, lorsqu'il s'agit d'un homme d'Etat, d'attendre, pour fixer sa place dans l'histoire, qu'une génération ait passé, et dans laquelle il ne sera qu'un simple nom, et non pas une personnalité familière, qu'on estime ou qu'on déteste (1). »

Lord Bryce, *Studies in Contemporary Biography*, p. 478: « The favorite greek maxim that no man can be called happy till his

Ainsi ce n'est que l'avenir qui jugera d'une manière impartiale et parfaite. Nous avons tenté d'exposer en un essai rétrospectif l'évolution d'une question qui a obtenu un véritable record de durée.

Nous nous sommes servi copieusement de la bibliographie française et serbo-croate. Quant aux auteurs italiens, nous les avons consultés à travers les traductions françaises ou serbes et de temps en temps d'après le texte original. Nous nous sommes gardé de faire grief à l'adage *audietur et altera pars*. Nous nous sommes aussi documenté dans la littérature anglaise; quant à l'allemande elle nous a moins intéressé.

Nous tenons à remercier particulièrement l'archiviste de la Bibliothèque si documentée qui fait partie de la Dotation Carnegie, pour l'extrême obligeance qu'il nous a témoignée en nous procurant les documents très difficiles à réunir, de cette thèse.

life is ended, must, in the case of statesman, be extended to warn us from the attempt to fix anyone's place in history till a generation has arisen to whom he is a mere name, not familiar figure to be loved or hated. »

LA QUESTION DE FIUME

INTRODUCTION

Depuis plus de cinq années la question de Fiume est une de celles qui ont provoqué le plus de difficultés internationales. La question de Fiume est intimement liée à la question adriatique qui date de deux mille ans.

Le problème adriatique est né par l'effondrement de la monarchie habsbourgeoise, résultat inéluctable de la grande guerre : il se résume en deux parties fondamentales :

1^o La situation politique de Fiume, de Scutari et de Valona d'une part ;

2^o Celle de l'Istrie y compris Trieste, de Quarnero, de la Dalmatie, d'autre part.

Trieste et Fiume sont les ports les plus importants de l'Adriatique. En 1878, Elysée Reclus le constatait déjà : « un long et puissant brise-lame » permettra à Fiume d'égaliser et même de dépasser « Trieste par la surface du mouillage (1). » La con-

1. Elysée Reclus, *Nouvelle Géographie*, t. III, p. 260-261.

concurrence entre ces deux ports est inévitable. Personne ne conteste le droit de l'Italie sur Trieste.

Mais le point litigieux qui sépare l'Italie et la Yougoslavie est, sans conteste, la question de Fiume, et c'est surtout cette dernière qui sera traitée dans ce travail. La libre utilisation de ce port est une question vitale pour la Yougoslavie, car il est le débouché naturel du Royaume qui forme son hinterland. Aussi la solution de cette question aura une répercussion considérable sur l'avenir du jeune Etat sus-slave, au point de vue politique, économique, moral et militaire.

La Yougoslavie n'est pas la seule à se préoccuper de Fiume, tous les Etats de l'Europe centrale et danubienne y sont aussi directement intéressés.

L'arrière pays de la Yougoslavie, malgré tous les obstacles orographiques, doit graviter vers l'Adriatique, par manque d'autre issue jusqu'à la mer ; l'Italie au contraire a toujours gravité vers la mer tyrrhénienne dont elle possède les côtes les plus découpées et les villes les plus florissantes. Jadis les Vénitiens en ont occupé les côtes orientales afin d'y établir un point d'appui pour leur commerce avec le Levant. Ils ne furent maîtres de Fiume qu'un an, de mai 1508 à octobre 1509. La ville de Fiume avec son territoire immédiat a été de tout temps une dépendance géographique, ethnique et historique de la Croatie. Jamais elle n'a été indépendante.

Fiume est situé au nord du golfe de Quarnero, près de l'angle intérieur de la Péninsule Istriote. Sous les Romains la ville s'appelait Tarsatica ou Thersaticum ; elle fut détruite par Charlemagne vers 802 et resta probablement longtemps sous la domination des Francs. Son nom slave est Rieka ce qui signifie « le fleuve ». Un fleuve qu'on appelle Riecina (Fiumara) sépare la ville de son faubourg Susak. Le village Trsat (Tersato) qui se trouve à l'est de Riecina et au nord de Susak rappelle encore le nom de la ville antique. Les progrès agricoles, industriels et commerciaux de l'arrière-pays ont fait prospérer la ville dont la situation commerciale est de premier ordre.

Le sujet que nous nous proposons de traiter touchera à la fois au droit public interne et au droit international public. La question de Fiume jusqu'à la guerre de 1914-1918 relève du droit administratif hongrois et croate et nous nous trouvons en présence d'un conflit politique très âpre entre Croates et Hongrois, qui revendiquent chacun des droits sur la ville. Les Croates basent leur revendication sur Fiume, sur le décret du 9 août 1776, rendu par l'impératrice Marie-Thérèse et les Hongrois de leur côté défendent l'article 66 du compromis hungaro-croate de 1868 qui n'est autre qu'une de ces odieuses falsifications auxquelles la Cour de Vienne était accoutumée. Les Croates se sont toujours énergiquement

refusés de reconnaître ce texte. Le régime sous lequel cette ville était administrée de 1868 jusqu'à 1918 n'était qu'un provisorium. « Fiume, ville autonome de la Double Monarchie » telle sera la première partie de notre thèse.

Pendant la guerre, les puissances alliées par le traité secret de Londres du 26 avril 1915 (art. 5, § 3, note) reconnaissent explicitement le droit de la Croatie sur cette ville. Ainsi la question de Fiume acquiert une importance internationale et relève du droit international public.

Mais à ce moment surgit un nouveau compétiteur : l'Italie, qui de son côté, avec un habileté diplomatique rare exploita la position difficile de la partie adverse, et réussit à frustrer la Yougoslavie de son droit. Il est vrai qu'elle donna par la suite des « compensations » en Dalmatie, pays essentiellement slave, dont la plus grande partie lui avait été promise par le traité de Londres.

L'historien impartial doit être frappé du contraste qui existe entre l'Italie glorieuse du *Risorgimento* et celle qui émet aujourd'hui des prétentions sur une terre ethnographiquement slave. Nous évoquons le souvenir de Mazzini qui considérait le mouvement illyrique comme un prélude à la fondation du grand Etat yougoslave et celui de Tomaseo, l'éminent penseur italien d'origine slave, qui en prévoyant et glorifiant l'unification yougoslave, jeta un pont entre

sa patrie et le peuple voisin. C'est la Rome Césarienne et la République Sérénissime de Venise que la Troisième Italie rêve de ressusciter. Et en effet entre Mazzini, apôtre de l'amitié italo-yougoslave et Machiavelli, historien dépourvu de conscience et de bonne foi, c'est ce dernier qui inspirât les hommes d'Etat italiens d'aujourd'hui. Mais si l'on approfondit l'histoire politique de ce royaume on se rendra compte que son évolution triplicienne devait fatalement l'entraîner vers l'impérialisme. Ainsi la question de Fiume devient un des plus infranchissables obstacles qui se dresse contre une entente possible entre les deux peuples qui auraient dû s'accorder, ne fût-ce que pour la défense de leurs intérêts communs, la stabilité politique et la paix de l'Europe.

Nous consacrerons notre deuxième partie à la question de Fiume au point de vue du droit international public, elle sera suivie d'un chapitre qui exposera l'importance économique de la ville, et d'une conclusion où nous essaierons de trouver une solution équitable.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

STATUT POLITIQUE DE FIUME JUSQU'AU RÈGNE DE MARIE-THÉRÈSE

Sous la domination romaine, sur l'étendue du territoire qu'occupe la ville de Fiume aujourd'hui, florissait la cité latine Thersaticum ou Tarsatica (1). De nos jours, au nord de Fiume, sur la rive gauche du fleuve Riecina, le château de Trsat (Tersatto) existe encore et son nom nous rappelle l'ancienne ville romaine. L'appellation Thersaticum ou Tarsatica est d'origine illyrique ou celtique ; les Illyro-Celtes et Libourniens habitaient alors cette région. Tarsatica en tant que *civitas* appartenait à la province de Dalmatie dont la frontière était limitée au nord par le fleuve Arsia (aujourd'hui Rasa ou Arsa dans l'Istrie), au sud par le fleuve albanais Mat (jadis Mathis) et à l'est par le fleuve Kolubara et le mont Rudnik.

Après la chute de l'empire romain occidental et au

1. Sisic, *Abridged political history of Richa* (Fiume), p. 1.

début du vii^e siècle, cette région était sous la domination croate. En 799 Tarsatica était classée *civitas maritima*, mais elle fut détruite vers 802 par Charlemagne.

Ce n'est qu'en 1281 qu'un document vénitien rédigé en latin mentionne : *Communitas Terræ Fluminis Sancti Viti*, cité appelée Rieka-fleuve. C'est en quelque sorte l'acte de naissance de Fiume au point de vue historique (1). Le nom latin Flumen ainsi que l'italien Fiume ne sont que la traduction du nom original, slave : Rieka. La ville Fiume d'aujourd'hui fut fondée par les Croates indigènes, entre les ix^e et xiii^e siècles (2).

En 1821 Fiume fut gouvernée par les comtes allemands Duino, la Croatie ayant été réunie par une *union réelle*, à la Hongrie en 1102. Le fleuve Riecina démarquait la Croatie de l'Empire germanique, maître de Fiume, de l'Istrie et la Carniole. A la fin du xiii^e siècle, et au début du xiv^e, Fiume devint une ville commerciale d'une importance considérable. En 1337 Fiume est conquise par les comtes croates Frankopan, mais elle est restituée aux comtes de Duino vers 1365. Une année plus tard les Duino deviennent vassaux des Habsbourgs (3). La maison de Duino éteinte c'est le comte Rambert de Walsee

1. *La question de l'Adriatique*, I, Fiume, p. 11.

2. Kobler, *Memorie di Fiume*, t. III, p. 235. Imprimis est fluvius et locus Rika in monte maris incipiendo.

3. Sisic, *op. cit.*, p. 4.

d'Autriche qui, par mariage hérite de Fiume. Le fils de Rambert meurt sans laisser de postérité et l'empereur Frédéric III l'hérita à son tour. En 1467 Fiume devient possession autrichienne. Les Habsbourgs gratifient la ville d'une autonomie municipale sous la direction et le contrôle de capitaines nommés par l'empereur. Il est significatif que les noms des notables de la ville au xv^e siècle portent en majorité des noms croates (1). Plus tard l'élément italien commence à s'infiltrer.

La République de Venise occupa la ville en 1508, mais cette dernière fut reconquise par le Ban croate André Bot de Bajna, l'année suivante. Cet épisode est l'unique trace enregistrée par l'histoire du vii^e au xx^e siècle, d'un rattachement de Fiume, à Venise, donc à l'Italie.

Fiume resta sous la domination incontestable des Habsbourgs. Pendant cette période la ville est appelée dans les documents « *Fanum sancti Viti ad flumen* » ou « *Communitas terræ Fluminis sancti Viti* » en allemand « Saint Veit, am Flaum » ou en croate « *Rika Svetego Vida* (2) » Fiume, d'après le statut de 1530, subordonné au gouvernement de l'Autriche Inférieure, est administrée au nom du souverain par un noble autrichien. Le gouverneur siégeant à

1. Sisic, *op. cit.*, p. 10-14.

2. Saint Vitus, patron de la ville, est tenu en honneur par les Yougoslaves ce qui prouve aussi un lien entre origine de la ville et les Slaves.

Graz (Styrie) commandait aussi les confins militaires en Croatie-Slavonie.

Les Habsbourgs saisirent en 1670 la propriété des comtes croates Zrinski et Frankopan et devinrent ainsi maîtres de la côte adriatique de l'Isonzo jusqu'au Senj et Bag et créèrent ainsi le *littoral autrichien*. Fiume est déclarée port franc et jouit d'une autonomie municipale, tout en restant au point de vue politique sous la domination autrichienne, étant donné que les capitaines et lieutenants (1) chargés d'administrer la ville étaient nommés par l'empereur. C'est la *déconcentration administrative*, les habitants n'ayant aucun droit électif, au sujet de ces administrateurs.

Les Etats croates protestèrent en 1764 contre cette forme administrative près du siège des Etats de la Confédération Hongroise (les pays de la couronne de Saint-Etienne) qui était alors à Presbourg. Ils demandèrent que le littoral croate fut restitué au royaume de Croatie et errigé en *Zupanija* (département) de Viñodol et qu'il soit administré par un Ban. Les Croates émirent la même protestation dans leur Diète (Sabor) de Varazdin. Les Habsbourgs ne prirent pas leur *desiderata* en considération.

Quoique Fiume, pendant des siècles, ne fit pas partie de la Croatie, le caractère croate de la ville s'y maintint. Les quartiers de la ville au ^{xiv}^e et ^{xv}^e

1. Locuntenens capitanealis.

siècles, portent des noms croates. Bien plus, la langue liturgique de la cathédrale de Fiume et de son chapitre est paléo-slave, ce qui prouve que la population parlait croate (1). Cette constatation est d'autant plus importante, que Fiume appartenait au diocèse de Pola dépendant de Venise. Glavinić, un citoyen de Fiume constate dans sa « Storia di Tersato » en 1648 que les habitants de Fiume sont slaves et qu'ils se servent de leur idiome, mais connaissent aussi l'italien à cause du voisinage et des besoins commerciaux.

Les Italiens ne sont donc pour rien dans les origines ni dans l'histoire de la ville, donc si jusqu'en 1776 Fiume ne néglige pas d'apprendre l'italien, ce n'est que pour pouvoir traiter des affaires avec ses voisins, mais tout prouve que la langue maternelle était slave.

1. Sisic, *op. cit.*, p. 8. Mentionne un document de 1371 écrit en caractère glagolitique et en langue croate qui fut lu dans l'église de Fiume.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION DE FIUME A PARTIR DU RÈGNE DE MARIE-THÉRÈSE JUSQU'AU COM- PROMIS HUNGARO-CROATE DE 1868.

En 1776, Marie-Thérèse accepta les conseils de son fils Joseph II, en reliant le territoire compris entre la Senj et la Bag au « Generalat de Karlovac » (confins militaires croates). Mais dans son rescrit du 14 février 1776, l'impératrice ordonne que « la ville côtière de Rieka (Fiume) avec son territoire doit être incorporée à la Croatie » (1). La raison qui donna naissance à cette décision fut la réunion du territoire au sud de la rivière Kupa au reste des confins militaires : ce territoire était jusqu'alors sous la dépendance du Ban de Croatie. En compensation de cette perte de territoire, les Croates reçurent Fiume avec le littoral dont ils avaient été privés en 1670. Et comme la Cour de Vienne cherchait à développer ces régions et son hinterland croate par une déconcentration, elle nomma Joseph Majlath gouverneur de Rieka et grand *Zupan* (préfet) de la *Zupanija* (département) de Severin pour organiser les

1. Racki, *Fiume Gegenüber von Croatien*, n° 2. Zagreb, 1869.

régions du littoral. Marie-Thérèse émit un décret le 9 août 1776 destiné au Gouvernement croate dans lequel paraît cette phrase importante : « la ville de Rieka avec son port, de même que les possessions de Bakar (Buccari) qui se trouvent à droite de la route Carolina partant de Karlovac vers Rieka... seront incorporées directement à la Croatie (1). »

Le nouveau département de Severin devait être soumis au Conseil royal croate. Fiume avec son gouvernement était englobé par ce département. Il est évident que par son décret destiné au gouvernement croate, Marie-Thérèse ordonne l'immédiate incorporation de Fiume et de son port dans le royaume croate (immediate Regno Croatie reincorporetur). Cette réincorporation n'était à tout prendre qu'une restitution et en même temps la reconnaissance de la Croatie au point de vue du droit public comme pays yougoslave et autonome.

Les raisons économiques de l'annexion de Fiume à la Croatie sont consignées dans un message de la Diète croate au Parlement commun de Bude (juin 1779). « La ville et le port de Fiume sont situés de « telle sorte qu'ils ne sauraient s'épanouir que sous « la forme d'un débouché servant à l'exportation des « pays de la Couronne de saint Etienne (Fédération « Ungaro-Croato-Transylvanie) vers la mer Adria-

1. Les originaux en latin se trouvent dans les *Archives nationales à Zagreb*, 9 août 1776. Viennae Maria Theresia, etc.

« tique. C'est pourquoi Marie-Thérèse les a annexés
« à la Croatie et indirectement à la Hongrie, annexion
« que nous espérons définitive (1). »

Le grand *Zupan* de la nouvelle *Zupanija* et le gouvernement croate étaient chargés de la diviser en districts, de nommer les fonctionnaires et d'en désigner le chef-lieu. Ainsi le gouvernement croate et le gouverneur acquéraient un pouvoir suprême sur Fiume. Les habitants de Fiume accueillirent avec joie l'annonce de la réintégration, après des siècles de séparation de leur ville, dans le sein de la mère patrie croate, tout en faisant partie de l'union des pays de la couronne de saint Etienne. Ils demandèrent néanmoins que la situation exceptionnelle de la ville et ses privilèges furent maintenus (2).

Le 5 septembre 1777, nouveau rescrit de Marie-Thérèse par lequel elle ordonna que le port de Bakar ainsi que les villes côtières de Bakar et Kraljevica avec leur territoire avoisinant seraient incorporés directement au Royaume de Croatie et seront partie intégrante de la *Zupanija* de Severin (3). La Diète

1. *La question de l'Adriatique*, I. Fiume, p. 12.

2. *Archives nationales de Zagreb*, Mense, oct. 1776. Flumini St Viti.

3. Original est conservé dans les *Archives d'Etat à Zagreb*, 5 septembre 1777. Vienne B. Recriptum R. Mariae Theresiae S. S. et O. O. Regnorum Dalmatiae Croatiae et Slavoniae missum et ordinans, ut in cambium statui militari cassarum plagarum urbs et portus fluminensis cum Podbregh et Lopacza nec non bona Buccarensia Carlостadio Flumen versus ad dextram viae caroli-

croate de Zagreb apprit avec joie la réincorporation directe de Rieka à la Croatie et constata que les statuts du Royaume de Croatie se conformaient absolument à cet acte. Par le même rescrit l'impératrice sépara les confins du Ban du Royaume de Croatie, ce qui provoqua une protestation de la part de la Diète.

Le 29 août 1777, Marie-Thérèse émit un rescrit par lequel elle institue un tribunal de première instance dans la ville de Rieka qui ressortissait de la Cour d'appel de Zagreb qu'on dénommait Cour du Ban. Le 5 septembre elle envoie un second rescrit au gouvernement croate, notifiant l'organisation du *Gubernium* de Rieka. La reine motiva ainsi son premier rescrit. « La ville de Rieka par son incorporation directe au Royaume de Croatie est rattachée à notre Royaume héréditaire hongrois. » Par le second rescrit la Reine transmet au gouverneur de Rieka l'ordre d'administrer en toute autorité les localités côtières de Bakar, Bakarac, Trsat, et Kraljevica.

Au courant de septembre 1777, l'organisation de la ville de Fiume (Rieka) était instituée selon les rescrits émis par Marie-Thérèse. Le grand *Zupan* gouverneur Joseph Majlath convoqua la première assemblée générale de la *Zupanija* de Séverin. Fiume fut

nae sita, una cum civitate Carlostadio, immediate regno Croatiae reincorporentur et ex neoincorporatis partibus, consilio regio croatica subordinandus comitatus erigatur.

invitée d'y prendre part, comme faisant « partie intégrale » de la *Zupanija* (1). L'Assemblée devait se réunir à Mrkopalj. Le Conseil municipal élit deux membres délégués de la ville. Le Conseil municipal de Fiume adressa un message de loyalisme à la Diète de Croatie. Extrayons de ce message le passage suivant : « C'est avec un sentiment de vive joie que le Conseil municipal de Fiume prend acte de son union avec la Croatie. Avec le peuple fiumain il est profondément convaincu qu'il a trouvé dans le Conseil royal de Croatie un frère tendre et le plus bienveillant des protecteurs (2). » Plus tard la *Zupanija* de Séverin a tenu son assemblée générale dans la ville de Fiume. La ville était représentée comme auparavant par deux membres du Conseil municipal. Fiume devenait port libre avec son arrondissement et jouit d'une autonomie reposant sur ses statuts.

Le gouvernement croate ordonne : 1° que Fiume payera 978 florins et 19 1/2 kreutzers à la trésorerie de *Zupanija* de Séverin ; 2° que la plus haute instance judiciaire pour Fiume sera la cour du Ban croate (Tabula Banališ) de Zagreb ; 3° que toutes les ordonnances de droit public, économique et judiciaire, seront uniquement édictées par la voie du gouvernement croate.

1. Sisic, *op. cit.*, p. 29.

2. *La question de l'Adriatique*, I, Fiume, p. 12.

Par son rescrit du 23 avril 1779, Marie-Thérèse décide que la ville de Fiume *corpus separatum* sera rattachée à la Sainte Couronne du Royaume de Hongrie.

La question se pose de savoir si Fiume (Rieka) était directement rattachée à la couronne hongroise ou si elle l'était par l'intermédiaire de la Croatie. Les Magyares (1) interprétèrent cette phrase équivoque : « *tanquam separatum sacrae regni Hungariae adnexum corpus* » dans un sens favorable à l'hégémonie hongroise et en conclurent que la ville devait être rattachée directement et exclusivement à la Hongrie. De leur côté les Croates (2) prétendaient que Fiume devait être rattachée indirectement à la Fédération hongroise, mais directement à la Croatie. On doit prendre en considération que par le même rescrit le gouvernement croate, la cour de Ban et la Zupanija de Séverin, maintiennent tous les pouvoirs accordés par les décisions antérieures et que le Conseil municipal de Fiume est tenu de soumettre tous les budgets annuels à sa Majesté par l'intermédiaire du Gouvernement croate, dont il prélève la quote-part de la trésorerie militaire croate, ce qui contredit évidemment l'interprétation magyare.

Néanmoins le 7 juillet 1767 la reine créa le Con-

1. Henrich Marczalli, Dezider Markus, etc.

2. Racki, Pliveric, Sisic, etc.

seil royal croate' (*consilium regium 'croaticum*) dans le but de faciliter la centralisation, ce qui était contraire aux vœux des Etats croates. La compétence du Conseil se limitait aux affaires politiques, économiques et militaires. C'est le « *Consilium locumtenentiale Hungaricum* » qui fonctionne en Hongrie depuis 1723 qui servit de modèle. Le Conseil croate devait être composé du Ban croate et de cinq conseillers choisis, dont un dignitaire ecclésiastique, un magnat et trois nobles. La mission de ce conseil était de transmettre aux *zupanije* et villes libres royales, les ordres venus de Vienne et il en résultait que la Diète croate qui jusque-là exerçait le pouvoir législatif et exécutif, devenait superflue, ce qui mécontenta vivement les Croates. Les Magyars firent l'impossible pour supprimer le gouvernement croate afin de réaliser leur projet de centralisation à outrance qui consistait à mettre le plus d'états épars sous l'égide de la Hongrie suivant l'exemple de l'Autriche. Leurs efforts, malheureusement, réussirent. Le 20 juillet 1779, Marie-Thérèse abolit le Gouvernement de Croatie. Toutes les affaires en suspens furent transmises au Gouvernement hongrois, et le Ban Croate était promu membre, avec droit de vote lors des discussions sur les affaires croates. Par cet acte l'histoire put, pour la première fois, enregistrer l'assujettissement de la Croatie à la Hongrie. Il en résulta que la ville de Fiume fut sou-

mise au gouvernement hongrois. La « diploma » de Fiume qu'on a publiée depuis ordonnait à la ville de soumettre dorénavant ses comptes annuels à sa Majesté par l'intermédiaire du gouvernement hongrois, le gouvernement croate étant aboli (1), ce qui prouve que Fiume était incorporée à la Croatie, sinon il eut été inutile de mentionner le gouvernement croate dans la rédaction du « diploma » et toute modification du texte eut été superflue.

Mais malgré l'abolition du gouvernement croate de Fiume et de toute la Croatie, elle fut soumise à la suprême juridiction de Hongrie, la ville conserva néanmoins certaines traditions croates. D'abord on devait interjeter les appels judiciaires auprès de la Cour du Ban de Zagreb, puis les écoles furent inspectées par le directeur général des écoles croates, et finalement la ville fut forcée de faire partie intégrante de la *Zupanija* de Séverin.

Sur ces entrefaites Joseph II (1780-1790) hérita du trône après la mort de sa mère Marie-Thérèse. Ce monarque absolutiste, menait une politique centralisatrice et germanisatrice. Après l'abrogation de la *Zupanija* de Séverin (20 mars 1786) il créa un *Littoral Hongrois* (Littorale Hungaricum) composé de trois arrondissements : Fiume, Bakar et Vinodol, sur

1. Rescriptum Mariæ Th. ddto. 23 aprilis 1775 emanatum ad Consilium Croaticum de regulatione interni status urbium Fluminensis et Buccaranae.

lesquels le gouvernement de Fiume avait tout pouvoir. Puis on institua à Fiume deux autorités : un gouverneur spécialisé pour le commerce et les affaires sanitaires, et le Conseil Municipal pour l'administration. Toutes deux relevaient du Gouvernement hongrois, mais les questions judiciaires ressortissaient de la Cour de Ban de Zagreb, c'est-à-dire de la Cour d'Appel, les écoles cependant restèrent sous la surveillance du Directeur général des Ecoles de Zagreb.

A la mort de Joseph II, la Diète Croate tenta de réunir le littoral à la mère-patrie. Elle se basait dans un mémorandum, sur le fait que l'union de Fiume au Royaume de Croatie avait été promulguée en 1777 et elle demanda que cette promulgation soit insérée dans le « Code des Lois ». Léopold, successeur de Joseph II, rejeta cette demande « jusqu'au prochain parlement » en prétextant qu'une discussion approfondie était nécessaire. La véritable raison de ce rejet doit être recherchée dans les prétentions des Etats de Carniole sur Fiume.

Après la guerre de 1805 contre Napoléon dont l'issue fut malheureuse pour l'Autriche (Ulm et Austerlitz) la Cour de Vienne devint plus conciliante. Sur l'initiative de la Diète de Croatie et avec l'adhésion des Etats hongrois au Parlement de Presbourg le roi François donna son consentement et un article fut inséré dans le « Code des Lois » (art. IV de 1807).

« Avec l'adhésion de Sa Majesté, qui ne veut plus différer la réalisation des désirs ardents du Royaume, il est déclaré, par le présent article, que la ville de Rieka, avec son port, rattachée déjà par un diplôme spécial, appartient à ce Royaume. En même temps on donnera au gouverneur de Rieka, place et voix à la Chambre des Seigneurs et aux représentants de la ville de Rieka à la Chambre des Etats (Chambre Basse) » (1). La Diète croate se réunit à Zagreb l'année suivante. Elle interprétait l'article cité à son avantage et considéra la ville et le port de Rieka (Fiume) comme partie intégrante du Royaume croate et exigea que le gouverneur ainsi que les représentants de la ville puissent prendre place et part aux votes à la Diète. Le roi sanctionna cette résolution.

La situation de Rieka (Fiume) était claire : elle faisait partie des pays de la Couronne de Saint-Etienne, mais dans un sens plus large, car la ville fut représentée et avait droit de place et de vote au Parlement commun de Presbourg, et d'autre part elle était « partie » du royaume de Croatie et jouissait des mêmes droits.

En 1809, en exécution des clauses de paix de Schœnbrunn, Fiume fit partie des *Provinces Illyriennes* créées par Napoléon I^{er}, le maréchal Marmont en fut nommé le gouverneur. Napoléon I^{er}

1. Sisic, *op. cit.*, p. 48.

lança une proclamation en langue croate (1) par laquelle il leur promettait « des soins paternels » et constatait que les Croates avaient été victimes de l'ancien gouvernement. Malheureusement la domination française ne dura que quelques années. L'administration, l'enseignement, la justice étaient à la hauteur du gouverneur aussi libéral que bienveillant qu'était le maréchal Marmont. La ville de Fiume fut réunie à la *Croatie civile*, une des sept provinces illyriennes, à laquelle Napoléon rattacha aussi l'Istrie orientale. Sous la domination napoléonienne le nationalisme s'éveilla chez les Croates. C'est la première fois dans l'histoire que les Serbes, Croates et Slovènes, furent réunis sous un gouvernement central. Fiume avec Susak, les îles de Quarnero et l'Istrie orientale furent sous la domination française de 1809-1813.

Lors de la chute de Napoléon toute l'Illyrie re-tomba au pouvoir de l'empereur autrichien François. Par un rescrit de 1822 les territoires au delà de la Save et le Littoral furent englobés dans la Croatie. La « goubernie » de Fiume fut restaurée dans les limites de 1809. La Cour du Ban statuait en appel et l'enseignement se faisait sous le contrôle du Directeur Suprême des écoles croates. On s'accorda pour considérer la ville comme faisant partie intégrante du royaume de Croatie tout en restant indi-

1. La copie de cette proclamation se trouve dans les Archives de la ville de Karlovacz.

rectement partie des pays de la Couronne de Saint-Etienne (*separatum sacrae regni Hungariae adnexum corpus*) et en conséquence de quoi la ville était représentée à la Diète croate et au Parlement commun de Presbourg.

Au courant de la révolution de 1848 les Fiumains se déclarèrent pour les Magyars, espéraient en tirer plus d'avantages que ceux qu'ils auraient obtenus des Croates qui ne possédaient pas de capitaux suffisants pour l'agrandissement et le développement de leur port. Des avantages économiques, la Hongrie fit miroiter aux yeux des Fiumains. Le 1^{er} septembre de la même année Fiume était occupée par le Ban Ielacic qui fut nommé, par la Couronne, gouverneur de la ville. Les Croates jouissaient l'autorité militaire et civile, et leur juridiction fut rétablie. Par une proclamation Ielacic promit solennellement de respecter l'emploi de la langue italienne dans la vie publique de Fiume et accordait la même liberté aux autres nationalités (1).

Fiume resta directement réunie à la Croatie de 1848 à 1867. La Diète croate de 1861 proclama à nouveau les droits de la Croatie sur la ville et cette décision fut sanctionnée la même année par François-Joseph. La Diète envoya en 1866 une *députation régnicole* de 12 membres pour entamer des pourparlers avec une commission hongroise composée d'un

1. *La question de l'Adriatique*, Fiume, I, p. 14.

même nombre de délégués, dont la mission consistait à aplanir le litige qui régnait autour de la question fiumaine, mais ils se séparèrent sans arriver à un résultat. Les points de vue croate et magyar étaient tellement contradictoires que tout accord fut déclaré impossible. Les deux parties revendiquèrent Fiume avec la même énergie.

Après le compromis entre la Hongrie et l'Autriche en 1867, un commissaire magyar fut nommé et le Ban y perdit son autorité sur la ville. François-Joseph insiste pour que les Croates s'entendent enfin avec les Magyars. Pour y arriver il émit un rescrit royal octroyant une réforme électorale et ce fut le nouveau Ban Levin Rauch qui obtint la majorité par l'appui du parti unioniste (magyarophile). Les pourparlers entre les Magyars et Croates reprirent encore une fois, mais sans arriver à un compromis. Les Magyars recoururent à une fraude. On va voir comment.

CHAPITRE III

LE COMPROMIS HUNGARO-CROATE DE 1868 ET LE PROVISORIUM FIUMAIN

L'article 66 du compromis hungaro-croate de 1868 constate qu'au sujet de Fiume l'accord n'a pas pu se faire. Le Parlement hongrois et la Diète croate votèrent respectivement un projet de loi se rapportant au compromis hungaro-croate. François-Joseph approuva le texte croate, mais sur le conseil du comte Andrassy on commit un faux en collant, sur le document déjà sanctionné, une bande de papier sur lequel paraissait le texte suivant :

« Conformément à l'article précédent sont reconnus comme faisant partie du territoire des royaumes de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie : 1° les pays qui dans leur ensemble, y compris la ville et l'arrondissement de Bakar, appartiennent actuellement au comitat de Rieka (Fiume) à l'exception de la ville même et de l'arrondissement de Rieka (Fiume), lesquels ville, port et arrondissement formeront un corps à part rattaché à la couronne hongroise (*separatum sacræ regni coronæ adnexum corpus*). En ce qui concerne l'organisation de l'autonomie spé-

ciale et des circonstances législatives et administratives s'y rapportant, ils devront être obtenus par une entente générale après discussion et débats à ouvrir dans les délégations à désigner tant par le Parlement du royaume de Hongrie que par celui des royaumes de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie, et par la ville de Rieka (Fiume) (1). »

Le faux fut longtemps tenu secret, ce n'est que plus tard qu'on fut forcé de révéler la vérité. Notons ici deux déclarations faites par le comte Khuen Hedervary, ban de Croatie-Slavonie en 1910 au cours des débats tenus à la Diète croate sur Fiume. Le 6 février, cet homme de paille du gouvernement hongrois le révélait comme suit : « Je suis en mesure de déclarer me basant sur la force des documents officiels que le faux introduit dans le texte du compromis hungaro-croate fut pratiqué avec le consentement direct et formel de Sa Majesté. Il est conforme au contenu du rescrit royal du 8 novembre 1868 aux Parlements de la Hongrie et de la Croatie ». Plus tard le 21 février le Ban déclarait au cours d'un débat que le même sujet : « j'ai déjà dit que, quoique l'article 66 ait été corrigé d'une manière tendencieuse ce fait a néanmoins été commis par autorisation spéciale de Sa Majesté (2) ».

1. Le fac-similé de l'article 66 avec le papier collé est reproduit en tête de l'ouvrage de M. Sisic.

2. Sisic, *op. cit.*, 67-68.

Faut-il souligner que dans une discussion si délicate, lecomte Khuen Hedevary, ne pouvait pas faire une allusion à la personnalité du souverain sans que ce dernier y ait consenti.

L'importance de cette contrefaçon est incontestable. Si pendant la Conférence de la Paix, Fiume a élevé sa voix et demandé son autodisposition, c'est sur la base de cette falsification. Pendant cinquante ans la ville fut italianisée par les Magyars en vue de priver les Croates des arguments ethnographiques de la ville. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la statique (1).

		1851		
Italiens.....	691		Croates.....	11.581
		1880		
—	9.237		—	10.227
		1890		
—	13.012		—	13.478
		1910		
—	24.212		—	15.687

Le roi par un rescrit, exigeait le 16 novembre l'approbation par la Diète Croate du rescrit royal du 8 novembre qui modifiait l'article 66 du compromis, dont l'adhésion de la part des Magyars était déjà acquise. La Diète était composée en majorité d'unionistes (magyarophiles). On sait que les élections eurent lieu *manu militari*. Néanmoins, la Diète rati-

1. Siscic, *op. cit.*, p. 68, note 2.

fait la nouvelle rédaction de l'article tout en formulant cette restriction « qu'en approuvant on ne créait pas une loi » et que la question de Fiume n'était pas définitivement résolue. De son côté M. Koloman Tisza, président du conseil hongrois déclara explicitement que « la question n'était pas définitivement résolue » (1).

Les deux commissions devaient s'attacher à trouver une solution définitive. En 1869 les délégués de la Diète croate, du Parlement hongrois et de la ville de Fiume, furent convoqués par un rescrit royal. Ils élurent pour président et secrétaire respectivement des délégués hongrois et croates. Les Croates exigèrent que le gouverneur de Fiume soit aussi grand *Zupan* de la *Zupanija* Fiume Modrus, que la ville conservât son autonomie intérieure, mais sous la dépendance du gouvernement croate, quant à l'administration de la justice et l'instruction publique, ils demandèrent en outre que la ville puisse mander deux députés à la Diète croate et un au Parlement commun hungaro-croate pour discuter les affaires générales énumérées dans le Compromis.

Les délégués hongrois proposèrent que Fiume se soumette au pouvoir supérieur du Parlement commun et du ministère commun, qu'un gouverneur soit désigné sur la proposition du Président du Conseil hongrois, que le tribunal suprême de Budapest

1. Saisic, *op. cit.*, p. 69.

(Curia) devienne l'instance judiciaire suprême et que la ville elle-même délègue un député au Parlement hongrois, et que le gouverneur puisse siéger à la Chambre des Seigneurs. Les délégués de Fiume acceptèrent cette proposition. Les Croates jugèrent cette demande inadmissible. Sur ces entrefaites le comte Andrassy suggérait un *condominium* hungaro-croate pour Fiume dont les traits saillants seraient : 1° au point de vue politique, la ville serait soumise au parlement commun ; 2° quant à la justice la Cour des Sept (Cour de cass.) créé à Zagreb en 1862 serait l'instance judiciaire supérieure ; 3° quant à l'enseignement public, Fiume devait s'entendre séparément avec les Croates.

Les Croates rejetèrent également cette proposition, leurs délégués n'ayant pas pleins pouvoirs pour accepter ce projet. Ils devaient d'abord consulter la Diète, et obtenir son consentement.

La commission étant ajournée, les Croates, un mois plus tard, ont soumis une nouvelle proposition dite *ultimatum*, dont voici le contenu : Fiume jouira d'une autonomie pour les questions intérieures, le culte et l'enseignement public seront de la compétence du gouvernement croate ; quant à la justice elle sera de la compétence de la deuxième et troisième instance de Zagreb. Dans la même formule les Croates avaient rédigé une clause fâcheuse disant que si cette proposition (*ultimatum*) n'était pas admise,

la commission serait renvoyée *sine die* et la ville serait administrée par le gouvernement central (commun). Les Magyars et les Fiumains comme on pouvait le prévoir, rejetèrent l'*ultimatum* et acceptèrent le renvoi. Le 15 mars 1870 le ministère hongrois instituait un *provisorium* pour Fiume qui aurait été appliqué aussi longtemps que les questions litigieuses n'eussent pas été réglées. On désigna un gouverneur, c'est-à-dire que le ministère s'emparait d'une autorité suprême sur Fiume. Le 20 juillet le *provisorium* fiumain était accepté par 55 voix contre 10, mais on ne prévoyait pas l'époque où les Commissions se rassembleraient pour aboutir à une solution définitive. Cette situation dura jusqu'au démembrement de l'Autriche-Hongrie en automne 1918. Les Magyars considérèrent ce *provisorium* comme définitif invoquant la teneur tronquée de l'article 66. La ville a gardé son administration municipale, comme toutes les autres *villes royales* et libres, mais ce qui contribuait le plus à sa prospérité, sa navigation et port, ils furent soumis à l'autorité hongroise. Toutes les traces de l'union de la ville avec la Croatie furent successivement abolies.

A présent, nous exposerons ce que fut l'administration de Fiume au cours du *provisorium* qui dura de 1870 jusqu'à 1918 (1).

L'article 66 du compromis dans sa deuxième

1. Heinrich Marczalli, *Ungarisches Verfassungs-recht*. Tübingen.

rédaction devient l'article 30 de la loi hongroise de 1808. La Hongrie n'a même pas réussi à obtenir un acte de renonciation formel sur Fiume de la part de la Croatie. Faute d'un arrangement définitif, le statut de la ville fut réglé par un décret provisoire. Le projet de décret élaboré par le Gouvernement royal hongrois, était contresigné par Andrassy, président du Conseil et approuvé par le roi (28 juillet 1870). Ce décret resta en vigueur jusqu'en 1918.

Le gouverneur royal, dont la désignation devait être contresignée par le président du Conseil hongrois, avait dans sa compétence, l'administration de la ville de Fiume et de son arrondissement. Elle s'étendait aussi sur les questions maritimes, intéressant toute la côte hungaro-croate (2). Le gouvernement est donc la plus haute autorité, au point de vue maritime, sa compétence s'étend sur l'administration du commerce maritime, la navigation, l'équipement du port ainsi que les mesures sanitaires. Toutes ces conditions sont exercées sous les ordres et la direction suprême du ministre hongrois du commerce et des communications.

Nous allons maintenant exposer le champ d'activité du gouverneur proprement dit. Pour toutes les affaires sur lesquelles l'autonomie de la ville ne

gen, 1911, p. 167-172; Desider Markus, *Ungarisches Verwaltungsrecht*. Tübingen, 1912, p. 321-323:

2. Cet office a été créé en 1776 mais cessa de fonctionner pendant l'occupation croate.

s'étend pas le gouverneur est « l'organe subordonné et responsable, devant le gouvernement hongrois. » Comme chef de l'administration, il administre la commune et organise les élections pour le Parlement. Son devoir est éventuellement, de présider les sessions de la représentation municipale. Toute l'administration de la ville est exercée par le gouverneur, en d'autres mots, par le ministère royal hongrois.

Premièrement le gouverneur doit élaborer le projet de statut en collaboration avec la représentation municipale et le soumettre au gouvernement hongrois (1).

Quant à la justice (étant donné qu'il avait été décidé que la navigation, d'après l'article 21 : 11 de la loi de 1868, est considérée comme « une affaire commune à tout le royaume hongrois ») la juridiction de la Cour d'appel s'étend sur les affaires maritimes de tout le littoral. Les affaires commerciales seront au contraire, d'après le même article, soumises à la législation hongroise et croate. Les lois civiles et pénales seront édictées par les organes législatifs de l'autonomie de la Croatie et Slavonie ; par conséquent la compétence du Tribunal s'étend dans ces deux domaines sur la ville de Fiume et son arrondissement.

1. Ce statut est approuvé par le ministre hongrois de l'Intérieur, le 37 avril 1872 et depuis ce temps était en vigueur.

Quant au recours en cas de litiges, la compétence a été attribuée à la Table Royale, qui fait office de Cour d'Appel et à la Curie Royale à Budapest qui fait office de Cour de cassation.

Cette organisation des tribunaux est devenue effective en 1871 par la création d'un tribunal à Fiume. Les questions du culte et de l'enseignement public sont du ressort du ministre hongrois.

Donc Fiume est une ville libre (Reichstadt) et non pas un pays à organisations spéciales. Pour la législation et pour toutes les branches de la vie publique, c'est la volonté de Fiume qui s'exprime en toute liberté. La grande importance attribuée par l'Etat à cette ville maritime est mise en relief par le fait qu'il prend en considération les conditions locales pour toutes les lois et toutes les dispositions. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une nation qui participe à la souveraineté de l'Etat, ni même d'une nation politiquement indépendante ayant des statuts particuliers comme la Croatie et la Slavonie. Dans l'article 21 de la loi de 1886 Fiume occupe le même rang que les autres municipalités, villes et comitats. Le 14 février 1900, le président du Conseil déclara au Parlement que Fiume ne possédait en rien le droit de législation.

Le professeur Ferdinandy (1) remarque très judicieusement que le droit autonome de la ville libre

1. Ferdinandy, *Staatsrecht*, p. 188.

est moindre que celui des autres municipalités. D'abord les statuts sont élaborés par le gouverneur et non par une représentation autonome, en second lieu les autorités ne sont pas élues, mais nommées, enfin la ville communique avec le gouvernement par l'intermédiaire du gouverneur et non directement. Par contre, le droit de l'administration *intérieure*, sous de nombreux rapports est plus étendu que dans les autres municipalités. Ce droit est réglé par le statut approuvé par le ministre de l'Intérieur hongrois en 1872. Ce statut reste en vigueur aussi longtemps que l'administration intérieure n'est pas réglée par une loi particulière(1).

D'abord le territoire de la ville est déterminé. Etant donné que la ville constitue un corps séparé, sa frontière ne peut être rectifiée qu'après le vote d'une loi et l'approbation de la représentation municipale.

La population se compose des membres de la commune ou d'étrangers. Seuls les sujets hongrois ont le droit d'être citoyens. Le droit de domicile est la condition préalable pour devenir citoyen de la commune (§ 23).

Les membres de la représentation municipale sont élus par la commune pour six ans. La ville élit 50 représentants et l'arrondissement 6. Tous les trois ans le maire tire au sort le nom des élus sor-

1. Le statut est publié.

nants. Le maire (podesta) et les deux vice-présidents sont exclus du tirage. Le gouvernement peut toujours dissoudre la représentation, mais dans ce cas de nouvelles élections doivent avoir lieu, au plus tard quatre semaines après la dissolution. Sont éligibles ceux qui ont le droit de voter pour le Parlement et s'ils savent lire et écrire ; les capitaines et lieutenants de navires aux longs cours ont droit au vote. Chaque électeur est éligible à 24 ans s'il réside depuis au moins deux ans et demeure dans la ville.

Les débiteurs de la commune sont, parmi d'autres, privés de l'éligibilité. Le droit d'élection est exercé personnellement. Les électeurs sont divisés en deux catégories : les uns pour la ville et les autres pour l'arrondissement.

On tire au sort 4 commissions de la représentation chargées de contrôler les élections : chaque commission vérifie la validité des mandats de la commission suivante (§§ 24-43).

Les élus sont obligés d'accepter leur élection. Peuvent renoncer : les soldats en retraite, les prêtres, les hommes au-dessus de 60 ans et ceux qui étaient membres de la représentation précédente.

On informe le Gouvernement des résultats du contrôle. Le gouverneur alors convoque le plus tôt possible la représentation pour une session extraordinaire au cours de laquelle les élus prêtent serment

et promettent au gouverneur qu'ils seront fidèles au Roi et qu'ils respecteront la Constitution et le Statut.

Après avoir prêté serment, a lieu l'élection du maire (podesta) et des deux vice-présidents. Le domicile à Fiume est obligatoire et ils ne peuvent avoir entre eux aucun lien de parenté. Pour qu'ils soient élus il faut que tous les représentants prennent part au vote de l'élection. Les absents doivent avancer une raison valable, ainsi que ceux qui s'abstiennent de voter, sinon, ils perdent leur mandat.

L'élection du Podesta doit être ratifiée par Sa Majesté. Le podesta et les deux vice-présidents, après l'expiration de leur mandat, sont rééligibles. Après la ratification royale, le podesta prête serment. Le traitement est fixé par la représentation. Les représentants ne touchent pas d'honoraires (§47-58).

« La ville de Fiume en tant que corps doté de droits autonomes », exerce son autonomie administrative. Les droits de gouvernement sont exercés par le gouverneur. Dans le cas d'empêchement du gouverneur, le ministère délègue un substitut et en prévient la représentation (§ 59). Si les décisions de la représentation portent atteinte aux lois, à la Constitution, au Statut, ou s'ils menacent l'intérêt de la ville, le maire a le droit d'en suspendre l'exécution et doit prévenir le gouverneur. Ce dernier a également droit de suspension dans les deux cas cités.

Si la décision de suspension porte atteinte aux lois, au statut ou aux intérêts de l'Etat, la représentation peut faire appel au ministère.

Si le ministère lèse les intérêts de la ville on peut remettre sa décision en discussion. Si la représentation la renouvelle le podesta est forcé de l'exécuter. Les 2/3 des représentants au moins doivent voter et la majorité n'est valable que si elle atteint les voix de la moitié des membres de la représentation (§ 85-92).

Le gouverneur a toujours le droit d'intervenir dans les débats et de faire des propositions (§ 95).

Le conseil municipal exerce le pouvoir exécutif. Ses membres doivent avoir les mêmes diplômes que les fonctionnaires d'Etat hongrois.

Le présent statut peut être modifié, mais uniquement en collaboration avec la représentation de la ville libre de Fiume (§ 127). L'italien est la langue officielle. Pour l'administration de Fiume, l'article 9 de la loi de 1904 a permis l'installation d'autorités spéciales, tel que le conseil de gouvernement dont les membres sont : le gouverneur, son substitut, et 4 rapporteurs délégués par l'Administration : politique, financière, économique et culturelle. Le rapporteur pour l'enseignement public remplit en même temps la fonction d'inspecteur royal des écoles.

Ces autorités veillent et disposent de telle manière

quel'harmonie règne toujours dans l'administration, ils vident les conflits éventuels entre les différents organes exécutifs. Elles sont investies du pouvoir disciplinaire contre les fonctionnaires élus ou nommés à l'exception des fonctionnaires visés par la loi et le décret ministériel : par exemple le maire de la ville. Elles se prononcent dans les affaires en appel, que la loi, le décret ministériel ou le statut municipal leur ont soumis en appel. Ces "autorités représentent la deuxième instance pour les affaires de tutelle, le conseil municipal se prononçant en première instance. Elles ont en général dans la sphère d'activité du ministère des Finances, des Cultes, de l'Instruction publique, de la Défense nationale, du Commerce et de l'Agriculture, la compétence qui est accordée par la loi et le décret ministériel régissant les commissions municipales.

Le gouverneur exécute les instructions du ministre concernant les affaires de sa sphère d'activité, ou celles du conseil administratif.

Ces affaires sont réglées sous la responsabilité du gouverneur, son substitut et des rapporteurs respectifs. Les affaires disciplinaires seules sont jugées en session du Conseil. Contre la décision du « Conseil gubernal » on peut porter appel pour les affaires administratives, devant le ministère de l'Intérieur, la procédure est réglée par le statut municipal ; quant aux affaires remises à l'administration

municipale et les affaires d'Etat proprement dites on peut en appeler au ministre respectif.

Quant aux affaires visées par l'article 26 de la loi de 1896, elles sont de la compétence du tribunal suprême, l'appelant peut aussi soumettre sa plainte à la juridiction directe du ministre.

Le *corpus separatum* de Fiume comprend le port, la ville de Fiume et les trois communes : Plasse, Cosala et Drenova d'une superficie d'environ 20 kilomètres carrés.

Cinquante-six membres en font partie de la représentation municipale.

La ville ne participant pas à l'administration de la navigation, toutes les affaires ressortissant du droit maritime sont du domaine des institutions juridiques croato-slavonnes. La ville ne participe pas à la confection du droit maritime et ne possède que l'autonomie pour l'administration de ses affaires intérieures.

Le titre et le sceau du gouverneur sont conçus en hongrois en ces termes « le gouverneur royal de Fiume et du littoral hungaro-croate » ; l'écusson est composé des blasons des pays de la Couronne de Saint-Etienne.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE TRAITÉ DE LONDRES

§ 1. — *Les pourparlers diplomatiques de l'Italie avec l'Autriche Hongrie et l'Allemagne*

L'établissement du protectorat français sur la régence de Tunis en 1881 détermina l'Italie à dénoncer son traité de commerce avec la France et à se rapprocher de l'Allemagne. L'année suivante, sous le ministère Depretis, l'Italie concluait avec cette puissance, une alliance, dont la caractéristique était la défensive. Elle fut renouvelée plusieurs fois et en dernier lieu en 1912. Cette alliance avec l'Allemagne déclenchait automatiquement une alliance avec l'Autriche-Hongrie, son ennemie héréditaire. Les stipulations acceptées par l'Italie n'ont été publiées qu'après la guerre 1914-1918.

L'Autriche-Hongrie signait secrètement avec l'empire allemand (octobre 1879) « une alliance de paix

et de défense réciproque » qui fut en 1883 révélée publiquement par Bismarck. C'est en 1883 que prit naissance la *Triple Alliance* qui fut renouvelée en 1883, 1887, 1894 et 1912 et dont le but principal consistait dans le maintien de la paix, par une coalition des trois puissances de l'Europe Centrale contre des menaces de guerre présumées de la France ou de la Russie (1).

L'Italie, comme le disait un jour le comte Nigra au prince de Bülow, ne pouvait être que l'alliée ou l'ennemie de l'Autriche-Hongrie (2) il lui était impossible de rester neutre ou isolée en face de sa rivale naturelle.

L'article 3 du traité d'alliance prévoit le *casus fœderis*. « Si une ou deux des hautes parties contractantes sans provocation directe de leur part « venaient à être attaquées et à se trouver engagées dans une guerre avec deux ou plusieurs « grandes puissances, non signatrices du présent « traité, le *casus fœderis* se présenterait simultanément, pour toutes les hautes parties contractantes » (3).

Invoquant cet article le président du Conseil Giolitti d'accord avec son ministre des affaires étrangères le marquis de San Giuliano, déclara à l'Autri-

1. Seignobos, *Histoire de l'Europe contemporaine*, p. 786.

2. Stowel, *The diplomacy of the war of, 1914*.

3. Pribram. *Die Politische geheimverträge Österreichs, 1879-1914*. Wien, vol. 1, p. 63.

che-Hongrie que le *casus foederis* ne jouerait pas si l'Autriche-Hongrie attaquait la Serbie en 1913 (1).

En effet le 9 août 1913, la veille de la conclusion du traité de Bucarest, l'Autriche-Hongrie projetait une attaque contre la Serbie prétextant que c'était une agression « défensive ».

Un an plus tard en 1914, lorsque l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie provoquèrent la conflagration européenne, celle-ci déclarant la guerre à la Serbie le 28 juillet, et celle-là à la Russie le 1^{er} août et à la France, le 3 août, le conseil des Ministres Italiens proclama la neutralité le soir du 1^{er} août.

Le Marquis de San Guiliano déclara à l'ambassadeur allemand le 31 juillet que la guerre entreprise par l'Autriche était agressive et ne cadrerait pas avec le caractère purement détensif de la Triple Alliance et que l'Italie ne pourrait pas participer à la guerre (2).

L'Italie désirait en ce moment conserver une neutralité expectative. Elle n'était pas suffisamment préparée au point de vue technique et ses hommes d'Etat voulaient se maintenir dans une attitude neutre, afin de se mettre du côté où pencherait la balance.

Bluntschli (3) explique que « le secours promis

1. *Le livre bleu serbe*, annexe, p. 77-78.

2. *Le livre jaune français*, n° 24.

3. *Le droit international codifié*, p. 261.

devra être accordé seulement s'il est constaté que le bon droit est du côté de l'alliée qui demande un appui. Jamais un allié n'est tenu de fournir de subsides, lorsqu'il lui paraît évident que l'Etat auquel il les a promis agit injustement, soit en refusant d'exécuter ses promesses, soit en ouvrant sans motifs la campagne contre un autre Etat ».

Or, au point de vue juridique dans les deux cas précités l'Italie avait raison; l'article 3 était explicite.

Le deuxième cas est encore plus grave étant donné que le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie avait caché à son alliée jusqu'au dernier moment, son intention d'envoyer un ultimatum à la Serbie, il a même été jusqu'à ne pas lui communiquer le texte.

Comme le déclarait M. San Giuliano à l'ambassadeur français à Rome (1) on ne doit pas oublier que l'Italie est liée par les engagements de la Triple Alliance, mais uniquement dans le cas où elle serait préalablement consultée (2). Il paraît néanmoins que l'ultimatum fut notifié à l'Italie un court temps avant son envoi à Belgrade, c'est ce qui ressort de la déclaration de M. Salandra (3). Le temps était trop court et la situation créée par l'envoi de l'ultima-

1. Stowel, *The diplomacy of the war of 1914*, p. 462; *Le livre jaune français*, n° 26; *Le livre bleu anglais*, Miscellaneous, n° 10.

2. *Le livre jaune français*, n° 50.

3. Stowel, *id.*, p. 469.

tum empêchait l'Italie d'exercer efficacement son action pacificatrice.

Même d'après Stowel (1) l'Italie n'était pas forcée de venir en aide à ses alliés, cette aide l'eut entraînée dans un conflit avec l'Angleterre. Le traité de Triple Alliance renfermait un « proviso » qui ne forçait pas l'Italie de combattre l'Angleterre.

En fait et en droit, il était évident que l'Allemagne et l'Autriche Hongrie avaient provoqué et déclaré la guerre, c'est la raison du verdict italien et l'histoire le confirmera.

Nous devons également mettre en lumière l'importance de l'article 7 du traité de la Triple Alliance, Il stipule très clairement en effet que : « Si les cas se produisaient que dans le cours des événements, le maintien du *statu quo* dans le territoire des Balkans et des côtes et des îles ottomanes de la mer Adriatique et de l'Egée devint impossible et que, soit en conséquence des agissements d'une tierce puissance, soit pour d'autres causes, l'Autriche et l'Italie fussent obligées de changer ce *statu quo* par une occupation temporaire ou durable, *cette occupation se produirait seulement après des accords préalables entre les deux puissances, sur la base du principe d'un consentement réciproque* pour tous les avantages territoriaux et *d'un autre ordre que l'une des puissances viendrait à obtenir « en dehors » du*

1. Stowel, *id.*, p. 473.

statu quo actuel, de manière à donner satisfaction aux aspirations justifiées des deux parties » (1).

En raison de cet article l'Autriche-Hongrie avait éprouvé certaines difficultés vis-à-vis de l'Italie au cours de la crise qui provoqua l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ; il en fut ainsi également en 1912-1913 lorsqu'elle cherchait à nouveau d'occuper Sandjak de Novi-Bazar, qu'elle avait occupé en 1878, puis évacué en 1908.

D'autre part l'Autriche-Hongrie protestait contre l'occupation italienne des îles de Dodécannèse au cours de la guerre de Lybie en 1917.

Se basant sur cet article le comte Berhtold déclara en 1914, après l'ultimatum à la Serbie que l'Autriche-Hongrie n'avait aucune intention de porter atteinte à l'intégrité territoriale ou à la souveraineté de la Serbie (2). Il voulait prévenir une demande éventuelle de l'Italie interprétée dans le sens de l'art. 7. Cependant l'Italie était bien renseignée quant aux plans de son alliée sur les Balkans.

Après avoir déclaré sa neutralité, au début de la guerre européenne l'Italie jouait le rôle d'observatrice pacifique, escomptant ainsi avoir le temps de préparer sa renonciation à la Triple Alliance et son adhésion à la Triple Entente. L'opinion publique pre-

1. Deibidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, vol. IV, p. 275, 276.

2. Stowel, *id.*, p. 263.

nait une attitude hostile aux empires centraux et d'autre part, l'intervention de l'Angleterre aux côtés de la France et de la Russie avait influencé considérablement l'attitude du gouvernement italien. La question maritime devait inévitablement faire réfléchir cette puissance péninsulaire sur l'attitude qu'elle allait prendre.

Après la mort du marquis de San Giuliano, en octobre 1914, ce fut le baron Sidney Sonnino qui prit sa succession au sein du cabinet Salandra, dont la politique consistait à satisfaire les aspirations nationales. Un contraste absolu séparait l'attitude de ces deux hommes d'Etat. Autant le premier était souple, insinuant, ondoyant, autant l'autre apparaît sec, rigide, dans ses principes, comme dans la conduite des affaires (1).

Le 3 novembre 1914, M. Salandra se déclara adhérent à l'égoïsme sacré, sans éclaircir cependant cette formule.

Au cours des mois de novembre et au début de décembre M. Sonnino, à dessein, ne communique plus aucune note au gouvernement de Vienne. Pendant ce temps, le président du Conseil préparait l'ouverture du parlement, qui fut convoqué au début de décembre. Ils étaient sûrs de pouvoir compter sur la majorité de celui-ci, quoique l'opinion publique était hostile à l'entrée en guerre ; leur plan consis-

1. *La Revue de France*, 1^{er} septembre 1922, p. 24.

tait avant tout d'assurer au gouvernement une large liberté d'action. M. Sonnino voulait, se basant sur l'article 7, extorquer à l'Autriche les pays *irredente*. La partie était engagée. Si l'Autriche était victorieuse, elle deviendrait maîtresse absolue des Balkans, dans le cas contraire, les Yougo-slaves annexeront sans aucun doute le territoire du littoral de la monarchie. Une action de la part de l'Italie s'imposait parce que dans les deux cas ses intérêts seraient gravement lésés.

Le 3 décembre M. Salandra tenait un discours plus que significatif. C'était une évolution complète de la politique de l'Italie en égard à la guerre. Il déclara que l'Italie voulait réaliser ses justes aspirations.

Le cabinet ayant obtenu à une grande majorité, un vote de confiance et liberté d'action absolue pour assurer la défense des plus hauts intérêts nationaux, le ministre des Affaires étrangères initia simultanément une action diplomatique à Vienne et à Londres. Le plan politique du cabinet se résumait : en un égoïsme sacré, une neutralité armée, intervention militaire réservée à l'heure propice où les aspirations nationales pourront être réalisées, avec le minimum d'aléa.

Le lendemain du discours de M. Salandra, l'Allemagne nommait le prince Bulow ambassadeur à Rome près le Quirinal, ce qui signifiait que l'Alle-

magne faisait l'impossible pour retenir l'Italie dans l'orbite de la tripe alliance.

M. Sonnino charge le 9 décembre son ambassadeur à Vienne le duc d'Avarna (1), de réclamer des compensations prévues par l'article 7 du fait de l'offensive autrichienne en Serbie, même dans le cas où cette dernière ne serait suivie que d'une occupation temporaire.

L'Autriche répond (2) que c'est une occupation passagère due aux nécessités d'opérations stratégiques. Elle insiste sur la distinction qui existe entre l'occupation passagère et l'occupation temporaire prévue par l'article 7. Elle ergote sur la lettre. Mais l'Italie se refuse à faire la différence, qu'elle prétend contraire au sens de l'article 7. L'Autriche d'ailleurs interprétait arbitrairement aussi les mots « dans les régions des Balkans » du même article, en cherchant à prouver qu'ils ne concernaient que le territoire turc des Balkans (3). L'Autriche donc ergotait sur le sens.

Les pourparlers durèrent plusieurs mois. M. Sonnino qui avait perdu tout espoir de pouvoir s'entendre avec Vienne, persista néanmoins dans les pourparlers. Il tenta d'abord d'amener le gouver-

1. *Le livre vert italien*, n° 1.

2. Österreichisch-ungarisches Rotbuch Diplomatische Aktens-tücke betreffend die Beziehungen Österreich-Ungarns zu Italien n° 78.

3. *Id.*, n° 78.

nement de Vienne de reconnaître en principe le droit aux compensations, et il y réussit après une pression de l'Allemagne. Il voulait être fixé sur le point de savoir si, oui ou non, l'Autriche-Hongrie voulait consentir à ce que ces compensations portassent sur son propre territoire et non en Albanie comme l'Autriche l'aurait déclaré. En second lieu, M. Sonnino se basant sur les *beati possidentes* demandait à ce que les territoires autrichiens fussent évacués par l'Autriche et occupés immédiatement par l'Italie (1).

Les tendances de la politique de Sonnino visaient à ce que : 1^o la position actuelle de l'Italie dans l'Adriatique soit en tous les cas améliorée, 2^o qu'en cas de démembrement éventuel de l'Autriche, la prépondérance stratégique revienne à l'Italie dans l'Adriatique (2).

Les demandes ci-dessus mentionnées eurent pour résultat la chute du comte Berchtold qui eut comme successeur le baron Burian. Celui-ci ripostait à l'Italie que c'était elle qui occupait Valona et Dodecanèse et que par conséquent l'accord préalable s'imposait de lui-même en vertu de l'article 7 (3).

Après de longs pourparlers, l'Autriche-Hongrie, sur les conseils du prince de Bülow, se déclara prête

1. *Le livre vert italien*, n^o 17.

2. *Giornale d'Italie*, 15 avril 1915.

3. *Livre vert italien*, n^o 20.

de négocier sur la base de cession de territoire autrichien, mais insistait sur le fait qu'il lui était impossible de céder un territoire quelconque avant la conclusion de la paix et sous la condition expresse que l'Italie reste neutre.

Les hommes d'Etat Italiens se rendaient parfaitement compte que si l'Austro-Allemagne eût été vaincue elle n'aurait pas cédé un pouce de territoire, en plus que celui qui lui aurait été arraché par les armes et que par contre, si elle eût été victorieuse, elle ne serait guère gênée d'annuler tout ce qu'elle avait cédé, par un traité écrit, qui d'après le principe allemand ne signifiait qu'un « chiffon de papier ».

Néanmoins le 8 avril 1914, M. Sonnino notifie à Vienne les conditions sous lesquelles l'Italie resterait neutre (1). Elle demande d'entrer immédiatement en possession du Trentin, Gradisca, Goritz, Nabrezina. Quant à Trieste, elle sera déclarée port franc. L'Italie exige encore Valona et que l'Autriche s'engage à se désintéresser de l'Albanie. De son côté l'Italie s'engage formellement à ne pas user de la faculté d'invoquer en sa faveur pendant toute la durée de la guerre, l'application de l'article 7 (2).

N'ayant pas reçu de réponse favorable (3) à ces

1. *Op. cit.*, n° 39.

2. *Op. cit.*, n° 43.

3. *Osterreichisch-ungarisches Rotbuch*, n° 200.

demandes, M. Sonnino notifie le 3 mai l'annulation du traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie et déclare reprendre une entière liberté d'action. A cela le gouvernement de Vienne répond que cet acte est en contradiction directe avec les engagements solennels pris par l'Italie lors du renouvellement du traité du 5 décembre 1912, qui fixait la durée de l'Alliance au 8 juillet 1920, avec la faculté de la dénoncer un an à l'avance.

Un homme d'Etat professionnel, M. Giolitti, secrétaire, réaliste et opportuniste s'était fait le défenseur de la neutralité bienveillante vis-à-vis des Empires Centraux. L'offre que les Empires Centraux, à son avis offraient à l'Italie ne représentait certes pas tous les desiderata de l'Italie. Mais néanmoins c'était déjà quelque chose et n'aurait coûté aucun sacrifice ni d'hommes ni d'argent. Il n'a pas réussi à imposer son point de vue politique.

La déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie ne tarda pas. Elle prit place le 24 mai.

En ce qui concerne l'Italie et ses anciens alliés, le traité de Triple Alliance n'avait qu'un caractère essentiellement défensif.

Non seulement ses anciens alliés avaient provoqué la guerre, mais, en plus des considérations générales du traité, l'article 7 en particulier, rendait à l'Italie sa liberté d'action parce qu'après l'ultimatum austro-hongrois, à la Serbie du 23 juillet, l'Autriche-Hon-

grie n'a pas tenté de s'entendre préalablement avec l'Italie concernant la modification au *statu quo* balkanique. Et comme par la suite l'Autriche s'était refusée à donner des compensations immédiates ne fût-ce que pour l'occupation provisoire des territoires balkaniques, l'Italie se croyait fondée à déclarer sans objet un traité que ses co-contractants n'ont pas respecté ni dans la lettre ni dans l'esprit.

Le point de vue juridique de l'Italie était inattaquable à cause du fameux article 7, de la Triple Alliance, que les hommes d'Etat italiens ont eu la sagesse de faire insérer dans le traité, ce qui leur a fourni un argument décisif dont ils se sont servis avec autant d'habileté que de ténacité.

Faisons encore remarquer qu'au début de la guerre Lybienne, l'Italie dut y renoncer devant les injonctions formulées par l'Autriche-Hongrie lors du projet de bombardement des côtes turques de l'Adriatique et de la mer Egée. De son côté l'Italie aurait pu, dès le bombardement de Belgrade, dénoncer la Triple Alliance, dans le cas où l'Autriche se refusait à offrir des compensations.

La Triple Alliance était un traité dont le but consistait non seulement en la défense contre un tiers Etat, mais aussi en une garantie réciproque d'intérêts mutuels.

§ 2. — *Les négociations entre l'Italie
et la Triple Entente et les clauses du Traité*

Si les tentatives de conciliation entre l'Italie et les Puissances Centrales échouèrent, les conversations entamées avec l'Entente réussirent pleinement. Elles se poursuivirent parallèlement. Les avantages de l'offre austro-allemande étant moindres, puisque elle exigeait la neutralité bienveillante, celles du côté de la Triple Entente étaient beaucoup plus importantes, car elle demandait à l'Italie d'abandonner la neutralité et de courir les risques d'une guerre.

Au moment où M. Sonnino dénonçait le traité de la Triple Alliance, il avait déjà décidé l'intervention aux côtés de la Triple Entente. Dès le début de la crise européenne en 1914, l'Italie entretenait des relations animées avec le Foreign Office, et qui prirent de plus en plus d'importance (1). Les pourparlers avec l'Entente furent exclusivement conduits par la voie de Londres, au début avec lenteur et sans hâte inop-

1. M. Raymond Recouly, qui a puisé ses renseignements aux sources en consultant les archives du Quai d'Orsay, écrit que dès le mois d'août 1914, l'ambassadeur d'Italie à Londres avait, de la manière la plus confidentielle, sondé le gouvernement britannique pour s'enquérir des compensations territoriales éventuelles qui pourraient être accordées à l'Italie au cas où elle interviendrait dans la guerre aux côtés de la Triple Entente. Cette conversation s'arrêta mystérieusement (*La Revue de France* 1^{er} sept. 1922).

portune. Il est très important de relever que c'est l'Italie qui en prit l'initiative.

Pourtant lorsqu'on s'était rendu compte de la difficulté de vaincre les Puissances Centrales, l'Angleterre et la France songèrent sérieusement à attirer l'Italie vers elles. En réponse à cette invitation, l'ambassadeur italien à Londres, le marquis Imperiali, transmit le 9 mars 1915 au Foreign Office un mémorandum volumineux détaillant les demandes territoriales de l'Italie dans le cas où elle interviendrait aux côtés de l'Entente. Elle demandait (1) tout le Trentin, une partie du Tyrol autrichien, toute la Dalmatie, la neutralisation du littoral monténégrin et la fondation de l'Etat indépendant d'Albanie sous le protectorat italien.

Les Anglais et Français furent consternés. Le Foreign Office chargeait M. Paul Cambon, ambassadeur de la République Française à Londres, de mettre au courant M. Delcassé, ministre des Affaires Etrangères, que l'opinion anglaise ne considérerait pas ces demandes comme étant le dernier mot de l'Italie. M. Delcassé émit des objections aux demandes, concernant l'Albanie, ainsi qu'à celles de la neutralisation de la côte adriatique et faisait valoir la nécessité pour la Serbie d'avoir une issue sur la mer. Mais les fortes objections venaient surtout de la part de M. Sazonoff ministre des Affaires Etrangères

1. *Iugoslovenska Njiva*, 15 oct. 1922.

de Russie, qui prenait une défense énergique des intérêts yougoslaves. Il protestait vivement contre les aspirations démesurées de l'Italie et déclara que la Russie ne consentira jamais à la violation des intérêts yougoslaves dans de telles proportions.

On tenta de créer un compromis entre les demandes de l'Italie et la thèse slave, soutenue par M. Sazonoff. L'Angleterre et la France participaient assidûment à ces entretiens et le Président de la République française alla même jusqu'à envoyer une dépêche à l'empereur de Russie pour qu'il s'emploie à écarter les derniers obstacles (1).

Le 28 mars M. Delcassé manda à Pétrograd un très énergique télégramme dans lequel il rappelle d'une façon saisissante toute les souffrances, tous les sacrifices de la France à la cause commune. Il cite un mot du grand duc Nicolas généralissime des armées russes qui apprécie ces sacrifices à leur juste valeur (2),

Mais devant l'attitude hostile de la Russie (2) M. Sonnino céda de son intransigeance concernant la demande sur l'entièreté de la Dalmatie et enfin envoya à Londres le 29 mars une ultime proposition que Sir Edward Grey considéra comme acceptable. Puis on discuta la question sur les îles adriatiques, mais

1. Iugoslovenska Njiva, *id.*

2. *Revue de France*, *id.*

3. Adriaticus, *la Question adriatique*, p. 6.

finalement on tomba d'accord en exigeant l'intervention directe et immédiate de l'Italie. Ce n'est que le 14 avril que le gouvernement russe fit connaître son approbation. Le 26 avril 1915 fut signé le traité secret de Londres, signé par E. Grey au nom de la Grande-Bretagne, suivie des signatures des ambassadeurs italien, russe, et français accrédités à la Cour de Saint-James. C'est grâce à la Russie que le traité ne fut pas plus désavantageux encore pour les Yougoslaves. La signature de l'accord diplomatique à Londres est suivie de la conclusion d'un accord militaire signé à Paris le 11 mai.

Le traité de Londres, qui est un *traité synallagmatique*, par une clause formelle (art. 16) stipule que les clauses doivent rester secrètes. Les traités secrets sont valables, mais ils sont nuls pour la conscience d'une nation jusqu'à ce qu'ils soient publiés. Son existence fut dénoncée par les Bolcheviks qui en divulguèrent le texte dans leur journal officiel *Izvestija* sous le titre « Recueil de documents secrets extraits des archives de l'ancien ministère russe des Affaires Etrangères. » Le gouvernement italien ainsi acculé ne pouvait pas tarder à remettre le texte de ce traité à la présidence du Parlement de Rome (Montecitorio).

D'après ce traité: 1° l'Italie recevait Trieste, Gorizia, Grandisca, toute l'Istrie jusqu'au Quarnero ci-inclus Valona et les îles Cherso et Lussin ; 2° le

territoire entre Monte-Neviso jusqu'au Littoral, puis la province de Dalmatie jusqu'au cap Planka avec les îles (art. 4 et 5).

Concernant Fiume et le littoral croate, l'article 5, la 3^e note dit :

« Les territoires énumérés ci-dessous seront attribués par les quatre puissances alliées à la Croatie, à la Serbie et au Monténégro.

Dans la Haute Adriatique toute la côte depuis la baie de Valosca, sur les confins de l'Istrie jusqu'à la frontière septentrionale de Dalmatie comprenant le littoral actuellement hongrois et toute la côte de la Croatie, avec le port de Fiume et les petits ports de Novi et Carlopago, ainsi que les îles de Veglia, Pervichio, Gregorio, Goli et Arbe.

Dans la même note on laisse à la Serbie et au Monténégro le littoral de cap Planka jusqu'au Drin.

En Albanie, l'Italie recevra l'entière souveraineté sur Valona avec île de Sasseno (art. 6) et sera chargée de représenter l'Etat d'Albanie dans ses relations avec l'étranger (art. 7) la souveraineté de l'Italie s'étendra également sur les îles du Dodécanèse (art. 8).

L'Italie pour sa part s'engage à entrer en campagne au plus tard un mois après la signature du traité (art. 16).

D'après l'article 2 l'Italie s'engage à employer l'ensemble de ses ressources à poursuivre la guerre

en communauté avec la France, la Grande-Bretagne, et la Russie contre tous leurs ennemis communs. Cependant l'Italie ne déclare la guerre à l'Allemagne que le 27 août 1916.

Ici prend place la violation du traité de Londres par l'Italie.

Ce traité assurait à l'Italie la domination complète sur l'Adriatique aux dépens de ses voisins yougoslaves.

M. Sonnino avait présenté à Londres le programme intégral des nationalistes, interventionistes. Cependant, à cause d'une intervention russe, la ville de Fiume était livrée à la Croatie (1).

Tous les pourparlers furent conduits dans le plus grand secret. Seules quelques personnalités étaient initiées aux détails. Quand à la veille de la déclaration de la guerre, M. Giolitti, intervient pour empêcher l'Italie de se jeter dans le conflit, il ne connaissait pas l'existence du traité de Londres (2).

Quelle est l'origine de cet impérialisme? Les Italiens considéraient l'Adriatique comme *mare clausum* et la clé qui leur eût servi à dominer la Méditerranée. Ils voulaient assurer la *pax romana* dans ces parages. L'Italie par ce traité foulait aux pieds le principe des nationalités, le même cependant qui

1. Prezzolini, *Comment s'est faite l'entente italo-yougoslave* (*La Revue de Genève*, mars 1924)

2. Giovanni Giolitti, *Les mémoires de ma vie*, p. 339.

lui permit de réaliser son unité politique. Citons, en donnant comme exemple frappant son impérialisme le cas de la Dalmatie dont le 9/10 de la population est slave. Les Italiens invoquent la domination de Rome et de Venise sur ces contrées et se basent sur cet anachronisme pour justifier leur arbitraire.

Quoique les stipulations de ce traité touchent aux intérêts vitaux du royaume de Serbie, elles ne furent pas notifiées à cette puissance. Et ce royaume à juste titre pouvait considérer ce traité *res inter alios acta*. La population yougoslave fut ainsi transférée sous l'égide d'une puissance étrangère sans avoir été consultée, elle pouvait invoquer la plainte *de nobis sine nobis*.

Le chapitre II s'occupera encore plus en détail de ce traité.

§ 3. — *La conférence de Rome aboutissant au Pacte de Rome*

L'action militaire de l'Italie fut une désillusion pour ses alliés, elle ne déploya qu'un effort militaire insignifiant. Après la défaite d'Arsiero, et Arsiago, le cabinet Solandra fut mis en minorité. Le nouveau gouvernement fut constitué par M. Boselli qui garda M. Sonnino aux Affaires Etrangères. Le 24 octobre 1917 l'armée italienne essuyait une ter-

rible défaite à Caporetto. Pendant trois jours elle perdit ce qu'elle avait conquis au cours de deux ans et demi de combat. M. Orlando se chargea de former un nouveau cabinet en laissant M. Sonnino à son poste.

Après la révolution bolcheviste et les discours de M. Wilson, l'opinion publique en Italie devint de plus en plus pacifiste. On cherchait une solution sans l'intervention de moyens militaires.

Ces circonstances amenèrent les interventionnistes à fonder le « fascio della difesa nazionale ». 150 députés et 92 sénateurs y donnèrent leur adhésion. Les neutralistes, composés de Giolittiens, socialistes et catholiques formèrent « l'unione parlamentare ». C'est là qu'il faut chercher la genèse des deux partis qui se combattent aujourd'hui en Italie : les fascistes et les coalitionistes. Les coalitionistes demandèrent aux interventionnistes de définir les buts de la guerre.

D'autre part le président Wilson dans son message au Congrès des Etats-Unis du 7 janvier 1918 a exprimé dans son dixième point le désir de voir l'Autriche-Hongrie se recomposer sous une forme fédérale et dans son neuvième point il ne réclamait que le réajustement des frontières italiennes suivant la démarcation des nationalités. M. Llyod George fut aussi partisan du maintien de la monarchie habsbourgeoise.

Devant cette situation les interventionnistes deman-

dèrent à M. Sonnino qu'il obtienne une note collective des Alliés reconnaissant les droits de l'Italie, en invoquant le but principal de leur entrée en guerre : *Delenda Austria.*

Caporetto prouvait suffisamment la difficulté d'abattre l'Autriche-Hongrie par les armes ; il fallait agir autrement pour atteindre ce but et la diplomatie de l'Entente trouva ce stratagème : un accord avec les nationalistes opprimés par la monarchie habsbourgeoise qui lui permettrait de bouleverser les fondements de l'Empire en déclanchant un mouvement révolutionnaire à l'intérieur.

En effet la mission italienne aux Balkans ne pourra pas s'accomplir, si l'Italie ne contribue pas par les armes à détacher ces provinces de l'Empire autrichien. En collaborant à la désagrégation de l'empire danubien, l'Italie s'oppose inéluctablement au germanisme qui s'est emparé de l'Autriche-Hongrie et elle s'en servira comme d'un instrument pour arriver à ses fins de conquête mondiale. Mais pour mener efficacement sa nouvelle politique balkanique, il est nécessaire que l'Italie apparaisse aux yeux des peuples balkaniques comme un défenseur sincère et désintéressé du principe des nationalités. Or ceci ne peut être tant qu'elle aura des prétentions dans l'avenir sur la côte dalmate continentale peuplée en grande partie de Slaves (1).

1. Bissolati (*Secolo*, 14 nov. 1914).

Les pourparlers entre Italiens et Yougoslaves eurent lieu à Londres, au siège du Comité yougoslave dont faisaient partie les notabilités yougoslaves émigrées. Ce furent des Anglais, en majorité journalistes, qui jouèrent le rôle de médiateurs,

L'Italie était représentée par le général Molla, attaché militaire à l'ambassade d'Italie à Londres, qui déclara : 1° qu'après la chute de la Russie la crainte qu'éprouvait l'Italie pour le panslavisme n'existait plus ; 2° le traité de Londres avait perdu sa raison d'être ; 3° quant à la Dalmatie elle peut être assignée à l'Etat yougoslave (1).

De son côté M. Sonnino se cramponait au traité de Londres. Ses partisans souhaitaient le démembrement de l'Autriche-Hongrie mais cela n'a jamais fait partie du programme officiel de l'Italie.

M. Sonnino le confirma clairement le 25 octobre 1917 en déclarant que le traité de Londres était le programme minimum, si l'on cédait, on justifierait les accusations impérialistes et chaque cession sera considérée comme une faiblesse.

Une véritable guerre à coups de plume éclata entre les nationalistes italiens et yougoslaves, qui exagérèrent jusqu'au paroxysme leurs intransigeances et leurs accusations dont l'Autriche tirait le profit. Par le traité de Londres, l'Autriche a réussi de rendre la guerre contre l'Italie populaire, parmi les Slaves.

1. Jugoslovenska Njiva (1 nov. 1922).

Le traité de Londres présentait donc un obstacle sérieux à l'entente italo-yougoslave, c'est ce qui permet d'expliquer l'attitude de l'Italie à la Conférence de la Paix.

Peu de temps après M. Orlando se rencontre avec M. Trumbic, président du comité yougoslave. M. Andréa Torre, sénateur, fut chargé par le comité italien d'entamer, dans le but d'élaborer un accord, les pourparlers à Londres. Le groupe qui avait chargé M. Torre d'agir comprenait les trois quarts des membres du Sénat et plus de la moitié des députés (1), et M. Orlando l'avait approuvé.

Après une discussion assez longue MM. Torre et Trumbic tombèrent d'accord sur les principes généraux d'une entente italo yougoslave et sur la nécessité absolue du démembrement de l'Empire austro-hongrois.

D'après l'accord (art. 4) les Italiens reconnaissaient que l'union et l'indépendance yougoslave est d'intérêt capital pour l'Italie et vice-versa. Quant à l'Adriatique, ils déclarent (art. 5) que son affranchissement et son système de défense contre l'ennemi présent et futur est une question de vie et de mort pour les deux nations. Les parties prennent l'engagement de résoudre les questions territoriales encore pendantes, sur la base du *principe des nationalités* et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes de

1. *Manchester Guardian* (11 mars 1918.)

façon à ne pas porter préjudice aux intérêts vitaux des deux nations (art. 6). Les minorités auront la garantie de voir respecter leurs langue et culture, leurs intérêts moraux et économiques (art. 7) (1).

Les idées du président Wilson sont ainsi approuvées. L'accord Torre-Trumbic fut accepté par le Congrès des Nationalités Opprimées tenu à Rome au Capitole le 10 avril 1918 (2). On peut regretter que ce Congrès ait été convoqué avec trois ans de retard.

Ce fut le ministre Bissolati qui l'a présidé. Le lendemain de l'ouverture, le président du Conseil, M. Orlando recevait une délégation du Congrès à laquelle il exprima les sympathies du gouvernement italien, ainsi que son accord aux résolutions prises.

L'officieux *Giornale d'Italia* prit une attitude vague en demandant une « juste transaction entre les aspirations italiennes et les aspirations yougoslaves, qui eût donné satisfaction à tous » (3).

En effet si l'Entente tolérait au centre de l'Europe l'existence d'un bloc granitique, opprimant invinciblement, elle aura perdu sa guerre et ce bloc ne pourra pas s'écrouler si l'Autriche n'est pas brisée. C'était là le nœud de la guerre européenne ; si l'Autriche s'écroule, l'Allemagne perd la guerre, si

1. Dr Ivanj Marija Cok, *le Pacte de Rome. L'Italie et sa morale.*

2. Parmi les délégués italiens figurait aussi M. Benito Mussolini.

3. Prezzolini, *id.*, p. 36a.

l'Autriche reste forte, c'est l'Entente qui la perd (1).

Quant à M. Sonnino, il se déroba en évitant de paraître au Congrès et en refusant de recevoir les délégués. Il est difficile de mettre en doute la parfaite harmonie qui doit régner entre le chef du Gouvernement et le chef de la Consulta. Il est permis de supposer qu'ils se sont partagés les rôles.

L'accord avait une portée générale et théorique. Le traité de Londres ne fut pas exclu par cet accord. C'est vrai que M. Orlando fit une déclaration le 20 avril (2) en disant que le traité de Londres était dirigé contre l'Autriche-Hongrie ennemie et le trouvait déplacé vis-à-vis de la Yougoslavie, la nouvelle amie, mais quant à M. Sonnino il s'est formellement refusé d'envisager une renonciation du traité de Londres.

En somme le gouvernement italien n'a donné qu'un appui officieux au Congrès de Rome. Néanmoins elle a été d'une importance capitale au point de vue historico-politique. Il y a été proclamé publiquement qu'un accord italo-yougoslave était possible et que les représentants qualifiés des deux nations avaient trouvé une base théorique sur les avantages à consacrer par la Conférence de la Paix.

En Italie les conservateurs et les nationalistes furent satisfaits du résultat obtenu parce que l'accord

1. *Corriere della Serra* (25 et 27 juillet 1917).

2. Il l'a donné au correspondant du *Journal des Débats*.

ne contenait aucun règlement territorial délimité, quant aux démocrates ils y voyaient le triomphe des idées mazziniennes. L'accord devint une arme solide contre l'Autriche Hongrie.

Nul doute que l'Italie avait trouvé des avantages réels dans l'accord italo-yougoslave, car il fit naître au cœur de la Monarchie habsbourgeoise la propagande révolutionnaire, qui se développa par la suite sur le front, parmi les soldats slaves. Ce fut encore pour les hommes d'Etats italiens, la révélation de la portée révolutionnaire de la guerre.

Sous l'influence du Congrès de Rome un congrès à Prague réunit les représentants tchèques, yougoslaves et italiens. L'Entente et les Etats-Unis se rendirent compte qu'une arme meurtrière avait été dirigée contre l'ennemi.

Pour démembler l'Autriche, il fallait se baser sur un programme adriatique et balkanique tel qu'il pût obtenir le consentement des peuples de l'Entente et amener l'alliance des nationalités subjuguées qui jusqu'alors restaient timides et dispersées.

Les conclusions du Congrès de Rome, résumées dans le pacte de Rome, ont reçu l'adhésion des gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique (1) et finalement celle du Conseil de guerre interallié de Versailles (2).

1. La déclaration de M. Lansing, du 29 mai 1918.

2. Communiqué officiel du 6 juin 1918.

Le pacte de Rome naquit à la suite des préliminaires russo-allemands de Brest-Litovsk.

Il est très important de relever que les gouvernements alliés furent forcés de prendre en considération, à la suite du congrès de Rome et pour la première fois, le problème austro-hongrois dans son ensemble.

Le 8 septembre le cabinet italien informa les gouvernements alliés « qu'il considérait que le mouvement des peuples yougoslaves pour la conquête de leur indépendance et pour leur réunion en États libres répondait aux principes pour lesquels ils combattaient et aux fins d'une paix juste et durable ». Cette déclaration un peu tardive a produit une très forte impression. L'empereur Charles accorda l'autonomie à ses peuples et garantit au président Wilson leur autonomie sur une base fédéraliste.

M. Wilson, qui en janvier se contentait d'une Autriche-Hongrie sur la base fédérale fut influencé par les résultats du congrès de Rome et il reconnut l'insuffisance de l'autonomie et renvoya la question austro-hongroise à la libre décision des nationalités opprimées. Par la suite la monarchie passait ses pouvoirs aux différents gouvernements nationaux, surgis par delà les ruines.

CHAPITRE II

LA QUESTION DE FIUME DEVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

§ 1^{er}. — *Les généralités*

Vers la fin d'octobre et au début de décembre 1918, le démembrement de l'Autriche-Hongrie fut un fait accompli. Elle était l'œuvre des nationalités mécontentes qui par un mouvement révolutionnaire avaient secoué le joug oppresseur. Ce ne fut plus qu'un jeu, pour l'armée italienne, de rompre le front ennemi, et après l'armistice du 2 novembre ils occupèrent le Trentino, Gorizzia, Trieste, l'Istrie et la Dalmatie, appliquant à la lettre l'esprit du traité de Londres. Ivre de victoire, l'Italie oublia sciemment les engagements qu'elle avait pris lors du pacte de Rome (1).

L'Italie a pris part à la Conférence de la Paix comme puissance à intérêts « généraux », tandis

1. L'organe officieux de M. Sonnino qui daignait s'en souvenir, croit en l'évoquant, que le pacte de Rome n'avait été dicté que par la peur et que dorénavant l'Italie n'avait plus à tenir compte, surtout après la victoire, d'engagements contractés à la suite de revers.

que la Serbie, transformée en Yougoslavie n'y est considérée que comme puissance à intérêts « particuliers ». Les représentants de la péninsule se présentèrent à cette conférence, confiants dans leur succès car ils se réservaient de sortir de leur portefeuille, au bon moment, le traité de Londres, signé par la France et la Grande-Bretagne. Cependant l'Italie tenait sous ses armes les territoires stipulés par ce traité.

La question qui se posait était celle de connaître la validité d'un tel document étant donnée la situation nouvelle. Les délégués des puissances réunies se trouvaient donc devant une convention secrète conclue par des Etats directeurs à une époque où les circonstances avaient un aspect totalement différent de celui devant lequel ils se trouvaient au moment où le traité entrait dans la voie de la réalisation. L'empire austro-hongrois était effacé de la carte d'Europe, un des contractants la Russie, n'était pas représentée à la Conférence ; le cabinet de Washington n'avait pas pris part à l'élaboration du traité, les Etats-Unis n'étant intervenus que plus tard dans le conflit. Les 14 points de Wilson sont acceptés par toutes les puissances y compris l'Italie et en particulier le deuxième (1) dont la nature pouvait être fatale à la validité du traité de Londres. La pensée du Président Wilson ne peut donner lieu à aucune

1. Discours du président Wilson au Congrès, 11 février 1918.

ambiguïté, elle est claire et explicite « les peuples, les provinces ne doivent plus être troqués entre les gouvernements comme des troupeaux ou des pions sur un échiquier, même quand il s'agit de ce grand échiquier à jamais discrédité qu'est l'équilibre des Puissances » (1).

D'après Pradier Fodéré (2) la condition tacite de tout traité est, en effet, qu'il n'obligera que tant que les circonstances qui ont motivé sa conclusion resteront les mêmes, mais que si les circonstances viennent à changer, s'il devient évident que la conclusion n'eût pas été faite dans la prévision des événements survenus, l'Etat qui en souffrira pourra s'en délier en indemnisant suivant les cas et la possibilité, son co-contractant du préjudice éprouvé par lui.

Pinheiro Fereira (3) partage aussi cette manière de voir. D'après lui les traités ne lient les nations qu'aussi longtemps que le principe sur lequel repose leur validité continue à exister, c'est-à-dire aussi longtemps que de l'accomplissement, consciencieux et exact des obligations qu'il impose à chacune des deux parties, il ne provient à aucune des dommages qu'elle ne saurait éviter et dont l'autre ne saurait l'indemniser.

1. Adriaticus, *la Question adriatique*, p. 27.

2. *Traité de droit international public*, t. II, p. 503.

3. Cité par Pradier-Fodéré, *id.*, p. 504.

Or le traité de Londres n'eut pour but que de procurer à l'Italie deux sortes d'avantages bien distincts : 1^o la possession de tous les territoires irrédents, les régions du domaine autrichien de population italienne ; 2^o une frontière délimitée par des positions stratégiques qui placeraient désormais l'Italie hors de toute tentative d'attaque de l'Autriche-Hongrie (1).

L'on ne rencontre pas de difficulté sur l'application du premier point qui fut introduit dans le traité de Paix. Quant au second point qui consistait à garantir l'Italie d'éventuelles visées agressives de l'Autriche-Hongrie, il semblait superfétatoire au conseil, étant donné que l'empire austro-hongrois n'était plus qu'un souvenir dans l'histoire des peuples et que le nouvel Etat qui s'organisait sur la rive droite de l'Adriatique ne réunissait tout au plus que 12 millions d'habitants, et par conséquent réduira de beaucoup pour l'Italie, le danger d'une attaque brusquée. L'on se basa sur cette réalité pour demander à l'Italie d'amoindrir ses prétentions. M. Wilson était d'avis que cet abandon partiel s'imposait, afin de mieux assurer la paix future.

C'était là tout le problème de la clause *rebus sic stantibus* qui se pose au sujet de traités conclus sans fixation de durée. Le droit international nous

1. Georges Scelle, *l'Incident de Fiume (la Paix des Peuples, 10 mars 1918)*.

enseigne (1) que les traités cessent d'être obligatoires lors d'un changement essentiel provoqué par telle ou telle circonstance dont l'existence était supposée nécessaire par les deux parties, soit qu'elle résulte de la nature même du traité, en d'autres termes lorsqu'il se produit une modification essentielle des circonstances en vue desquelles le traité a été conclu. Les traités en effet sont toujours signés sous la réserve tacite qu'ils demeureront en vigueur tant que les circonstances dans lesquelles ils ont été conclus ne se seront pas modifiées.

La France et l'Angleterre se tenaient au principe *pacta sunt servanda*. Leurs signatures se trouvaient au bas du traité qui les obligeait au point de vue juridique. Le changement apporté dans les circonstances en vue desquelles les Etats contractants s'étaient obligés, ne produisent pas *ipso facto* l'extinction du traité (2). Donc la France et l'Angleterre se trouvaient obligées dans les limites des buts visés par le traité. Ils ne pouvaient pas se libérer de leurs obligations par un acte unilatéral de volonté. Ils étaient dans l'obligation de négocier à nouveau avec l'Italie, de lui expliquer leur point de vue et les raisons pour lesquelles elles changèrent d'attitude et demander la *résiliation* du traité. L'entente commune était ici indispensable. Or l'Italie demandait

1. Pradrer-Fodéré, *id.*, p. 927.

2. Bonfils, Fauchille, *Manuel du droit international*, p. 507.

l'exécution intégrale du traité et réclamait en surplus la ville de Fiume, d'où conflit avec le Président Wilson.

§ 2. — *Les propositions américaines*

Le 6 février 1919, M. Orlando déclarait devant le Conseil des Dix qu'il ne pouvait pas permettre aux Yougoslaves de participer à la discussion et il proposa qu'une commission spéciale fut chargée de résoudre le problème adriatique. Le 3 avril il refusait d'assister à la séance du Conseil des Quatre organisée par M. Wilson à titre d'audience privée à laquelle assistaient MM. Wilson, Lloyd George, et Clémenceau dont le but était d'entendre les doléances yougoslaves. Depuis lors les délégués italiens se sont toujours abstenus d'assister aux séances dans lesquelles M. Trumbic faisait des déclarations. Ils considéraient les Croates et Slovènes comme des ennemis (1).

Le 7 février la délégation italienne transmettait un mémorandum demandant pleine reconnaissance du traité de Londres plus Fiume, qui n'y était pas comprise, car on n'avait pas prévu la chute de l'Autriche-Hongrie. Dans ce même mémorandum il est déclaré, que la Yougoslavie disposera d'un rivage maritime étendu, parsemé de nombreux ports

1. *Jugoslovenska, Njiva*, 15 nov. 1922.

et que Fiume indiscutablement et uniquement était une ville Italienne (1).

C'était dans cette situation que le 11 février la délégation serbo-croato-slovène a cru que ce qu'il y avait de mieux à faire était de demander au Président Wilson d'arbitrer le conflit qui s'était élevé dans la question adriatique (2). Ce procédé était inacceptable, car il menaçait de déposséder la Conférence du règlement d'un des points essentiels du statut européen et entraînait l'abdication de l'Entente devant la volonté d'un de ses membres (3). C'est pourquoi la délégation italienne (17 février) déclara ne pas accepter l'arbitrage du président Wilson (4). Ce refus était communiqué au Conseil suprême des Alliés qui chargea M. Clémenceau de le transmettre à la délégation yougoslave, par une note datée du 3 mars.

Sur ces entrefaites M. Ante Trumbic ministre des Affaires Etrangères yougoslaves, a défendu la thèse de son pays devant le Conseil des Dix (8 février) M. Wilson n'assistait pas, étant temporairement retourné en Amérique.

Au nom de la délégation yougoslave il demande qu'on base les revendications territoriales sur le principe des nationalités et sur le droit des peuples à

1. *Jugoslovenska*, Njiva, 15 nov. 1922.

2. *Adriaticus*, *op. cit.*, p. 33.

3. Scelle, *id.*

4. *Adriaticus*, *op. cit.*, p. 41.

disposer librement d'eux-mêmes. Au nom de ce principe il revendique toute la côte adriatique de l'ancienne Autriche-Hongrie de Monfalcone jusqu'à Spizza, dont la population est composée d'une masse compacte et continue de Yougoslaves, tout comme l'hinterland en admettant cependant certains ilots italiens à Gorizzia, Trieste, Lussin, Fiume et Zara. Ces régions n'ont point d'intérêts vitaux communs avec la presqu'île italienne. Elles en ont au contraire avec les régions yougoslaves auxquelles elles sont géographiquement rattachées.

Cette majorité avait été opprimée pendant la domination vénitienne, pendant plus de quatre siècles. Cet élément yougoslave prouva son importance le 26 janvier 1907 quand le suffrage universel fut introduit par l'Autriche.

Puis, l'orateur passe en revue la question de Fiume. Il fait remarquer que le seul chemin de fer commercial existant est celui qui conduit de Fiume en Croatie-Slavonie, en Serbie, en Bosnie et en Hongrie, et que cette voie ferrée a été construite par le gouvernement hongrois au moyen des ressources de l'Etat hongaro-croate à l'époque où il avait arraché, en se basant sur la falsification des lois de 1868, Fiume aux Croates (1). Par conséquent pour toutes ces régions Fiume est la seule issue commerciale à la mer. Leur développement serait entravé sans Fiume.

¹1. Voir *infra*.

M. Trumbic met en relief le fait que la Conférence de la Paix s'était occupée d'assurer les débouchés commerciaux à la mer, même aux peuples qui n'y avaient pas un accès direct et qu'il serait incompréhensible de frustrer la Yougoslavie d'un port qui se trouve sur son propre littoral (1).

On pouvait reprocher à M. Trumbic d'avoir eu des prétentions sur Trieste, dont les deux tiers de la population, admettait-il, étaient italiennes. Ce port n'était pas aussi indispensable que Fiume. D'ailleurs il ne se départissait pas de ce principe « ne demander que ce qui est absolument yougoslave et rien de ce qui appartient à autrui ».

Le 16 avril la délégation yougoslave propose que le problème des frontières avec l'Italie soit résolu par la voie d'une consultation directe des populations intéressées et il évoque les traditions politiques italiennes.

Mais la délégation italienne refusa cette proposition en invoquant à son tour l'exemple d'Alsace-Lorraine à qui l'on avait refusé le plébiscite.

Le président Wilson intervient dans la discussion en présentant un mémorandum à la délégation italienne (14 avril) dans lequel il relève d'abord qu'il se croyait obligé d'adapter aussi exactement que possible chaque conclusion qui doit aboutir, à l'ap-

1. *Adriaticus, op cit.*, p. 37-38.

2. *Adriaticus, op cit.*, p. 42.

plication des 14 principes de paix par lui énumérés le 8 janvier et dans son message, qui en fut la suite. Après avoir exprimé sa sympathie pour les peuples de l'ancienne monarchie austro-hongroise qui ont secoué leur joug, pour s'ériger en Etats indépendants, il constate que le complet démembrement de cet empire avait créé un nouvel aspect et donné un sens nouveau aux règlements de questions qui doivent être résolues, en ce qui concerne les frontières orientales de l'Italie. Quant aux frontières septentrionales, il accepte le tracé prévu par le traité de Londres. A la frontière orientale s'est constitué un nouvel Etat qui ne pratique aucune velléité dangereuse envers l'Italie. Cet Etat n'aura pas une puissance militaire et navale comparable à celle du défunt empire, et *a fortiori*, la Yougoslavie n'est fondée que pour satisfaire les légitimes aspirations de ses habitants, et elle n'est en rien hostile à la nouvelle ordonnance de l'Europe, parce qu'elle en est une émanation et par conséquent intéressée au plus haut degré à son maintien. Le Pacte de la Société des Nations, d'ailleurs, lui assure l'amitié et la paix avec ses voisins. Le président Wilson s'est rendu compte de ces faits avant d'aborder la question adriatique.

Le président Wilson soumet au Conseil une carte au tracé plus ou moins exact sur laquelle les ports Trieste, Pola et une partie de la Péninsule d'Istrie sont attribués à l'Italie.

Quant à Fiume le président Wilson constate que c'est un port international par sa situation et par toutes les conditions de son développement. Ce port en toute justice ne peut être soumis à une souveraineté quelconque et il propose comme solution une autonomie spéciale, placée sous le régime douanier de l'Etat yougoslave. Fiume sera libre ce qui servira le mieux ses intérêts propres, tout comme ceux des Etats voisins et lui permettra de se consacrer au développement de son commerce avec les pays voisins qui y trouveront leurs débouchés. Le président Wilson insiste aussi sur l'amitié et la coopération qui doit régner entre les Etats intéressés dans le développement de ce port, qui doit sortir de l'accord ainsi que d'une paix durable.

Les îles de Lissa et Valona seront, d'après M. Wilson, attribuées à l'Italie. Les fortifications des îles voisines de la côte orientale de l'Adriatique seront démantelées et placées sous la garantie internationale. Le désarmement prévu par la Société des Nations, ne tolérera dans les Etats de la côte orientale de l'Adriatique qu'une force navale strictement mesurée, afin d'assurer la police des eaux territoriales.

Donc, M. Wilson accorde à l'Italie tout ce qui peut compléter son unité nationale, mais il exige que les droits des minorités soient respectés (1).

1. Adriaticus, *op. cit.*, p. 44-47.

M. Orlando repousse cette proposition car elle priverait l'Italie de la Dalmatie et de ses îles, et que l'on n'octroie à Fiume qu'une soi-disant liberté et que l'unité de l'Istrie n'existait plus, puisqu'on divisait cette contrée. Il déclare qu'il s'en référera aux deux puissances encore signatrices du traité de Londres (1).

L'opinion publique en Italie était en pleine effervescence. Les députés et les sénateurs mandèrent dépêche sur dépêche à M. Orlando, pour lui annoncer que les Chambres refuseront d'accepter une solution qui ne prenait pas en considération les sentiments et les intérêts nationaux. D'Annunzio télégraphia à M. Orlando de quitter la Conférence plutôt que de céder. Des informations circulaient en Italie disant que l'Angleterre et la France avaient déclaré qu'elles feraient honneur à leurs signatures mises au bas du traité de Londres.

Ces circonstances amenèrent le président Wilson à publier sa déclaration (statement) du 23 avril.

Rappelant d'abord que l'Italie était entrée en guerre sur la base d'un accord défini, mais confidentiel avec la Grande-Bretagne et la France, accord connu sous le nom de traité de Londres, il constate que la situation n'est plus la même. Les grandes et petites puissances qui étaient intervenues dans le conflit ignoraient cet accord confiden-

1. Jugoslovenska Njiva, *id.*

tiel. L'empire austro-hongrois aux dépens duquel ce traité devait, en cas de victoire, se réaliser, n'existait plus. Les différentes parties de cet empire devaient se constituer en Etats indépendants et entrer dans la Société des Nations non comme des Etats ennemis, mais comme des Etats alliés et par conséquent aux côtés de l'Italie. Les intérêts de ces petits Etats doivent être garantis autant que ceux des grands. On devra appliquer à l'organisation de ces régions les principes appliqués dans le traité de paix avec l'Allemagne.

Donc le président Wilson demande la *révision* du traité de Londres. On a prévu dans l'article 19 du Pacte de la Société des Nations que « l'Assemblée peut de temps à autre inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». Et M. Wilson est d'avis que le cas présent s'applique à cet article.

Puis M. le Président traite de la question de Fiume. Ce port, dit-il, doit servir de débouché au commerce d'exportation et d'importation, non pas de l'Italie, mais des territoires situés au nord et nord-est de ce port : la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie. Attribuer Fiume à l'Italie, serait créer le sentiment qu'on a intentionnellement placé

ce port (dont tous les pays dépendent parce qu'il leur offre un accès à la Méditerranée) entre les mains d'une puissance, dont ils ne faisaient pas partie intégrale, et dont la souveraineté si elle y était instaurée, semblerait étrangère, et non pas autochtone et ne s'identifierait pas aux coutumes commerciales et industrielles des régions que ce port est destiné à servir. M. Wilson croit que c'est là encore une des plus importantes raisons pour laquelle Fiume n'avait pas été comprise dans le traité de Londres, car on la destinait aux Croates (1). Pour conclure il met en relief que si les îles dalmates avaient été attribuées à l'Italie, ce n'était pas à cause de la population italienne qui habitait ces îles, mais pour assurer la défense contre une attaque éventuelle de l'Autriche. Mais comme cet empire n'existait plus il propose le désarmement de ces îles en offrant des garanties à la minorité italienne comme il est prévu dans le Pacte de la Société des Nations. Il ne s'agit donc pas d'une question d'intérêts, mais des droits des peuples, qu'on doit respecter afin d'assurer une paix durable.

Cette déclaration consterna la délégation italienne parce que M. Wilson rendait publique une dispute qui jusqu'alors était restée secrète et que, d'autre

1. En original : *it is for that reason no doubt, that Fiume was not included in the Pact of London, but there definitively assigned to the Croatsians (The New York Times Current History, June 1919).*

part, lésait profondément le sentiment et les espoirs du peuple italien, tout en mettant en méfiance les membres de la délégation, qui aurait dû conserver vis-à-vis de leurs collègues étrangers toute la prestance et toute l'autorité nécessaires pour remplir leur mission délicate à l'heure la plus critique de la discussion (1). Dans ces circonstances MM. Orlando et Sonnino ne trouvèrent pas d'autre issue que de consulter leur pays et repartirent à Rome le 28 avril. En vérité ce départ n'avait pas été interprété comme une rupture. Même M. Orlando déclara avant son départ que ça ne signifiait en aucune façon la rupture (2). Il est intéressant de signaler que les délégués politiques seuls quittèrent la Conférence et que les délégués économiques « qui désiraient du charbon, du fer, du ravitaillement et de l'argent des Alliés et de l'Amérique » continuèrent à délibérer (3).

En accomplissant cet acte Wilson amoindrit de beaucoup l'importance morale du traité de Londres, et par contre il fut d'un secours considérable pour la cause yougoslave, *la ligne Wilson* leur imposait cependant un grand sacrifice parce que dans le territoire à attribuer à l'Italie, 400.000 habitants appartenaient à leurs frères de race.

1. Déclaration de M. Orlando dans la Chambre des députés, Rome, le 28 avril 1919.

2. *The New York Times Current History*, June, 1919.

3. Ray Stannard Baker, *What Wilson did in*. Paris, p. 86.

Avant son départ le 24 avril, M. Orlando publia une déclaration par laquelle il protestait contre M. Wilson qui traitait le gouvernement italien comme un ennemi et montrait à l'opinion mondiale que l'Italie démocratique ne se courbera devant aucune volonté étrangère. M. Orlando ajoute qu'il n'a jamais évoqué le traité de Londres, au cours de la discussion avec M. Wilson. Quant à Fiume cette ville a manifesté elle-même son « italianita » (1) et il fit allusion au simulacre de plébiscite (dont le but était de proclamer l'union avec la péninsule) à mains levées manigancé à Fiume par l'Italie sur la place de Dante.

En refusant Fiume aux Italiens, le président Wilson applique la seconde des cinq règles formulées le 27 septembre 1918 dans son discours de New-York (2). D'après cette dernière, le traité de paix n'a pour but que de déterminer les intérêts particuliers d'une nation tout en sauvegardant les intérêts généraux de l'Europe. Or, l'intérêt général exige évidemment que les Yougoslaves possèdent sur l'Adriatique un grand port qui puisse desservir les régions de Ljubljana et Zagreb. Toute paix qui ne leur assurerait pas un pareil débouché serait néfaste pour le commerce de tous les pays de l'hinterland et dangereux pour le maintien de la paix

1. Jugolosvenska Njiva, *idem*.

2. James Brown Scott, *Official Statements of war aims and peace proposals*, p. 402 ; Washington, 1921.

mondiale. Pour M. Wilson les revendications italiennes en ce qui concerne Fiume, doivent donc céder le pas aux nécessités de l'univers civilisé. Mais l'Italie en revendiquant Fiume ne fait qu'appliquer le neuvième des 14 points Wilsoniens (1).

En demandant l'application du traité de Londres, Fiume en plus, la délégation italienne exige outre l'exécution, la violation de ce traité. « Si en réclamant Fiume vous demandez la révision du traité de Londres, c'est un accord nouveau à négocier par des concessions réciproques » déclarèrent MM. L. George et Clomenceau aux Italiens (2).

D'après le traité de Londres, le territoire attribué à l'Italie représentait rien moins que 20.000 kmq., avec une population de 700.000 Yougoslaves et en compensation on attribuait Fiume à la Croatie. Unir Fiume aux autres acquisitions de l'Italie, c'eût été trahir la Yougoslavie. M. Orlando avait le droit de demander à la France et à la Grande Bretagne d'exécuter les stipulations du traité de Londres, mais en ne dépassant pas les termes du traité. En invoquant les 14 points de Wilson et en particulier le principe de la libre détermination afin d'obtenir Fiume, M. Orlando veut s'attribuer les avantages de deux argumentations.

1. « On devrait effectuer un rajustement des frontières de l'Italie selon les lignes de nationalité clairement reconnaissables ». *Le Temps*, 23 avril 1919.

2. Tardieu, *la Paix*, p. 431.

La majorité de la population de Fiume est italienne, d'après la statistique de 1910, il y aurait 24.212 Italiens et 15.687 Yougoslaves, mais étant donné que la ville de Susak qui se trouve par rapport à Fiume dans la même situation que la rive gauche de Paris à l'égard de la rive droite, compte 11.706 Yougoslaves contre 658 Italiens, l'ensemble forme néanmoins une majorité yougoslave de 27.393 contre 24.870 Italiens.

§ 3. — *Le projet Tardieu*

L'absence de la délégation italienne se prolongea jusqu'au 9 mai, mais elle n'empêcha pas la Conférence de la paix de travailler. L'unique résultat qui s'en suivit fut que la question adriatique était placée au second rang et qu'on se préoccupait de régler les conclusions de la paix avec l'Allemagne et l'Autriche. Les délégués autrichiens eurent connaissance des conditions de paix le 2 juin à Saint-Germain. Le même jour la Conférence reconnaissait le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Le 19 juin le cabinet Orlando fut renversé sur la question adriatique. Ce cabinet s'est montré incapable de réaliser le traité de Londres et de faire honneur au pacte de Rome. Le 22 juin, M. Nitti fut chargé de constituer un nouveau cabinet avec Tittoni aux Affaires Etrangères. Après la signature du traité de

Versailles (28 juin) M. Wilson quitta l'Europe.

Il est naturel que pendant ces événements importants, la question adriatique resta au second plan, quoique elle fut toujours à l'ordre du jour. Les délégations restées à Paris continuèrent les pourparlers qui n'obligeaient en rien. On chercha une formule donnant satisfaction aux deux parties, puis prirent place les pourparlers officiels. Le *Times* de Londres annonça que le 14 mai les Yougoslaves et les Italiens engagèrent des pourparlers afin d'aboutir à un compromis. Les Italiens avaient proposé la formule suivante : Fiume doit appartenir à l'Italie, Susak à la Yougoslavie, la partie du port de Fiume se trouvant entre le fleuve Riečina et la gare devait être donnée en bail à la Yougoslavie, durant quatre-vingt dix-neuf ans sous la direction composée d'Italiens et de Yougoslaves. L'idée de *consortium* (1) était née mais elle donnait à craindre un désaccord perpétuel.

Beaucoup plus importante fut la nouvelle tentative du colonel House qui organisa une entrevue entre la délégation yougoslave et les membres de la délégation américaine, à l'exception du président Wilson (2). A cette occasion la délégation américaine présenta un nouveau projet pour arriver à la solution de la question adriatique dont le point principal

1. Agence Havas publiait le 15 mai un communiqué qui est d'accord avec *Times*.

2. *Adriaticus*, *id.*, p. 52.

consistait en la création d'un Etat temporairement indépendant, un *Etat tampon* entre la Yougoslavie et l'Italie. Cet Etat comprendrait la ville de Fiume avec son arrière-pays, jusqu'à Saint-Pierre-en-Carniole, ainsi que quelques îles. Le gouvernement serait exercé par un comité de cinq représentants : deux Italiens, un Fiumain, un Yougoslave, et un membre de la Société des Nations. Le sort définitif serait réglé par un plébiscite, après un essai de quinze ans. La presse le qualifia de « projet Tardieu » à cause de sa qualité de président de la Commission territoriale à la Conférence de la Paix. Le colonel House déclara expressément à la délégation yougoslave que ce projet n'émanait pas du président Wilson, qui s'en tenait à son projet du 23 avril 1919. Dans le cas où les deux parties litigantes s'entendaient sur la base soumise, le président Wilson ne s'y opposerait pas. La délégation yougoslave consciente que ce projet ajournait la question pour quinze ans, pour faciliter la solution du problème et en même temps la paix mondiale, donna en principe son adhésion au projet de l'*Etat tampon* avec la réserve que le plébiscite eut lieu dans trois ans et que la Yougoslavie bénéficierait dans cet Etat tampon des privilèges du port de Fiume et jouirait d'une situation analogue à celle de la Pologne à Dantzig.

Par son hinterland cet Etat serait composé en majorité de Slaves, ce qui déplut aux Italiens. Ce pro-

jet ne fut pas accepté à Washington (1) et on en proposa un autre sur cette base : les ports de Fiume et de Baros qui est port de Susak, seraient déclarés *ports francs* et avec la gare seraient placés sous l'administration de la Société des Nations. La ville de Fiume serait placée sous la souveraineté italienne. Le conseil de la Société des Nations s'occuperait de la nomination d'une commission internationale chargée d'administrer le port de Fiume.

Si les Yougoslaves et les Italiens faisaient partie de cette Commission, on pourrait craindre qu'au lieu d'abdiquer leur sentiment national en faveur de la solidarité internationale, ils ne se montrent trop partiaux. Priver la ville Susak de son port Baros est inacceptable.

Ces deux derniers projets amoindrissaient la difficulté mais ne comportaient pas une solution définitive.

Sur ces entrefaites des événements très importants prirent place à Fiume. Le 29 et le 30 juin, les nationalistes et les soldats italiens attaquèrent les soldats français de la garnison interalliée. L'attaque fut renouvelée le 6 juillet. De nombreux soldats français furent tués et blessés. En conséquence le Conseil suprême qui siégeait à Paris décida d'envoyer à Fiume une Commission d'enquête composée de représentants d'Amérique, de France, de Grande-Bre-

1. Iugoslovenska Njiva, *id.*

tagne et d'Italie. Cette Commission s'acquitta de la charge et formula les décisions suivantes :

1^o Dissolution du Conseil national et élection d'une municipalité sous le contrôle d'une Commission interalliée ;

2^o Dissolution de la Ligue des volontaires de Fiume ;

3^o Réduction du contingent italien à une brigade d'infanterie et un escadron de cavalerie ;

4^o Substitution du personnel qui compose la base navale française ;

5^o Nomination d'une Commission interalliée qui aura le contrôle sur l'administration communale ;

6^o Le maintien de l'ordre public sera confié aux polices anglaise et américaine ;

7^o Des instructions judiciaires seront ouvertes contre divers individus italiens (1).

Le Conseil suprême donna son adhésion aux sanctions, mais le même jour le 17 septembre, quand la police anglaise et américaine allait commencer sa mission, d'Annunzio occupa Fiume et proclama son annexion à l'Italie. Il s'en suivit que les troupes alliées et leurs vaisseaux se retirèrent.

Les Alliés n'émirent aucune protestation contre l'outrageuse insulte, fait surprenant, d'autant plus, que la préméditation italienne était évidente (2)

1. Adriaticus, *op. cit.*, p. 53.

2. Jugoslovenski, Njiva, *id.*

quoique le gouvernement désavoua le poète et le proclama rebelle.

La Conférence de la Paix n'a pas pu approuver l'entreprise de d'Annunzio, ni l'admettre comme un fait accompli, car la Tchéco-Slovaquie pour Teschen, la Yougoslavie pour Klagenfurt, la Grèce pour la Thrace et la Roumanie pour le Banat, pouvaient se sentir autorisées à imiter cet exemple (1).

Le geste de d'Annunzio est critiquable, même au point de vue italien, parce qu'il n'est pas permis à un individu de se substituer au gouvernement de son pays. Sans aucun doute que d'Annunzio cherchait par cet acte à tourner les conclusions de la Commission Interalliée.

Les Yougoslaves songèrent à faire une contre-attaque du même genre. Mais c'eût été un *casus belli*, car d'Annunzio n'a occupé que la ville de Fiume, tandis qu'aux environs seuls quelques détachements de troupes italiennes furent postés. Toute cette entreprise fut méthodiquement organisée.

Du fait de cette occupation de d'Annunzio la solution du problème de Fiume entra dans une phase encore plus désavantageuse pour les Yougoslaves. Il était évident que l'Italie ne voulait pas renoncer à cette ville en admettant qu'elle aurait consenti à un semblant d'indépendance à la ville ou à l'Etat de Fiume.

1. *Le Temps*, 27 sept. 1919.

Comme elle se tirait en longueur, la question lassa les deux parties. Le moment psychologique de la solution du problème se faisait prévoir.

§ 4. — *Mémemorandum allié collectif*
du 9 décembre 1919

Au mois de décembre, le problème adriatique revenait à nouveau à l'ordre du jour de la Conférence de la Paix avec l'intention ferme d'en trouver la solution.

Dès le 15 janvier, le Conseil des Dix décidait que les décisions de la Conférence de la Paix comportaient l'adhésion unanime des grandes puissances. Les questions intéressant les Yougoslaves devaient donc avoir l'approbation des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. Mais étant donné que d'une part la Grande Bretagne et la France étaient liées par le traité de Londres à l'Italie, et que d'autre part les Etats-Unis ne voulaient pas reconnaître ce traité, le Conseil suprême s'essaya à trouver une formule conciliante à laquelle chaque facteur pouvait donner son adhésion.

Les délégués des trois Etats alliés élaborèrent au cours de la conférence spéciale, un nouveau projet pour solutionner le problème adriatique et ils le communiquèrent à la délégation italienne qui en fut désagréablement surprise. Ce memorandum est

daté du 9 décembre et porte les signatures de MM. Clemenceau, Franck Polk et sir Eyre Crowe. Les Italiens demandèrent qu'il fût tenu secret, craignant que l'opinion publique en Italie puisse le considérer comme un ultimatum. C'est pourquoi le memorandum ne fut pas transmis officiellement à la délégation yougoslave (1).

Le memorandum proposait d'élargir encore la ligne de Wilson à l'est, quoique cette ligne représentait déjà une grave atteinte au principe des nationalités, mais elle fut tracée en considération de la situation géographique et des besoins économiques de l'Italie. Cette frontière part de la rivière Arsa aux Monts Karavanken, se dirige vers l'est, et livre à l'Italie la région d'Albona. On y proposait la création d'un *Etat tampon* entre l'Italie et la Yougoslavie peuplé de 200.000 Yougoslaves et de 40.000 Italiens, qui seraient placés sous l'autorité de la Société des Nations. La région dite « région d'Asling », serait délimitarisée.

Cet Etat tampon porterait le nom d'*Etat libre de Fiume*. La Société des Nations devait veiller à empêcher qu'un jour ses habitants par un acte délibéré, l'incorporassent dans la Yougoslavie. Quant à la ville de Fiume : l'autonomie complète dont elle jouissait sous la domination hongroise. Quant à la ville Zara elle devait faire partie de l'union douanière yougo-

1. Iugoslovenska Njiva, 1, déc. 1922.

slave et serait dotée d'un droit de souveraineté complète sous l'autorité de la Société des Nations, ainsi que de la liberté d'administrer ses propres affaires. Ayant attribué à l'Italie les îles du groupe de Pelagosa, Lissa, Lussin, elle recevra encore le mandat d'administrer l'Etat indépendant de l'Albanie, Valona restant sous la dépendance de l'Italie.

L'objet principal de la création de cet *Etat tampon* était de garantir la sécurité stratégique de l'Italie ainsi que de la prospérité et le développement de Fiume. La Société des Nations y exercerait une souveraineté absolue.

Le lendemain la délégation italienne remettait sa réponse et la renouvela le 10 janvier 1920, elle y proposait le compromis suivant :

Fiume, Etat libre dans le sens que lui attribue le plan Wilson, mais le tracé des frontières, sera celui du traité de Londres, dans sa partie sud-ouest vers l'Italie, mais dans l'Etat libre, la ville de Fiume avec son district (*corpus separatum*) devra être garantie par un statut, sauvegardant d'une manière efficace son « italianita » laquelle étant donnée la grande majorité slave de l'Etat libre, serait encore plus menacée qu'elle ne l'était sous la Hongrie, de même que la contiguïté territoriale entre le *corpus separatum* et l'Italie doit être respectée. En demandant encore les îles de Cherso et Lagosta, les Italiens accordaient à la ville de Zara la liberté de choisir

sa représentation diplomatique ainsi qu'exigèrent le droit, pour les Italiens de ces deux villes, d'opter pour l'Italie sans quitter le territoire (1).

Quant à la délégation yougoslave à laquelle on n'avait pas communiqué officiellement la correspondance échangée par les Alliés concernant la question adriatique, elle remettait le 8 janvier un memorandum au Conseil suprême de la Conférence de la Paix, dans lequel elle précisait son point de vue. Elle protesta contre ce fait que seule la sécurité stratégique de l'Italie ait été prise en considération et que l'on n'a pas suffisamment tenu compte des garanties nécessaires à la Yougoslavie, beaucoup plus exposée parce que plus faible. L'expérience de l'aventure de Fiume lors de l'occupation de cette ville qui dura quatre mois, par des troupes rebelles faisant fi à la Conférence de la Paix et au Gouvernement italien, n'était pas apte à encourager la confiance dans l'avenir. Est-il possible de voir 400.000 yougoslaves incorporés à l'Italie et 200.000 à l'*Etat tampon*, qui par conséquent serait créé sur une base artificielle et deviendrait un foyer d'agitations qui empoisonnerait les relations italo-yougoslaves ? Fiume serait en outre séparée de son véritable hinterland : la Croatie et la Voïvodina. La ville de Zara serait un état minuscule englobé au centre de l'Etat yougoslave et ne pourrait subsister. Les trois groupes d'îles seraient

1. Jugoslovenska Njiva, *idem*,

partie intégrante de la Yougoslavie. Le mandat italien en Albanie a beaucoup de similitude avec le mandat autrichien en Bosnie Herzégovine et a dû servir de memento. La base la plus rationnelle pour la solution de la question adriatique eût été la plébiscite pour toutes les régions contestées. Et en admettant que le plébiscite soit rejeté on aurait dû suivre le plan de Wilson pour le tracé de la frontière qui comportait de la part des Yougoslaves qui tombaient sous le joug italien un grand sacrifice et auxquels il fallait garantir le développement national et économique.

On proposa que la ville de Zara restât sous la souveraineté yougoslave. Quant à Fiume, la Yougoslavie garantirait l'autonomie de la ville, y compris son district à l'exclusion du port et du chemin de fer. Cette autonomie serait placée sous la garantie de la Société des Nations. Susak et son port Baros resteront sous l'égide yougoslave. Dans le cas où l'indépendance de l'Albanie était abolie, on attribuerait la partie septentrionale jusqu'au fleuve Drin, à la Yougoslavie (1).

Si cette proposition était acceptée l'Italie resterait la maîtresse de l'Adriatique occidentale et septentrionale et la Yougoslavie celle de l'Adriatique orientale. Les deux Etats auraient alors une situation bien définie et sans équivoque possible.

1. *Adriaticus, op. cit.*, p. 78-88.

Le lendemain, 10 janvier, après la remise du memorandum yougoslave, qui refusait énergiquement la séparation de la ville de Zara et la création d'un *Etat libre de Fiume*, MM. Clemenceau et Lloyd George remirent leur « memorandum final » sur la question adriatique à la délégation italienne. Les gouvernements britanniques et français étaient prêts à exécuter le traité de Londres, si le gouvernement italien l'exigeait. Mais si le gouvernement italien prenait en considération la disparition de la Monarchie habsbourgeoise, ainsi que la création de nouveaux Etats, en y ajoutant tous les événements qui avaient créé une situation nouvelle, il se rendrait compte que l'application du traité de Londres n'apporterait pas un règlement satisfaisant de la question adriatique ; les Alliés sont disposés à prendre comme base d'arrangement les stipulations indiquées plus haut par le memorandum remis à M. Scialoja, le 9 décembre 1919 et modifié par la proposition faite par M. Niti.

Il serait donc constitué un *Etat libre de Fiume* selon le plan du Président Wilson avec une rectification de la frontière occidentale. La ville de Fiume ainsi que le district adjacent (*corpus separatum*) serait garanti par un statut sauvegardant efficacement son « italianita ». Le *corpus separatum* aurait le même degré d'autonomie dans le cadre de l'Etat libre que celui qui lui était attribué sous le régime

hongrois. Les privilèges de Fiume (*corpus separatum*) et ceux de l'Etat libre lui-même seraient placés sous la garantie de la Société des Nations.

L'Etat libre de Zara serait gouverné par un Haut-Commissaire conseillé par un Conseil représentant les habitants et choisirait lui-même sa représentation diplomatique. Les îles de l'Adriatique seraient neutralisées. Les Italiens de Dalmatie seraient libres de choisir la nationalité italienne sans quitter le territoire. Mais étant donné que Fiume serait constitué en *corpus separatum* dans le cadre de l'Etat libre sous la garantie de la Société des Nations, il n'est pas possible d'étendre cet arrangement aux habitants de Fiume (1).

La délégation italienne riposta par un nouveau mémorandum le 10 janvier où elle répéta ses demandes déjà connues. Cela signifiait que l'Italie refusait la formule Clemenceau-Lloyd George.

§ 5. — *Les négociations franco-anglaises aboutissant à l'ultimatum du 20 janvier 1920 à la délégation yougoslave.*

Devant une telle situation MM. Clemenceau et Lloyd Georges décidèrent d'inviter à la séance des présidents des conseils alliés, la délégation yougo-

1. Adriaticus, *op. cit.*, p. 89-91.

slave et commencer avec cette dernière des pourparlers oraux, afin d'arriver à une entente. L'invitation arriva à la résidence de la délégation yougoslave (Hôtel Beausite) avant midi le 10 janvier, et le rendez-vous était fixé pour l'après-midi du même jour dans le cabinet de M. Pichon, ministre des Affaires Etrangères au Quai d'Orsay, on y attendait MM. Clemenceau, Lloyd Georges, et Nitti, ainsi que les secrétaires du Conseil suprême. En ouvrant la séance, M. Clemenceau invita M. Trumbic à exposer le point de vue yougoslave concernant la question adriatique. Celui-ci répéta le point de vue déjà connu, accentuant que les Yougoslaves ne peuvent plus supporter de sacrifices dépassant *la ligne Wilson* qui comporta la perte de Gorritzia, de l'Istrie et d'une partie de la Slovénie. La séance fut levée et convoquée pour le 12 janvier.

Les présidents des conseils alliés se rendirent compte de l'intransigeance de l'attitude yougoslave, et ils décidèrent d'influencer séparément M. Trumbic pour le rapprocher du point de vue italien. Pour atteindre ce but, ils convoquèrent MM. Pachitch et Trumbic au Quai d'Orsay à l'audience, le 13 janvier. M. Clemenceau assumait le rôle principal. Il déclara d'abord à la délégation yougoslave que l'affaire était réglée avec M. Nitti et qu'on est tombé définitivement d'accord avec l'Italie, qui accordait une dernière concession et « le maximum de satisfaction »

aux Yougoslaves (1). La teneur de la note qui fut lue se résume ainsi :

Le *Corpus separatum* serait soumis à la souveraineté italienne. La ville de Susak passera à l'Etat yougoslave. Le port en entier, avec toutes les facilités pour son développement, ainsi que pour celui des lignes de chemins de fer qui y aboutissent, seront transmis à la Société des Nations qui prendra tels arrangements qu'elle jugera utiles aux intérêts de la Yougoslavie, de la Hongrie, de la Transylvanie, aussi bien qu'à la ville elle-même. L'*Etat libre* disparaîtra et la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie sera tracée de façon à assurer une liaison par route, le long de la côte à l'intérieur du territoire italien ; la voie ferrée entre Fiume et Adelsberg, serait attribuée à la Yougoslavie. Quant à la *ligne Wilson* elle serait remaniée à Senoschia. Zara deviendra un Etat indépendant placé sous la garantie de la Société des Nations avec droit de choisir ses propres représentants diplomatiques, l'Italie garderait Valona et obtiendrait son mandat sur l'Albanie. Toutes les îles de l'Adriatique seraient démilitarisées. Les Italiens de Dalmatie pourraient opter pour la nationalité italienne sans quitter le territoire (2).

Prenant la parole, M. Trumbic déclara que les propositions en leur ensemble sont inacceptables

1. Iugoolovenske Njiva, *id.*

1. Adriaticus, *op. cit.*, p. 105-106.

en insistant que la baie de Fiume avec la ville et son port, est une seule issue sur la mer pour arrière-pays. Sinon la Yougoslavie perdrait tous ses moyens d'existence.

Le lendemain 14 janvier, la délégation yougoslave transmet la réponse écrite à MM. Clemenceau et Lloyd George. C'était le refus de la formule proposée. M. Clemenceau déclara qu'on pourrait apporter un changement concernant le *corpus separatum* (la ville de Fiume) qui deviendrait un état indépendant sous la garantie de la Société des Nations avec le droit de choisir ses représentants diplomatiques. La délégation yougoslave demanda le temps nécessaire pour informer le gouvernement de Belgrade et en attendre la réponse. La réponse est arrivée le 20 janvier et acceptait en principe l'indépendance de la ville de Fiume sous la souveraineté de la Société des Nations. La ville de Susak et son port resteraient sous la souveraineté yougoslave. En refusant la rectification de la *ligne Wilson* on acceptait l'indépendance de la ville de Zara sous la souveraineté de la Société des Nations, mais on refusait aux villes de Fiume et de Zara le droit de choisir leurs représentants diplomatiques. En vérité si le choix tombait sur l'Italie, c'eût été une annexion déguisée. Quant à la démilitarisation des îles et le droit des Italiens en Dalmatie, ils furent acceptés.

La réponse de la délégation yougoslave n'a pas

satisfait les présidents du Conseil alliés. Le même jour, 20 janvier, M. Clemenceau déclara à la délégation yougoslave qu'ils avaient à choisir entre les propositions alliées et le traité de Londres. La Grande-Bretagne et la France déclarèrent vouloir appliquer le traité de Londres en dernier cas. Les délégués yougoslaves restèrent intransigeants sous réserve de consulter à nouveau le cabinet de Belgrade.

Le 28 janvier arriva la réponse yougoslave. Le gouvernement de Belgrade ne considérait pas la déclaration alliée comme un ultimatum ayant un caractère comminatoire, mais comme une proposition amicale. N'acceptant pas la proposition alliée du 20 janvier intégralement, le cabinet de Belgrade fait ressortir le fait qu'on n'y avait pas donné de garantie suffisante quant à l'évacuation des territoires qui devraient appartenir à la Yougoslavie ni à l'évacuation des villes de Fiume et de Zara, qui deviendront des Etats indépendants. L'occupation de d'Annunzio prouve que les commandants des détachements réguliers et irréguliers ne prendraient pas en considération les ordres de leur gouvernement.

La réponse de la délégation yougoslave n'est pas un refus intégral mais elle proposait de continuer les pourparlers et d'arriver à un accord définitif en y ajoutant quelques changements.

La délégation yougoslave s'acquitta parfaitement de son devoir en concordance avec les ordres de leur gouvernement, de la Skoupchtina et l'opinion publique. Les perspectives pour des pourparlers ultérieurs étaient encore ouvertes.

Sans doute les événements auraient suivi leur cours si M. Wilson n'eût pas le même jour de l'« ultimatum » fait connaître à l'Angleterre et à la France qu'il contestait le droit aux grandes puissances européennes de régler la question adriatique sans son intervention personnelle et refusa d'adhérer à leurs propositions car elles se séparent des points essentiels du mémorandum du 9 décembre 1919 auquel les Etats-Unis collaborèrent aussi. Par conséquent même si la délégation yougoslave avait accepté l'« ultimatum » du 20 janvier, c'eût été sans résultat parce que les politiciens italiens qui n'approuvèrent pas leur délégation à Paris, avec le concours de Wilson, pouvaient empêcher l'exécution de l'acte. M. Wilson accentua son point de vue et confirma sa non-acceptation de l'« ultimatum » dans le cas même où la délégation yougoslave y donnerait son adhésion. D'après M. Wilson cette adhésion eût été soutirée par la force et non pas de bonne grâce (1).

Il s'ensuivit de longues correspondances entre MM. Wilson, Clemenceau et Lloyd George, sans qu'on

1. Jugoslovenska Njiva, *id.*

ait pu arriver à un accord. Néanmoins il en sortit ceci : les Grandes Puissances abandonnèrent leur mémorandum du 9 décembre 1919 et leur ultimatum du 20 janvier 1920 et déclarèrent qu'ils se retirèrent et donneront occasion à l'Italie et à la Yougoslavie d'amorcer les pourparlers directs et d'arriver à un accord acceptable pour les deux pays.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ DE RAPALLO

§ 1. — *Les pourparlers directs entre les Yougoslaves et les Italiens*

La nouvelle phase des pourparlers directs entre les Yougoslaves et les Italiens paraissait de prime abord réalisable dans le but d'arriver à un accord sur la question adriatique. Mais aujourd'hui après Rapallo, Sainte-Marguerite et Rome, nous pouvons nous rendre compte combien elle fut funeste.

Les Alliés, nous l'avons vu, étaient encore disposés à prêter leurs concours dans la recherche d'une médiation amicale. Cette intervention des Grandes Puissances y compris les Etats-Unis, pouvait rendre service à la cause yougoslave et servir de frein aux convoitises italiennes. En second lieu, l'Italie aurait en quelque sorte l'obligation de faire face à ses engagements et d'honorer sa signature. Après avoir souscrit au traité Rapallo, l'Italie en renvoya l'exécution *sine die*. En troisième lieu le gouvernement yougoslave allait en ascendant trop marqué dans

ses rapports avec les Grandes Puissances qui avaient pris l'initiative de ces débats. Elles n'auraient certes pas toléré qu'on trainât les choses en longueur ou qu'une question qu'on avait déjà discutée, soit remise sur la scène mondiale. Ainsi la politique des pourparlers directs entre les Yougoslaves et les Italiens fut néfaste. Ils aboutirent au traité de Rapallo qui fut signé le 12 novembre 1920.

En avril 1920 déjà des négociations directes furent amorcées à Londres, d'abord, à Paris ensuite, entre MM. Trumbic, Nitti et Scialoja. Une bonne occasion avait été perdue à la conférence de San Remo où la délégation yougoslave ne pouvait pas se rendre n'ayant pas reçu d'instructions du gouvernement de Belgrade, la communication entre la Serbie et l'Europe était coupée à cause de la grève des cheminots. Raison peu sérieuse. A San Remo les Italiens étaient disposés à négocier sur la base du mémorandum interallié du 9 décembre, M. Trumbic fut officieusement informé (1).

La délégation yougoslave partit à Belgrade pour demander des instructions. La première réunion fut fixée à Pallanza, en Italie pour le 11 mai 1920. A Pallanza, les délégués yougoslaves (Pachitch et Trumbic) proposèrent que la ville de Fiume soit attribuée à l'Italie en toute souveraineté, que le district de Fiume ainsi que Susak et port Baros

1. *Adriaticus, op. cit.*, 152.

reviennent à la Yougoslavie ; que la souveraineté yougoslave s'étend aussi sur la voie ferrée (en propriété par la partie qui traverse la ville de Fiume) et que la *ligne Wilson* soit adoptée comme tracé de frontière ; toutes les îles de Quarnero et de l'archipel dalmate seraient aussi attribuées à la Yougoslavie. Zara resterait autonome sous la souveraineté yougoslave. Les délégués italiens (Scialoja et Garbasso) proposèrent : que tout le *corpus separatum* de Fiume revienne à l'Italie, que le port et les chemins de fer furent internationalisés sous le contrôle de la Société des Nations, la révision du tracé de la ligne Wilson, l'île de Cherso à l'Italie. Zara resterait indépendante ; démilitarisation de Sebenico et de Cattaro. En outre les Italiens refusèrent de reconnaître le rattachement *de jure* du Monténégro avant de connaître le régime qu'y établirait la Yougoslavie. Ils demandèrent aussi le renouvellement de leur mandat en Italie (1).

Le même jour le cabinet fut mis en minorité et son ministre des Affaires Etrangères obligé de partir pour Rome. Deux jours après, les délégués yougoslaves quittèrent Pallanza et déclarèrent que leur départ ne signifie pas la rupture des négociations et qu'ils étaient disposés de les reprendre quand on voudra.

Des changements notables se produisirent dans la

1. *Le Livre vert italien* du 20 juin 1921, n° 1-5.

direction politique des deux Etats en litige. En Italie, M. Giolitti, homme d'Etat consommé, devenait président du Conseil et le comte Sforza, ministre des Affaires Etrangères. En Yougoslavie, M. Vesnitch, diplomate éminent, fut chargé de la direction du cabinet avec M. Trumbic aux Affaires Etrangères.

La reprise de contact eut lieu à Spa entre le comte Sforza et M. Trumbic. M. Millerand intervint auprès du gouvernement de Belgrade en chargeant le ministre de France de faire savoir au gouvernement auprès duquel il était accrédité que les préoccupations yougoslaves au sujet d'une attitude moins amicale du nouveau cabinet italien étaient injustifiées. M. Millerand recommandait vivement au gouvernement de Belgrade d'avoir une attitude correcte envers l'Italie (1).

A Spa, M. Millerand fit savoir au comte Sforza, qu'à Belgrade on serait heureux de la reprise des pourparlers interrompus à Pallanza. En fait la conversation à Spa entre le comte Sforza et M. Trumbic était la preuve de leurs amicales intentions (2). M. Trumbic fit une déclaration aux représentants des gouvernements français et anglais que le cabinet de Belgrade était prêt à reprendre à tout moment les pourparlers interrompus à Pallanza. En réponse, M. Lloyd George exprima le désir à celui de voir se

1. *Le Livre vert italien*, n° 6.

2. *Le Livre vert italien*, n° 7.

hâter la solution du problème adriatique qui restait comme une menace toujours plus grave pour la paix générale (1).

Sur ces entrefaites, M. Millerand déclara à M. Trumbic que le gouvernement français n'était pas disposé à exercer une pression sur l'Italie, mais que par contre il exercera une action conciliatrice près le gouvernement de Belgrade. Après avoir reçu des instructions de Belgrade, M. Trumbic exposa les désirs de son gouvernement de voir convoquer le Conseil suprême afin qu'on se mette d'accord pour fixer sans retard la frontière italo-yougoslave (2).

Le cabinet de Belgrade accepta également le choix d'une ville d'Italie pour la reprise des pourparlers, puis on fixa les modalités de la rencontre (3). Les gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis furent informés de la reprise des pourparlers directs (4).

L'Italie a choisi MM. Giolitti, Sforza, et Bonomi, ministre de la guerre comme délégués, et la Yougoslavie, MM. Vesnitch, Trumbic et Stoyanovitch, ministre des Finances.

Le 31 octobre, le comte Sforza de son côté informa les cabinets de Paris et de Londres que l'Italie con-

1. *Le Livre vert italien*, n° 12.

2. *Le Livre vert italien*, n° 15.

3. *Le Livre vert italien*, n° 26, 28, 32, 38.

4. *Le Livre vert italien*, n° 39, 41.

sent à céder presque toutes les îles dalmates et tout le territoire de la province assigné par le traité de Londres sauf Zara, mais par contre elle exige une frontière sûre sur les Alpes Juliennes, à peu près celle qui est stipulée dans le traité de Londres. Mais en revanche elle demande qu'on fasse une pression immédiate et efficace à Belgrade de la part des Alliés. Quant à Fiume, l'Italie se limite à demander large indépendance d'Etat souverain, limitrophe du territoire italien, qu'elle s'engagera à respecter (1).

Lord Curzon, ministre des Affaires Etrangères britanniques, refuse de se solidariser à la promesse d'intervenir sans connaître d'abord d'une manière précise le projet italien tout entier, car, déclare-t-il à l'ambassadeur italien, la question adriatique représente une des négociations les plus épineuses et les plus ardues dont il se souvient (2).

M. Millerand craignant voir s'élever des difficultés au sujet de la question de la frontière avec Fiume, croit que la variante proposée à la ligne fixée par le traité de Londres, était plus logique que celle du couloir qui lui paraît difficilement acceptable et promet à l'ambassadeur italien qu'il prendra sans retard les dispositions pour qu'une démarche pressante fût faite à Belgrade afin que les délégués yougoslaves se rendissent à la conférence, animés d'un esprit de

1. *Le Livre vert italien*, n° 44, 46.

2. *Le Livre vert italien*, n° 47.

modération et avec la ferme intention d'arriver à un accord (1).

En effet ce que l'Italie demandait de la Grande-Bretagne n'était pas une *médiation* dans les négociations italo-yougoslaves, mais une *manifestation de solidarité générale* des demandes italiennes pour réduire les Yougoslaves à les accepter (2). Les renseignements demandés par Lord Curzon sont fournis par le comte Sforza. Il charge son ambassadeur à Londres d'exposer les conditions que l'Italie exigera de la Yougoslavie à Rapallo.

La frontière julienne doit suivre à peu près le tracé du traité de Londres et doit comprendre le Montenevoso et rejoindre l'Italie à l'Etat de Fiume. Les îles Cherso et Lagosta doivent également revenir à l'Italie. Comme limites de l'Etat de Fiume, uniquement *Corpus separatum*, Susak aux Yougoslaves, pour le port entente directe et cordiale entre Fiume et la Yougoslavie. Si les pourparlers échouent l'Italie croira pouvoir penser à une solution unilatérale, immédiate (3).

Une telle menace ne laissait aucun doute sur l'importance des pourparlers qui s'en suivirent. Il est intéressant de souligner que le comte Sforza crut que l'attitude prise par la France pourrait avoir une

1. *Le Livre vert italien*, n° 49.

2. *Le Livre vert italien*, n° 50.

3. *Le Livre vert italien*, n° 53.

importance considérable sur les relations des deux pays.

M. Lloyd George, au nom de la Grande-Bretagne, déclara à l'ambassadeur italien que d'accord avec Lord Curzon, il a fait télégraphier à Belgrade dans le sens désiré par l'Italie, c'est-à-dire que le gouvernement britannique attachait une grande importance à la solution rapide de la question adriatique. En cas d'échec des pourparlers, le gouvernement britannique, fidèle à ses engagements, appuiera le gouvernement italien, si celui-ci croyait devoir appliquer le traité de Londres. Toutefois le cabinet de Londres désira pour des motifs d'ordre divers que l'intervention britannique du moins pour le moment resta un secret (*Livre vert italien*, n° 53). Néanmoins, M. Lloyd George émettait quelques doutes sur le succès des négociations. D'après les informations que le Foreign Office avait reçu de Belgrade, les Yougoslaves semblaient très énervés et estimaient que l'année prochaine une forte armée pourrait être mise sur pied. Les recommandations du gouvernement britannique avaient cependant déjà touché Belgrade (1). Le Quai d'Orsay avait retélégraphié à Belgrade dans des termes encore plus catégoriques que la première fois (2). Il est important de relever que le comte Sforza renouvela

1. *Le Livre vert italien*, n° 54.

2. *Le Livre vert italien*, n° 56.

sa menace à l'ambassadeur britannique et il ajouta que l'opinion publique italienne pousserait le gouvernement vers une solution unilatérale si les pourparlers étaient interrompus.

De sa propre initiative le gouvernement français fait une *démarche* à Belgrade pour que le nombre des troupes yougoslaves sur le territoire d'Assling soit abaissé. A la suite de télégramme de M. Giolitti au président de la République française, le ministre de France à Belgrade a fait de vives insistances pour persuader le cabinet de Belgrade de l'absolue nécessité pour Trieste d'avoir une bonne frontière militaire. M. Vesnitch promettait de faire tous le possible pour arriver à une entente mais on n'admettrait jamais que Ljubljana soit à la portée du canon italien (1).

Avant son départ pour Rapallo, M. Trumbic informa le ministre de Grande-Bretagne à Belgrade, (2), qui lui avait transmis les conseils de modération de son gouvernement, qu'il était dans les intentions de la délégation de faire les concessions possibles sur la frontière julienne. La délégation yougoslave arriva le 7 novembre à Rapallo. M. Vesnitch a confirmé au comte Sforza qu'il reconnaissait l'urgence de terminer rapidement les négociations. Les conversations politiques commencèrent le lendemain.

1. *Le Livre vert italien*, n° 64.

2. *Le Livre vert italien*, n° 59.

Le comte Sforza, M. Giolitti au début restant à Rome, ouvrit les pourparlers, insistant sur le désir de l'Italie d'arriver à un accord dans l'intérêt politique et économique réciproque des deux pays. Il estimait que son pays se trouvait désormais dans une situation nouvelle et meilleure, et il fit ressortir les points essentiels des demandes italiennes : la frontière de Monte-Neviso, la continuité territoriale avec Fiume, indépendance, et la souveraineté italienne sur Zara. M. Bonomi ministre de la Guerre, démontra ensuite le caractère stratégique de la frontière orientale. Les Yougoslaves s'opposaient à consentir à la souveraineté italienne sur les territoires situés au delà de la *ligne Wilson*. Ils proposaient une formule de garantie internationale que les Italiens tiennent pour inacceptable. Puis MM. Vesnitch et Trumbic présentèrent des programmes généraux des possibles ententes futures en face du péril habsbourgeois et autres. De leur côté les délégués italiens faisaient des allusions très claires, quoique discrètes à la situation intérieure et extérieure, qui leur rendait non seulement nécessaire, mais possible, la solution du problème par une action italienne en cas d'insuccès des pourparlers (1).

Dans l'après-midi du même jour M. Vesnitch proposa la formule suivante pour assurer la sécurité de

1. *Le Livre vert italien*, n° 61.

Trieste et éviter que la frontière italienne arrive à Monte-Neviso.

« Pour assurer un voisinage amical les deux parties se sont accordées pour démilitariser leurs territoires respectifs sur une distance de 10 kilomètres de deux côtés de la frontière. Les deux gouvernements s'engagent à respecter et à faire respecter cet accord placé sous le contrôle de la Société des Nations. »

Les Italiens objectaient qu'ils ne peuvent pas accepter une ligne plus proche de Trieste que celle de Monte-Neviso, qu'ils consentent à démilitariser (1). M. Giolitti est d'accord avec ses délégués pour demander Monte-Neviso et il leur envoie une dépêche pour qu'ils exigent absolument ce mont (2).

Le 9 novembre le comte Sforza est pessimiste. Il prévoit la possibilité de rupture, mais il essaie avec Bonomi d'impressionner les délégués yougoslaves faisant miroiter une entente future.

L'on peut conclure de ces manœuvres que les menaces italiennes d'une action unilatérale n'étaient qu'une tactique diplomatique dans le but d'impressionner Paris et Londres afin de les faire intervenir auprès de Belgrade pour que cette dernière fasse des concessions.

Le lendemain le comte Sforza informait M. Trum-

1. *Le Livre vert italien*, n° 62.

2. *Le Livre vert italien*, no 63.

bic qu'il n'insistait sur l'île de Lissa et que la partie de la continuité territoriale avec Fiume pouvait devenir territoire fiumain. M. Trumbic accepta cette proposition (1) et déclara consentir à la frontière de Monte-Neviso, l'indépendance de Fiume et sa contiguïté avec l'Italie, la souveraineté italienne sur la ville de Zara, et Lussin, Cherso, Lagosta et d'autres îles moins importantes.

Pour comprendre ce changement d'attitude, mentionnons le fait que M. Leygues, président du Conseil français avait télégraphié à Belgrade que ce serait une chose *assez grave* si le gouvernement yougoslave assumait la responsabilité de la rupture des pourparlers. M. Millerand parla dans le même sens au chargé d'affaires yougoslaves à Paris. Le langage du président de la République avait produit à Belgrade une grande impression (2).

Le lendemain le comte Sforza entama des échanges d'idées avec M. Vesnitch pour qu'un accord soit signé entre les parties, contre une éventuelle restauration habsbourgeoise (3). Le soir même le traité de Rapallo fut signé par lequel « l'Unité de la Patrie est réalisée dans les limites parfaites ». Ainsi s'exprima le comte Sforza dans une dépêche envoyée à toutes les ambassades et légations italiennes. Par

1. *Le Livre vert italien*, n° 67

2. *Le Livre vert italien*, n° 65.

3. *Le Livre vert italien*, n° 70.

d'autres accords les Italiens ont cherché à créer une atmosphère de collaboration politique, économique et morale au plus grand avantage des deux pays (1).

Le fait est qu'à peine quelques jours passés l'accord était réalisé entre les Yougoslaves et Italiens. On a abandonné la méthode des lents marchandages, des discours académiques sans fin et on a directement et rapidement conduit les pourparlers avec les Italiens.

Après la signature du traité, M. Vesnitch déclara à M. Giolitti : « Vous serez heureux d'apprendre que nous avons reçu ici des instances de M. Millerand pour que nous arrivions à une conclusion (2). »

§ 2. — *Les clauses du traité.*

Pour bien s'expliquer la hâte que mettaient les deux pays en litige pour aboutir à cet accord, jetons un regard sur leur situation politique.

En Italie les socialistes provoquèrent en plusieurs endroits des désordres dans les centres industriels, même eurent lieu des conflits armés entre des travailleurs organisés et l'armée régulière. De leur côté les nationalistes se prévalant de cette situation développèrent une grande action en faveur de la

1. *Le Livre vert italien*, n° 71.

2. Giolitti, *Les mémoires de ma vie*, p. 365.

prépondérance italienne sur l'Adriatique, et aux Balkans. Ils réussirent à rallier à ce programme tous les ennemis parlementaires de Giolitti, qui considéraient comme minimum l'exécution du traité de Londres, l'annexion de Fiume en plus. M. Giolitti avait promis à l'Angleterre, à Luzerne, et à la France à Aix les Bains, de se montrer modéré. MM. Lloyd George et Millerand l'encouragèrent dans cette voie en insistant surtout au sujet de la politique adriatique (1). Le gouvernement de Giolitti affirma qu'il désirait sincèrement pour l'Italie ce qui était indispensable sur la côte adriatique pour sa sécurité et que des rapports normaux soient promptement rétablis avec sa voisine. Les hommes d'Etat français et anglais firent comprendre qu'ils soutiendront une politique raisonnable de l'Italie si le Gouvernement de Giolitti promettait de brider les nationalistes et de restituer le régime légal dans les pays occupés.

Un événement néfaste pour la Yougoslavie survint. Le candidat du parti républicain venait d'être élu président de la République des Etats Unis. Tous les partis en Amérique sont d'accord pour affirmer que le principe d'autodisposition soit le meilleur et le plus efficace pour résoudre les litiges internationaux, mais M. Harding, nouveau président de la République, appartenait à un parti politique qui

1. Giolitti, *les Mémoires de ma vie*, p. 360-362.

n'adhérait pas comme M. Wilson aux principes de voir les Etats-Unis s'immiscer activement dans les questions de politique étrangères des pays d'Europe.

La situation intérieure de la Yougoslavie était instable. Le pays n'avait pas son parlement légal. La représentation nationale était composée d'une part de députés élus par la Serbie d'avant-guerre, et d'autre part de délégués des comités nationaux de l'ancienne Monarchie habsbourgeoise. La campagne électorale pour la Constituante battait son plein. Les relations avec la Hongrie se compliquaient, les frontières de l'Autriche et de la Bulgarie n'étaient pas fixées, les rapports avec l'Albanie non réglés, l'insouciance amusée avec laquelle l'Europe (1) accueillit la scandaleuse occupation de d'Annuzio, et surtout l'insuccès du plébiscite de Carinthie où les ennemis de la Yougoslavie arrachèrent à une population slovène, un vote de reniement national, tout cela ébranla la confiance dont jouissait le cabinet de Belgrade dans la position de la Yougoslavie en ce qui concernait la question adriatique. Malgré cela le consentement a été donné de poursuivre les pourparlers directs avec l'Italie concernant les frontières futures. D'autre part les grandes puissances montrèrent peu d'empressement pour s'occuper à nouveau de cette question embarrassante.

1. L. Eisemann, *L'Accord italo-yougoslave (l'Europe nouvelle, 28 novembre 1920).*

Dans tous les cas la question adriatique ne sera jamais résolue définitivement, si l'Italie n'accepte pas le principe de la *mare liberum*.

La position de l'Italie a été sans conteste plus forte et plus avantageuse. Elle tenait dans ses mains le néfaste traité de Londres et occupait militairement les territoires convoités. *Beati possidentes* ! Mais cela n'empêcha pas la délégation yougoslave d'exposer dans la discussion sur la question territoriale des demandes équivalentes à celles qu'ils avaient faites à la Conférence de la Paix. Les Italiens restèrent intransigeants et ne consentirent qu'à des concessions insignifiantes. Les Yougoslaves durent se décider à accepter ou à rompre. Pour les raisons sus-indiquées, ils acceptèrent.

Le traité de Rappalo se compose d'un préambule, suivi de neuf articles (1).

Dans le préambule l'Italie reconnaissait, dans la constitution de l'Etat voisin, la réalisation d'une des fins les plus élevées de la guerre et des plus importantes parce que ce n'est qu'à la suite de la signature de ce traité qui fut apposée le 12 novembre 1920 que l'Italie reconnaissait officiellement le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

La frontière entre la Yougoslavie fut tracée partant de Mont Pec, un triangle austro-italo-yougoslave jusqu'au Matugli, bourg italien et Castua bourg you-

1. *L'Europe nouvelle*, 28 nov. 1920.

goslave (art. 1^{er}). Par ce tracé de frontière, toute l'Istrie est perdue pour les Yougoslaves (5.000 kmq. 233.000 Slaves et 147.000 Italiens).

La ville de Zara et le territoire environnant sont reconnus comme faisant partie du royaume de l'Italie (art. 2).

Si l'on prend en considération que le traité de Londres assignait à l'Italie presque toute la Dalmatie au nord de la ville Trogir et Sinj, et en conséquence de cet article les îles devant Zara ainsi que le canal maritime qui sépare ces îles et la ville eussent pu être sauvés, on doit conclure que cet article est un succès.

Les îles de Cherso, Lusine, Lagosta et Pelagosa, reviennent à l'Italie (art. 3) ainsi sont sauvées les îles Lissa, Arbe et Véglia pour les Yougoslaves.

L'article 4 étant le plus important, nous le citerons *in extenso*.

« Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, reconnaissent la pleine liberté et indépendance de l'Etat de Fiume, et s'engagent à les respecter *in perpetuo*.

« L'Etat de Fiume est constitué par le *corpus separatum* tel qu'il est actuellement délimité par les confins de la ville et le district de Fiume et d'une zone du territoire istrien délimitée comme suit : au nord, par une ligne à déterminer sur le terrain qui part immédiatement au sud du lieu de Castua, rejoint

la route San Mattia Fiume, et la limite du *corpus separatum*, laissant les lieux dits Sordocci au nord de Nostri au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et laissant toute la route au nord du chemin de fer de Mattuglie et le carrefour de la côte 377 à l'ouest de Castua conduisant à Rupa, à l'Etat de Fiume.

« A l'ouest par une ligne qui, de Mattuglie descend vers la mer à Beluci, laissant la station de chemin de fer et la localité de Mattuglie en territoire italien. »

D'après l'article 4 Fiume est un Etat, mais non un Etat neutre ni sous la protection de la Société des Nations. L'Italie et la Yougoslavie ne s'engagent pas de *garantir* mais seulement de *respecter* l'indépendance de Fiume et c'est fâcheux, parce que cet Etat ne peut compter que sur lui-même pour la défense de sa liberté et de son indépendance.

La frontière de territoires fixés sera tracée sur le terrain par une commission de délimitation composée par moitié de délégués du royaume d'Italie, et de la Yougoslavie. En cas de divergence, on en appellera à l'arbitrage sans appel du président de la Confédération helvétique (art. 5).

Aussi sera convoquée une conférence composée de techniciens et d'experts des deux pays dans les deux mois de l'entrée en vigueur du traité (art. 6).

Les Italiens habitant la Dalmatie auront le droit

d'opter pour la nationalité italienne dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du traité (art. 7).

Pour intensifier le développement intime et réciproque des relations intellectuelles entre les deux pays, on se propose de stipuler à l'avenir une convention (art. 8).

Le traité est rédigé en deux exemplaires ; italien et serbo croate. En cas de divergence le texte italien fera foi, la langue italienne étant connue de tous les plénipotentiaires (art. 9).

On doit reprocher à ce traité qu'on n'y ait pas stipulé un article qui garantirait les droits de minorités des centaines de mille yougoslaves restés sous la domination italienne (le rapport 500.000 Yougoslaves sous l'Italie et 15.000 Italiens sous la Yougoslavie). Un des délégués yougoslaves M. Trumbic en expliqua la raison (1). D'après lui le principe des droits de minorités pour lequel M. Wilson a tant lutté à la Conférence de la Paix, fut accepté pour assurer les droits de minorités de race, langue et religion dans les Etats nouvellement créés ou ceux dont le territoire avait été considérablement agrandi, et ne s'appliquant pas aux grandes puissances. Ces obligations constituaient des engagements internationaux et furent placés sous la garantie de la Société des Nations (1).

1. Jugoslavenska Njiva, *id.*

2. Léon Bourgeois, *L'œuvre de la Société des Nations*, p. 295.

M. Giolitti, interrogé à la Chambre des députés, répondit que la délégation yougoslave n'avait pas demandé la réciprocité pour les droits des minorités (1).

D'après M. Tardieu (2) c'est la solution française qui a finalement prévalu. En effet le projet Tardieu présenté par la France le 27 mai 1919 assurait à l'Italie tous les avantages essentiels que vingt mois plus tard elle obtenait par le traité de Rapallo. Comme le traité de Rapallo, l'accord du 27 mai 1919, reconnaissait aux Slaves la possession de la Dalmatie, ne laissant à l'Italie que la seule ville de Zara, mais il y ajoutait l'île voisine d'Ugljano que le traité de Rapallo donne aux Yougoslaves. Comme le traité de Rapallo, l'accord du 27 mai 1919 divisait entre l'Italie et la Yougoslavie les îles de l'Adriatique, mais il conservait à l'Italie toutes celles que lui assurait le traité de Londres, alors que le traité de Rapallo les rétrocède, sauf quatre, à la Yougoslavie. Comme le traité de Rapallo l'accord du 27 mai 1919 constituait un Etat libre de Fiume, il le constituait sur les bases plus larges que le traité de 1920 et il en résulta d'une part qu'il n'y avait pas contiguïté entre la ville même de Fiume et le territoire italien, d'autre part que la voie ferrée Fiume-Saint-Peter passait non sur territoire italien, mais sur celui de l'Etat libre. A ces deux titres l'Italie a pu considé-

1. Patocnjak Rapalski Ugovor, p. 64.

2. Tardieu, *la Paix*, p. 434.

rer que le traité de Rapallo était préférable à l'accord de 1919. Par contre, l'accord du 27 mai 1919 conférait à l'Italie le mandat sur l'Albanie, et de cela pas un mot dans le traité de Rapallo.

Outre, de document public, deux documents secrets avaient été rédigés. Une convention, aujourd'hui publiée (1), concernait une action commune de l'Italie et la Yougoslavie en cas de restauration hasbourgeoise en Hongrie et en Autriche. Mais le second document secret est de beaucoup plus important. Il est dû à l'initiative de M. Trumbic qui voulait assurer par écrit à la Yougoslavie le port de Baros, et le Delta. Ce document était rédigé dans la forme d'une lettre adressée de la part du comte Sforza à M. Trumbic dans laquelle explicitement, le gouvernement italien déclare que le port Baros appartient à la Yougoslavie et sur un plan spécial de la ville de Fiume attaché à cette lettre, furent esquissées des frontières du port Baros ainsi que la soi-disant « hanchina » qui fut rattachée au port Baros, et par conséquent à la Yougoslavie. Le comte Sforza a signé cet acte d'accord avec MM. Giolitti et Bonomi, et il a même déclaré publiquement à la Chambre des députés que le port de Baros appartenait par le traité de Rapallo à la Yougoslavie (2).

1. *L'Europe nouvelle*, 2 juillet 1921.

2. Discours du comte Sforza, 25 juin 1921, à la Chambre des députés.

D'après M. Trumbic (1) les délégués yougoslaves avaient reçu de leur gouvernement avant le départ pour Rapallo l'autorisation de céder, si c'était nécessaire, même sur les points que le gouvernement considérait comme incessibles.

Ainsi l'on avait trouvé une formule sur laquelle tous les intéressés furent d'accord. Pour la Yougoslavie le traité de Rapallo était préférable à l'exécution du traité de Londres. Ils ont fait les plus grosses concessions, mais ils étaient les plus faibles et livrés à eux-mêmes. Toutes les deux parties trouvèrent des avantages et firent des sacrifices, l'opinion publique et la presse des deux pays les approuvèrent mais sans trop d'enthousiasme.

La frontière stratégique de la Yougoslavie est désavantageuse. Aucune personnalité militaire yougoslave n'assistait aux discussions, mais les Italiens avaient parmi leurs délégués le ministre de la Guerre en personne.

Par le traité de Rappalo le traité de Londres fut abrogé.

Le traité de Rappalo fut le résultat des rapports momentanés des forces politiques des deux pays.

§ 3. — *L'exécution du traité*

Toute l'attitude de l'Italie, avant, pendant, et après le traité de Rapallo prouve que son unique préoccupation consistait à ne pas laisser Fiume lui échapper.

Quiconque connaît la mentalité italienne et le rapport des forces des deux Etats en litige est en droit de se demander : est-ce possible qu'un Etat indépendant de Fiume puisse exister étant donnée sa contiguïté territoriale avec l'Italie.

Ce sont les prétentions italiennes vis-à-vis de Fiume, stipulées dans le traité de Rapallo qui ont donné naissance à cette contiguïté. Ces buts n'étaient pas encore réalisés.

De son côté la Yougoslavie s'attachait strictement aux principes imposés par ce traité qui stipulent que Fiume doit obligatoirement se constituer en un Etat indépendant.

L'Italie, certes, a ratifié volontairement ce privilège d'indépendance accordé à Fiume, mais avec l'arrière-pensée bien arrêtée que les directives de ceux qui administreront la ville, soient à la merci de la Consulta et qu'ils exécuteront à la lettre les instructions du gouvernement italien. M. Giolitti qui voulait tenir en mains les brides de sa politique, prit des mesures énergiques contre d'Annunzio afin qu'il quittât Fiume.

L'Italie fit exercer une forte pression, lors des élections du 24 avril 1921, pour que les voix des habitants autochtones dont les sentiments étaient favorables à l'indépendance de Fiume restent en minorité. On avait inscrit sur des listes électorales, les légionnaires des différents corps, ainsi que des Italiens civils de passage à Fiume, afin de grossir le nombre des votants favorables à l'annexion de Fiume à l'Italie. Quant aux électeurs qui préféraient donner leur vote au candidat autonomiste, M. Zanella, 3.000 de ces derniers, tous citoyens autochtones de Fiume, furent rayés des listes. Malgré ces procédés les annexionnistes n'obtinrent que 2.800 votes, tandis que les autonomistes en recueillirent 8.000. Ce fut donc le programme de la ville indépendante et libre, et la constitution de l'Etat de Fiume comme il était prévu, dans le traité de Rapallo, qui triomphait. Après ces élections qui consternèrent les nationalistes italiens, le gouvernement de l'Etat libre de Fiume fut constitué sous la présidence de M. Zanella, qui dut subir toutes les avanies pour se maintenir au pouvoir mais qui fut malgré tout renversé *manu militari* et chassé du territoire fiumain. Tous ces événements s'étaient déroulés sous la protection directe ou indirecte des représentants des forces militaires et des autorités politiques italiennes, dont le but, bien arrêté, était d'empêcher la constitution de l'Etat indépendant et d'anéantir les

éléments défavorables aux visées de la politique italienne pour Fiume. Le 3 mars, à la veille de la conférence de Gênes, une attaque armée fut exécutée contre le siège du gouvernement à Fiume et les agresseurs exigèrent la capitulation dans le palais du gouverneur, qui avait été bombardé par un navire de guerre italien. Le président Zanella a envoyé un mémorandum de protestation à M. Facta, du conseil italien (1).

M. Zanella rejeta la responsabilité des événements sur la Consulta et en particulier sur la politique des sénateurs Della Toretta et Contarini ; ainsi que sur les autorités et les organes italiens de Fiume. Le coup de main fut monté par les députés Giuratti, de Stéfani et Giunta, préparé de longue main.

Par cet acte l'Italie a commis une flagrante violation du traité de Rappallo (art. 4).

Le gouvernement fut confié à la minorité qui exécuta les visées de l'Italie (D^r A. Grossisch).

A la conférence de Gênes, les délégués yougoslaves dirigèrent les pourparlers avec les Italiens pour obtenir l'évacuation des territoires occupés par les Italiens. M. Lloyd George intervint par des propositions pour régler le litige.

Les pourparlers se poursuivirent à Sainte-Marguerite de Ligurie et furent signés à Rome le 23 octobre 1922, les conventions, sous le nom « accord conclu

1. *Libro rosso a Cura del governe di Fiume*, p. 11-27.

entre le Royaume de Serbe, Croate et Slovanes et le Royaume d'Italie, pour l'exécution des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre,

Concernant Fiume, l'article est stipulé ainsi : « dès que les ordres d'évacuation de Sussak, qui devra être accomplie dans les cinq jours à dater de la ratification du présent accord, auront été donnés, une commission mixte de trois Italiens et de trois Yougoslaves, aidés par des experts, procédera :

a) A surveiller les opérations d'évacuation de Sussak ;

b) A la délimitation de la frontière entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et l'Etat libre de Fiume, conformément aux dispositions stipulées à Rapallo le 12 novembre 1920 ;

c) A ouvrir le trafic avec Fiume ;

d) A l'organisation technique et administrative des services portuaires ;

e) A organiser le fonctionnement de l'Etat de Fiume sur la base de l'article 4 du traité de Rapallo.

La Commission devra accomplir ses travaux dans le délai d'un mois à partir de sa première réunion. Ce terme pourra être prorogé d'un commun accord.

En cas de divergence, les deux Hautes Parties contractantes auront recours à l'amiable à l'arbitrage d'après l'article 5 du traité de Rapallo.

La commission devra aussi formuler des propositions en vue d'établir un trafic de frontières en faveur

de Castua, d'après les principes adoptés à Zara.

La Commission se réunira immédiatement à Abazzia, après la ratification de cet accord » (1).

La lettre *e* est la plus dangereuse. Le gouvernement de Zanella l'a interprété comme si la Commission paritaire voulait s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Etat de Fiume à qui seul incombe l'exécution de son organisation. Si l'Etat de Fiume comme l'a prévu le traité de Rapallo est libre et indépendant, il faut alors qu'on lui reconnaisse le droit de s'organiser par lui même, et la commission paritaire n'a aucun droit pour s'y immiscer, par conséquent la lettre « e » est une violation de l'indépendance de Fiume. De deux choses l'une : ou l'Italie et la Yougoslavie se rendent compte du coup de main du 3 mars 1922 et veulent garantir par un accord commun la constitution libre, ou veulent le retour à la situation antérieure au 3 mars 1922. Il reste encore une troisième possibilité, celle de doter efficacement l'organisation de l'Etat de Fiume pour se défendre contre les facteurs qui interviennent d'une façon insolite dans cette question. Comme l'Italie et la Yougoslavie deviennent des facteurs décisifs dans l'organisation du nouveau statut de la ville, ils replacent la situation dans la position où elle se trouvait avant le traité de Rapallo et aliènent ainsi à Fiume le droit de s'organiser.

1. *Sluzbene Novine*, 1923, n° 44.

Le gouvernement yougoslave n'avait pas enrégistré le traité de Rapallo, en vertu de l'article 18 du pacte de la Société des Nations, avant que s'était tenue la Conférence de Gênes. Cet enregistrement était nécessaire pour que l'Italie se tienne obligée, d'autant plus que la conférence de Gênes avait à son ordre du jour le respect et l'exécution des traités internationaux.

C'est dans une telle situation que commencèrent les travaux de la Commission paritaire en mars 1923. Les délégués abordèrent la fameuse proposition italienne : le *consortium* portuaire pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans entre l'Italie, la Yougoslavie et la ville de Fiume qui embrasserait tout le port, y compris Baros, Delta, Brajdica et Martinscica, ainsi que tout le matériel portuaire. Ce projet portait atteinte à l'intégrité territoriale de Fiume, et de la Yougoslavie. Il créait un quatrième Etat *l'Etat port* à qui serait octroyé le pouvoir judiciaire et administratif. Ce projet fut repoussé par les Yougoslaves. Les travaux de la Commission paritaire restèrent sans résultat. La Commission se sépara le 31 août 1923, sa mission étant considérée comme terminée.

CHAPITRE IV

LE TRAITÉ DE ROME

Après l'échec des travaux de la Commission paritaire, trois voies restaient ouvertes au cabinet de Belgrade : le recours à l'arbitrage du président de la Confédération helvétique, prévu par l'article 5 du traité de Rapallo, le recours à la Société des Nations d'après les articles 13 et 15 du pacte, ou la reprise des négociations directes avec Rome.

La première voie était inutilisable étant donné que le président de la République suisse s'était désisté à l'office d'arbitrage, se basant sur la situation internationale de la Suisse. Le président de la République ne pouvait accepter que si les deux parties avaient sollicité ses services (1).

Au lieu d'utiliser le deuxième moyen, le gouvernement yougoslave préféra continuer les pourparlers avec l'Italie qui d'après le droit du plus fort, se terminèrent d'une façon malheureuse et rendaient critique l'avenir de Fiume.

1. Déclaration de M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères yougoslaves à la Skoupchtina, le 18 février 1924.

Le traité de Rapallo et l'accord complémentaire de Sainte-Marguerite furent enregistrés en septembre 1923 (d'après l'art. 18) par le secrétariat de la Société des Nations, saisi par le cabinet de Belgrade. Le gouvernement yougoslave a voulu fortifier sa position. Désormais la Yougoslavie avait le droit de les considérer comme ayant acquis un caractère international et qu'ils étaient placés sous la garantie de cette haute institution, dont la raison d'être principale consiste à faire respecter, tout au moins, par ses membres, les obligations volontairement contractées.

M. Mussolini y répondit par l'envoi du général Giardino à Fiume avec mission de « garder la ville et d'y rétablir l'ordre ». En réalité M. Giardino devait rester à Fiume pour défendre la thèse italienne.

Article 13 du pacte de la Société des Nations prévoit l'arbitrage en cas de différend se rapportant à l'interprétation d'un traité. Même si le différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu par l'article 13, les membres de la Société des Nations peuvent le porter devant le Conseil d'après l'article 15. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le secrétaire général.

Voilà le procédé que le gouvernement de Belgrade devait suivre.

On peut s'expliquer que ce sont les raisons de politique extérieure et intérieure qui ont déterminé

le gouvernement de signer le traité de Rome. Mais au point de vue juridique on ne peut pas le défendre. Pour le désir d'acheter l'amitié italienne on sacrifiait Fiume. Le traité avait été signé le 27 janvier 1924.

L'accord qui concerne Fiume est composé de dix articles. Dans son préambule, « Sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes, et Sa Majesté le roi d'Italie, ayant constaté l'impossibilité absolue de procéder à l'organisation d'une façon pratique de l'Etat de Fiume, visé à l'article 4 du traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920, et suivant les dispositions générales fixées dans l'accord signé à Rome le 23 octobre 1922, dans le but d'établir des relations cordiales entre les deux Etats pour le bien commun des deux peuples, animés du désir d'assurer de la façon la plus satisfaisante la vie de la ville de Fiume et le développement économique qui correspond le mieux à ses intérêts, ont résolu de conclure un accord dans ce but, etc ».

Nous pensons que l'organisation de l'Etat de Fiume prévue par l'article 4 du traité de Rapallo était possible si l'Italie y avait mis de la bonne volonté. Un des délégués italiens, à Rapallo, M. Bonomi croit que le traité de Rapallo n'est pas un mort-né et qu'on pouvait le mettre en exécution (1).

1. Déclaration de M. Bonomi au correspondant de *Politika*, 4 février 1924.

Le gouvernement italien reconnaît la pleine souveraineté à la Yougoslavie sur le port de Baros et le Delta qui seront évacués dans un délai de deux jours après l'échange des ratifications et remis aux autorités yougoslaves (art. 1).

Par cet article la Yougoslavie acquiert *de facto* ce que le traité de Rapallo (la lettre du comte Sforza) lui donnait *de jure*.

La Yougoslavie reconnaît la pleine souveraineté de l'Italie sur la ville et le port de Fiume (art. 2).

Par cet article l'Italie gagne *de jure* ce qui *de facto* lui appartenait déjà.

L'article 3 donne le tracé de la nouvelle frontière qui séparera les deux Etats.

Par l'article 4 on prévoit la conclusion d'un traité de commerce qui réglera le trafic des frontières.

Le royaume d'Italie concède en location d'une lire d'or par an pour la durée de cinquante ans à la Yougoslavie dans le Porto-Grande de Fiume les emplacements couverts et découverts qui constituent le bassin Thaon de Revel (art. 5).

La gare principale de Fiume sera organisée en régime de gare internationale de frontière. Une délégation de chemins de fer yougoslave sera détachée dans cette gare (art. 6).

Dans l'article 7 on prévoit une délimitation entre Fiume et le port Baros en prenant en considération l'exercice de la surveillance douanière. Le canal Rie-

cina reste sous la pleine souveraineté yougoslave. L'Italie paiera 1 dinar or par an pour l'utilisation de canal.

Aux minorités yougoslaves de Fiume sera concédé le même régime que celui des minorités italiennes en Dalmatie qui résulte des engagements internationaux en vigueur (art. 9).

Pas un mot sur le droit des minorités formées par les centaines de milles yougoslaves, tombés sous le joug italien.

Cet accord sera ratifié et les ratifications échangées à Rome dans un délai maximum de vingt jours à partir de la date de la signature du présent accord.

Ainsi M. Mussolini a réussi de reviser le traité de Rapallo et d'abolir l'Etat de Fiume.

Pour dédommager les Yougoslaves, le même jour on signait un pacte d'amitié (1) et de collaboration cordiale entre les deux Etats qui réglera les futurs rapports italo-yougoslaves dans un sens de collaboration et d'aide mutuelle qui se manifesteront tantôt par une neutralité blenveillante, tantôt par des échanges de vues pour sauvegarder tous les intérêts en jeu. La durée de cette convention est fixée à cinq ans avec clause de renouvellement et de dénonciation un an avant son expiration.

1. En 5 articles et protocole additionnel en 2 articles (*L'Europe nouvelle*, 16 février 1924).

Le traité de Rome après avoir été ratifié par les deux parties contractantes est enregistré par le secrétariat de la Société des Nations le 7 avril 1924.

CHAPITRE V

L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE FIUME

Le port de Fiume devrait devenir un centre très important des trafics entre l'Europe centrale et les nations maritimes. Par la volonté de la Hongrie, Fiume est devenu un grand port maritime. Son développement depuis cinquante ans est très important.

N'examinons que trois étapes du trafic maritime (1).

En 1875.....	188.000 tonnes
En 1888	821.000 —
En 1913	2.890.000 —

Quant à l'avenir économique possible de Fiume il faut le juger surtout d'après son trafic passé.

La Chambre de commerce et d'industrie de Fiume a publié les chiffres suivants sur le mouvement maritime de l'année 1913.

1. *Le port de Fiume et son avenir* (par le gouvernement de Fiume, 1922).

**Principaux pays qui ont alimenté le trafic de Fiume
par voie de terre**

	Quintaux	
	Importation	Exportation
Hongrie.....	10.542.194	5.063.784
Autriche.....	2.089.485	931.433
Bosnie.....	429.388	47.087
Allemagne....	48.573	69.221
Italie.....	9.957	18.667
Sérbie.....	7.195	81.821
Bulgarie.....	716	58
Roumanie.....	108	8.183
	sur un total de Q.	sur un total de Q.
	13.147.805 pour une	6.258.767 pour une
	valeur de couronnes	valeur de couronnes
	or de 286 millions.	or de 215 millions.

**Principaux pays qui ont alimenté les trafics de Fiume
par voie de mer**

	Quintaux	
	Importation	Exportation
Hongrie.....	103.203	372.044
Autriche.....	1.103.366	1.750.931
Gr.-Bretagne..	1.737.671	2.379.531
Indes anglaises.	1.683.833	921.813
Italie.....	938.541	1.961.289
Etats-Unis....	795.704	771.719
Argentine.....	702.391	78.485
Australie.....	186.375	81.466
France.....	68.940	567.829
Espagne.....	144.123	262.910
Allemagne....	73.005	20.676
Portugal.....	97	111.876

	Quintaux	
	Exportation	Importation
Hollande.....	316.024	162.779
Bulgarie.....	21.598	201.664
Grèce.....	162.041	445.284
Turquie d'Eur..	7.765	120.005
Turquie d'Asie.	31.080	433.561
Egypte.....	24 458	347.706
Tripoli.....		161.460
Tunis.....	487.881	67.580
Alger.....	120.081	77.245
Brésil.....	16.786	19.241
Chili.....	73.831	
Uruguay.....	220	31.304
Indes occ. angl.	46.773	
Albanie.....	575	108.751
Roumanie.....	202.190	3.838
	sur un total de Q.	sur un total de Q.
	9.229.592 pour une	11.738.327 pour une
	valeur de couronnes	valeur de couronnes
	or de 213 millions.	or de 264 millions.

Les chiffres totaux résumés et comparés seraient donc :

Importation par voie de terre	Exportation par voie de mer
Quintaux : 13.147.905	Quintaux : 11.738.827
Importation par voie de mer	Exportation par voie de terre
Quintaux : 9.229.592	Quintaux : 6.258.767

Il est intéressant et instructif de comparer quelques chiffres relatifs à l'exportation actuelle de la Yougoslavie qui augmente d'année en année d'une manière significative. Ceux qui affirment que l'hinterland de Fiume ne promet rien ou pro-

met peu, pourront y trouver des enseignements utiles.

Voici une comparaison entre la valeur de l'exportation yougoslave dans le premier trimestre de 1921 et celle du premier trimestre de 1922.

Pays de destinations	1921 1 ^{er} trimestre	1922 1 ^{er} trimestre
Italie.....pour dinars	99 millions	220 millions
Autriche .. —	239 —	170 —
Allemagne. —	107 —	82 —
Suisse..... —	36 —	57 —
Grèce..... —	27 —	51 —
Tchécoslo. —	20 —	48 —
Hongrie... —	8 —	21 —
France.... —	10 —	17 —
Angleterre. —	3 —	14 —
Fiume..... —	1/2 —	2 —
Autres Etats —	20 —	31 —

Donc l'exportation yougoslave qui, dans le premier trimestre 1921 arrivait à une valeur de 369 millions de dinars est montée au chiffre de 723 millions pendant le premier trimestre 1922.

Il est à remarquer le fait que l'Italie a absorbé à elle seule dans le premier trimestre de 1922, le 31 0/0 de toute exportation yougoslave, malgré la fermeture du port de Fiume et l'arrêt complet, absolu de toute communication par chemin de fer entre Fiume et la Yougoslavie.

De nombreuses raisons d'ordre économique con-

seillent de transformer Fiume en un grand « port franc », non seulement à l'avantage des propres intérêts, mais aussi à celui du grand trafic international entre les pays maritimes et son vaste hinterland continental. Chaque nation pourra ainsi librement, sans droits d'entrée ni de sortie, et sans frais, y installer ses propres magasins tant pour la manipulation que pour le dépôt et le transit des marchandises. Elle pourra encore y créer des industries spéciales pour ses produits les plus indiqués, comme étant nécessaires aux Etats formant l'hinterland fiumain.

Le port de Fiume est un des plus sûrs, des meilleurs et des mieux achalandés du monde.

Fiume port franc, pourrait encore atteindre en peu d'années, sinon l'ancienne prospérité de ses trafics, au moins ce degré d'activité qui lui assurerait une existence économique sûre et s'améliorant progressivement.

Actuellement une évaluation de ce que Fiume représente ou pourrait représenter comme facteur de production et de richesse, peut être faite en étudiant ses fonctions de l'avant-guerre et les modifications et les réductions déterminées par le fractionnement des peuples de l'ancienne monarchie austro-hongroise.

On reste stupéfait en constatant qu'une seule ligne de chemin de fer, c'est à-dire celle de Fiume

Zagreb, Budapest, à une seule voie, soient arrivés à Fiume en 1913, plus de 13 millions de quintaux de marchandises diverses, apportées par chemin de fer et exportées par mer, et que neuf autres millions de quintaux de marchandises arrivées à Fiume par mer aient été envoyées et distribuées à l'hinterland. Le mouvement maritime du port fut dans la même année très important, car 7.810 bateaux et 1.726 voiliers y mouillèrent.

Des sociétés hongroises en partie subventionnées en partie engagées par contrat au service d'autres lignes étrangères de navigation, faisaient face aux communications maritimes. La marine hongroise y contribuait pour environ 54 0/0, le reste allait aux marines étrangères.

Avant la guerre, Trieste faisait une guerre acharnée au développement maritime de Fiume, appuyée par le gouvernement de Vienne. La navigation côtière du littoral avec l'Istrie, la Dalmatie et l'Italie était alors considérée et avec raison comme l'élément vital de Fiume, économiquement ainsi que géographiquement, mais Vienne, jalouse de cette expansion de marque hongroise, poussait Trieste à combattre et l'aidait avec de grandes subventions à faire une concurrence formidable.

CONCLUSION

Deux thèses ayant trait à la revendication de Fiume ont été présentées à la Conférence de la Paix : la thèse yougoslave et l'italienne.

Voici un résumé succinct de chacune d'elles :

1° Les Yougoslaves prétendaient que :

a) L'Italie voulait s'annexer Fiume par jalousie commerciale du port de Trieste et par besoin d'impérialisme économique ;

b) La population italienne de Fiume, dans son immense majorité, est non pas autochtone, mais immigrée ;

c) Fiume géographiquement et économiquement, fait corps avec son faubourg Sussak, dont elle n'est séparée que par une étroite rivière. Or avec Sussak la majorité est yougoslave ;

d) Fiume-Sussak est économiquement, le port le mieux approprié pour le commerce de son hinterland. Coupé de cet hinterland ce port ne peut que périlcliter.

2° A ces arguments les Italiens n'opposent que le principe des nationalités.

Or la présence de fortes colonies italiennes dans un port ne suffit pas à justifier l'établissement de la souveraineté italienne.

Au cours de la Conférence de la paix, c'est M. Wilson qui avait compris le mieux le problème fiumain. Sa thèse était juridiquement bien étayée.

Une des principales difficultés rencontrées par les chefs de gouvernement au cours des négociations de paix, a été de concilier les obligations des traités avec les aspirations nationales. Il était évidemment impossible de méconnaître ces dernières aspirations, dont beaucoup avaient pris naissance au cours de la guerre. Il n'était pas moins impossible d'ignorer l'existence des traités. Les hommes d'Etat auraient dû s'efforcer d'adapter les aspirations et les idéals nationaux, selon l'intérêt de chaque nation, aux traités internationaux.

Le mémorandum du 9 décembre 1919 reconnaît les points sur lesquels les gouvernements français, britannique et américain étaient tombés d'accord.

Il eût été souhaitable que les Yougoslaves acceptassent ce mémorandum, plutôt que de consentir à des négociations directes avec l'Italie. Mais puisqu'on avait déjà conclu un traité avec les Italiens, il eût été préférable d'avoir recours à la Société des Nations plutôt que de consentir à d'autres sacrifices.

Ici nous rappelons le quatrième alinéa du préam-

bule du pacte de la Société des Nations :... « il importe de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés ».

Nous doutons de la sincérité de l'amitié italienne. C'est une *societas leonina*.

Pour Fiume, deux solutions se présentaient, yougoslave ou neutre. Car de deux choses l'une :

1° Ou Fiume était indispensable à la Yougoslavie et dans ce cas il fallait la lui accorder.

2° Ou Fiume devenait un port international, où tous les pays auraient droit de passage, et par conséquent devait être internationalisée.

En étudiant techniquement ces deux cas, on se rend compte que dans ces cas c'est une question de fait.

La solution la plus rationnelle pour Fiume (*corpus separatum*) eût été son internationalisation sous le contrôle de la Société des Nations, et l'on eût ainsi évité les inconvénients d'un condominium. La seule solution qu'il aurait fallu éviter était : l'italienne, c'est ce qui aurait dû ressortir des discussions de plus de cinq ans. Mais ici, une fois encore a triomphé le droit du plus fort.

En concluant, nous voulons relever un fait qui est à l'honneur de ce pays : la diplomatie française a gardé une attitude parfaitement loyale dans cette

question. De son côté, le Foreign Office laissait savoir au gouvernement de Belgrade avant la conclusion du traité de Rome que le gouvernement britannique considérait la question de Fiume déjà réglée en faveur de l'Italie.

Avec Trieste, Pola, Fiume et Zara, l'Italie est maîtresse absolue de l'Adriatique qui fait partie de la Méditerranée et ainsi la question adriatique est un problème mondial.

La Yougoslavie a cédé Fiume à l'Italie, sous la domination de laquelle elle périlitera.

Vu : le Président de la thèse,
GIDEL

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

ANNEXES

I

9 AUG. 1776 VIENNÆ

Maria Theresia etc.

Reverendi, spectabiles magnifici, magnifici item et egregii, fideles nobis dilecti.

Tempore eodem, quo clementer Nobis visum fuerat constituere, ut objecta commercialia (consilio commerciorum aulico cessante) in haereditariis Nostri provinciis per respectiva politica provincialia et aulica dicasteria pertractentur, pro materna nostra in publica regni Hungariae et partium eidem adnexarum commoda et incrementum hactenus etiam praehabiti in iis commercii sollicitudine, ac peculiari hujus documento ex clementia Nostra caesareo-regia benigne resolvimus : *ut urbs et portus Fluminensis*, nec non bona Buccariensia, in quantum illa Carlos-tadio Flumen versus proficiscendo ad dexteram viae Carolinae sita sunt (Buccari, Buccaricza et Porto Re, tanquam ad levam dictae viae Carolinae sitis, pro statu militari relictis ipsa praeterea civitas Carlost-

diensis in liberam regiamque civitatem evehenda, *immediate Regno Croatiae reincorporentur*; ex taliter porro neoreincorporandis partibus novus comitatus erigatur idemque in omnibus ad normam aliorum comitatum (iis, quae mox declarandae directioni Guberniali in puncto commerciali immediate reservarentur, exceptis) *consilio regio Croatico subordinetur ejusque jurisdictioni subsit*. Pro eadem porro praedecarata materna Nostra sollicitudine atque providentia, volentes nimirum, ut res commercii in districtu et portu hoc Fluminensi, ex ipsa ordinata atque systematica manipulatione ad statum florentiorem evehatur, benigne visum est Nobis urbi et portui hic Fluminensi egregium fidelem Nostrum *Josephum Majlath de Székhely*, antehac cameralem consiliarium aulicum Nostrum et referendarium, *in qualitate Gubernatoris*, et com pari, ac comes Zinzendorff Tergesti obtinet, activate iisdemque praerogativis praeficere, *simulque eum pro Comitatus, ex reincorporando hoc districtu efformadi, et nomine comitatus Severinensis insigniendi, supremo comite clementer denominare*.

Cohaerenter autem ad praemissa quoad resignationem et receptionem districtus hujus id quoque clementer jussimus, ut commissarij ex parte cancellariae Bohemico-Austriacae aulicae exmittendi, urbem et portum Fluminensem omnesque hujus littoralis appertinentias, quemadmodum etiam reliquae ad

districtum hunc applicandae partes per respectivarum iurisdictionum commissarios in cohaerentia benignae Nostrae resolutionis resignabuntur commissariis ex parte iurisdictionis Hungaricae, *signanter autem ex gremio consilii Nostri regii Croatici exmittendis*, ac in specie per Nos in personis comitis Stephani Niczky et Nicolai Skerlecz clementer nominatis, in praesentia ipsius etiam denominati Gubernatoris Fluminensis in termino, se inter et Gubernatorem Nostrum Fluminensem nec non *Consilium regium Croaticum* concertando, resignent.

Hi autem ipsi confecto taliter reincorporationis actu omnia haec reincorporata rementionato gubernatori Fluminensi eadem occasione et eodem actu tradant; dein vero ad reliquarum reincorporandarum partium divisionem inter statum militarem et provincialem instituendam procedendo operentur ac respective divisione iuxta praeatactam generalem ideam Nostram instituta, easdem etiam recipiendas partes eidem Gubernatori, qua commissario politico et simul cammerali nec non supremo comiti, praeinsinuato modo resignent; de omnibus autem compertis et operatis relationem suam *Consilio huic regio (Croatico)* exhibeant, abinde Nobis demisse repraesentandam.

Interea vero post editam benignam hanc DE DISTRICTU HOC FLUMINENSI REGNO CROATIAE REINCORPORANDO resolutionem financialia nostra dicasteria qualesnam

reflexiones in puncto teloniorum ac vectigalium habuerint, protocollum eorumdem pro congrua fidelitatumstrarum notitia in copia adnexum minutim perhibet.

Et siquidem circa hoc ipsum financialium dicasteriorum protocollum nonnullae Nobis tam a parte cancellariae Nostrae regiae hungarico aulicae, quam vero consilii Nostri aulae bellici exhibitae fuerint reflexiones, super illis autem omnibus ulteriorem benignam resolutionem iam impertitae simus, signanter autem in sequellam talismodi ulterioris resolutionis Nostrae praefatus Fluminensis Gubernator iam instructus inviatusque habeatur; propterea nunc dictae benignae Nostrae resolutionis puncta illa, quae pro congrua earundem directione deservitura essent, in sequentibus clementer intimamus, et quidem :

1. In quantum in annexo financialium dicasteriorum protocollo liberam hactenus productorum mare versus evectionem in moderna providentia, praestabilitis nempe modalitate in eodem protocollo declarata telloniis et vectigalibus deinceps cessare debere innueretur, benigna nostra resolutio haec est : ut Portus Fluminensis pari qua Tergestiensis ratione et modo tractetur seu favorem eundem obtineat, et evectio illius sortis productorum, quibus regnum Nostrum Hungariae abundaret, quorumve distractio et exportatio in exterarum ditiones caeteris provinciis

Nostris haereditariis nociva haud esset, porro quoque indulgeatur ; atque hoc sensu evectio productorum Hungaricorum mare versus tam per portum Tergestensem, quam Fluminensem ultro etiam admittatur ; in specie autem a lana, clavellatisque cineribus, velut caeteroquin vectigali obnoxiiis mercibus, taxa non-nisi trium et respective unius floreni occasione invectionis Flumine dependatur, nisi quis super ejusmodi jam facta depensione per *Essito*-expeditionem semet legitimare voluerit.

(*Caeteris ommissis*)

11. Siquidem in hac providentia, quod iuxta benignam nostram resolutionem *civitas Carolostadiensis* et ad hanc pertinens super fluvio Culpa erectus pons ad partem, subque iurisdictionem provincialem recidat, eo etiam reflectendum fuerit, quam ratione compensatio expensarum in erectionem pontis huius per statum militarem factarum procurari possit, huius autem intuitu ex parte status militaris nobis propositum fuerit : compensationem hanc per instituendum pontium Novigradiensium super Dobra fluvio per Cameram extructorum cambium perfici posse, clementer resolvimus : ut localis commissio sumptis in computum tam utraque ex parte extructionem pontium factis expensis quam etiam percepto ex illi medio tempore fructu, quid pars una alteri in adaequatam complanationem

resarciendum habeat, investiget relationemque circumstantialiorem submittat : fidelitates itaque Vestrae cohaerenter ad benignam resolutionem Nostram exmittendos commissarios suos eo inviabunt, ut de modalitate compensationis huius praevia ratione procuranda sese cum gubernatore Nostro Fluminensi cointelligant, rem secundum omnes circumstantias expandant, ac si quid obstaculi vel reflexionum in obversum occurreret, relationem eatenus exhibeant.

12. Cum ad haec ea sit benigna mens Nostra et voluntas, ut tam provinciales, quam et omnes universae monarchiae subditi in omnibus portubus, etiam militari jurisdictioni subjectis, una eademque libertate commercii gaudeant parique justitia et vectigalium aliisve favoribus fruantur, non absimiliter cum et intuitu civitatis Carolastadiensis in liberam regionemque civitatem, ut praemissum est, evehendae id benigne constituerimus : ut tam in iudicialibus, quam politico et contributionali conformiter systemati regni absque ullo tamen commercii praejudicio pertractetur : ideo fidelitates Vestrae solertem in eo adhibeant vigilantiam, ne vel provinciales subditi in obversum benignae huius resolutionis nostrae ad dictos portus commerciantes quacumque ratione in commercio suo turbentur, impediuntur aut molestentur, quin potius ut pari jure et libertate ac alii sub militari statu existentes subditi gaudeant ; *civitas vero Carolastadiensis ad normam aliarum libe-*

rarum regiæ Hungariæ civitatum et juxta leges patrias in omnibus pertractetur, quæ proinde fie extrahendi eatenus privilegii debite invianda erit; prouti horum omnium intuitu ipse quoque præfatus gubernator Fluminensis instructus jam esset.

13. Ex quo item reflexe ad superius explicitam in eo benignam mentem ac resolutionem nostram regiam, *ut ex reincorporando hoc Fluminensis districtu comitatus, qui Severinensis audiet, errigatur,* ea ultèrior occurreret consideratio : num districtus hic justam pro uno comitatu extensionem habeat ideoque passu in hoc gubernatorem Fluminensem eo instruendum jusserimus, ut mox ubi linea separatoria militare inter et provinciale ducta fuerit, idem qua ex parte status politici commissarius *in concursu deputatorum consilii hujus regii* quantitatem, ac extensionem districtus hujus jurisdictioni provinciali aquirendi examinet. et num pro efformando uno comitatu sufficiens futurus sit, vel nefors ad abstirendam justam unius comitatus extensionem aliquid ex comitatu Zagrabiensi, cujus alioquin velut cæteris magis extensi debita et exacta administratio difficilis foret, eo applicandum sit, serio expendat et pro re nata, quippe nefors pars quæpiam dicti comitatus eo applicanda videretur, ex parte etiam memorati Zagrabiensis comitatus deputatos ad deliberandum et suggerendas pleniores informationes adhibeat. Hinc consilium hoc regium

conformiter praeviae benignae dispositioni nostrae exmittendos etiam e gremio sui commissarios instruere, ac ipsum etiam eidem se accomodare et ad effectum ejus opportuna agere, signanter autem praefatum comitatum Zagrabiensem super idaeata hac sui partitione edocere opinionemque ac projectum ejus eatenus experiri, ac ut se idcirco etiam cum gubernatore Fluminensi cointelligere debeat inviare noverit ; et

14. Quemadmodum rementionatus gubernator Fluminensis eo etiam instructus jam esset, ut confecta comitatus emensione, circa ipsos districtus, in quos ipse comitatus subdividi deberet, efformandos, nec non officia magistratualium emetiendaque his salaria, ita etiam respectu quanti contributionalis partibus illis imponendi, quoad archivum item et domum comitatensem, qui loco constituendum ac extruendum, verlo : item respectu omnium illorum, quae ad bene formandum comitatum pertinerent, projectum suum atque opinionem exhibeat : ita pariter Consilium hoc regium super omni hoc objecto sensa sua demisse depromat, projecto individuorum ad officia isthaec magistratualia applicandorum pro prima hac occasione rementionato gubernatori benigne delato existente. Pari ratione

15. Pro eo ac saepefatus Fluminensis gubernator eo in specifico instrueretur, ut teloniorum conscriptionem curae habeat ac dein tricesimalibus rationi-

bus investigatis ac cognitis, de his etiam num et quorsum opportune transferendis opinetur, praeterea vero ut facta mox districtus resignatione debitae jurisdictionum separationi per erectionem etiam metarum distinctivarum, visibilium atque durabilium intentus sit, respectu autem colonistarum juxta viam Carolinam, ipsam quippe lineam separatoriam habitantium, in puncto eorum translocationis eam operationis ideam assumat, ut siquidem omnino ad finem et scopum illum, quo onera publica et praestationes cum certitudine citraque praemetuendam confusionem accolis his adrepartiri valeant, et quo meliore ratione conservationi viarum ac limitum tranquillitati, denique et quieti inter jurisdictiones prospectum consultumque sit, separatio ac respective translocatio horum colonistarum ad hanc aut illam dehinc jurisdictionem spectare debentium, quo meliore pro futuro providentia fieri debeat. Hinc si in dextra *statui provinciali* obventura parte viae ejusmodi loca populoſa vel etiam solitariae populoſae domus reperirentur, quorum fundi et appertinentiae in sinistra, consequenter sub jurisdictionem status militaris recidente parte situarentur, et vice versa, casu hoc coloni talium locorum ad praecavendam omnem jurisdictionum comixtionem, ad aliam partem, in qua nempe appertinentiae eorum praeexisterent, ad vires et a proportionem earundem appertinentiarum translocentur. Ne autem per ins-

tituendam praedeclarata modalitate colonorum ex una parte viae in aliam translocationem, domus in adversa parte remanentes desertae maneant, lignae quidem per proprietarios transferentur, casu vero, quo eadem e solidis materialibus extractae forent, illa jurisdictio, cui tales domus obtigerint, curam habeat, ut domus hae incolas nanciscantur. Ita fidelitas vestrae pariter ad effectum horum omnium apud gubernatorem dispositorum medio exmittendorum gremialium consiliariorum suorum agere noverint.

16. In quantum vero crebro fato gubernatori Fluminensi *intuitu civitatis Fluminensis* id commissum extitisset, ut cum ad majus commercii in districtu hoc incrementum eiusque in florentiorem statum evectionem et id nefors collaturum esset, *si urbs Fluminensis pari ratione ac civitas Carolostadiensis in liberam regiam civitatem eveheretur communibusque regni Hungariae legibus inibi stabilitis secundum easdem gubernaretur*, objecto hocce rite expenso uberiorem hac super re cum depromenda opinione relationem submittat, *consilium quoque hoc regium sensa sua superinde depromere non intermittat.*

Caeterum autem clementissimam hanc resolutionem nostram regiam tam *de incorporando toto hoc littorali districtu, item et urbe Fluminensi*, quam vero gubernatoris Fluminensis nominationem in persona egregii fidelis Nostri Josephi Majlàth de Szé-

khely factam, fine etiam et scopo illo, *ut in commerciis partem habente se trafficantes regnicolae sese dirigere et quo se convertere sciant, circumstantialiter publicare noverit.* — Ultra haec porro pro congrua fidelatum vestrarum notitia suique directione deservire volumus sequentia, et quidem :

17. Hac occasione commissarium nostrum regium in *regno hoc Croatiae* in urbarialibus operantem mediante peculiari benigno rescripto eo instrui : ut partes quoque maritimas (quarum intuitu demmissam fidelitatum Vestrarum de 2. mensis Julii anni labentis submissam repraesentationem clementer acceperamus) fine introducendae in illis urbarialis regulationis sese cum gubernatore Fluminensi eatenus cointelligenter habendo adeat ac dein projectum quodpiam regulationis attractamenti in eorum pro futuro alleviamentum dirigendum *via Consilii hujus regii* exhibeat, abinde nobis cum voto et opinione demisse repraesentandum ; non absimiliter.

18. rementionatum gubernatorum Fluminensem uno eodemque tempore in *his etiam altissimo nostro nomine* inviatum haberi, ut interea etiam, donec novus hic comitatus regulatus et constabilitus fuerit, ipse, qua alioquin politicus et cameralis commissarius, *locorum et partium districtus hujus nec non omnium ibidem occurrentium objectorum curam et moderationem habeat* ac inter cetera eo etiam vigilantius collaboret, *ut omnia, quae per benignam reso-*

lutionem nostram regno huic Croatiae reincorporanda sunt, in sua integritate tradantur, seu ut pro objecti merito omnem circumspectionem atque attentionem adhibeat, per consequens cohaerenter ad editam benignam resolutionem nostram, praeexistentem studiorum fundum Fluminensem a commissariis prioris jurisdictionis integre recipiat, et super subsecuto effectu informet.

(Caeteris ommissis.)

Atque haec illa sunt in quibus fidelitates Vestrae exmittendos e gremio sui praefatos consiliarios, qui quidem in constituendo cum cointelligentia gubernatoris termino omne hoc negotium dextere suscipiendum, pertractandum admaturandumque habebunt, rite instruant, eidemque una altissimo nomine Nostro iniungendo, quatenus ultra etiam haec specifica generatim objectorum in reincorporando hoc districtu occurrentium occasione resignationis et commissionis quo plenior notitiam capere sategant, quo sic suo tempore ipsum hoc consilium regium circa omnia publico-politica et contributivalia districtum hunc respicientia objecta (immediata commercialium manipulatione gubernatori, ut premissum est reservata) eo meliore fundamento opinari valeat. In reliquo gratia et clementia etc. Datum in archiducali civitate nostra Vienna Austriae die nona Augusti anno 1776. Maria Theresia m. p. Comes Franciscus Eszterhazy m. p.

II

LE TRAITÉ SECRET DE LONDRES

Article premier. — Une convention militaire sera immédiatement conclue entre les Etats-Majors de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de la Russie ; cette convention fixera le minimum des forces militaires que la Russie devra employer contre l'Autriche-Hongrie afin d'empêcher cette puissance de concentrer tous ses efforts contre l'Italie, dans le cas où la Russie déciderait de porter son principal effort contre l'Allemagne.

La Convention militaire réglera la question des armistices qui relève essentiellement du Commandement en chef des armées alliées.

Art. 2. — De son côté, l'Italie s'engage à employer la totalité de ses ressources à poursuivre la guerre en communauté avec la France, la Grande-Bretagne et la Russie contre tous leurs ennemis.

Art. 3. — Les flottes de la France et de la Grande-Bretagne donneront leur concours actif et permanent à l'Italie jusqu'à la destruction de la flotte austro-hongroise et jusqu'à la conclusion de la paix.

Une Convention navale sera immédiatement conclue à cet effet entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Art. 4. — Dans le Traité de Paix, l'Italie obtiendra le Trentin, le Tyrol cisalpin avec sa frontière géographique et naturelle (Le Brenner), de même que Trieste, les comtés de Gorizia et Gradisca, toute l'Istrie jusqu'au Quarnéro avec Volosca et les îles istriennes de Cherso et Lussin, ainsi que les petites îles de Plavnik, Unie, Couédolo, Palazzuoli, San-Pietro de Nembi, Asinelo, Cruica et les îlots voisins.

Note. — La frontière, en exécution de l'article 4, sera tracée comme suit :

Du Piz Umbrail au nord de Stelvio elle suivra la crête des Alpes rhétiennes jusqu'aux sources de l'Adige et de l'Eisach passant alors sur les monts Reschen et Brenner et sur les hauteurs de l'Otz et du Ziller. La frontière ensuite se dirigera vers le sud, traversant le mont Toblach et rejoindra la frontière actuelle des Alpes Carniques. Elle suivra cette frontière jusqu'au mont Tarvis et, après le mont Tarvis, la ligne de partage des eaux des Alpes Juliennes par le col Predil, le mont Mangart, le Tricorno (Teroglou) et les lignes de partage des eaux des cols de Podberdo, de Podlaniscal et de l'Idria. A partir de ce point, la frontière suivra la direction

du sud-est vers le Schneeberg, laissant hors du territoire italien tout le bassin de la Save et de ses tributaires. Du Schneeberg, la frontière descendra vers la côte de manière à inclure Castus, Mattuglia et Volosca dans le territoire italien.

Art. 5. — L'Italie recevra aussi la province de Dalmatie dans ses limites administratives actuelles en y comprenant au nord Lisarica et Tribenia; au sud jusqu'à une ligne partant du cap Planka sur la côte et suivant vers l'est les sommets des hauteurs formant la ligne de partage des eaux, de manière à laisser dans le territoire italien toutes les vallées et cours d'eau descendant vers Sebenico, comme la Cicola, la Kerka, la Putisnica et leurs affluents.

Elle recevra aussi toutes les îles situées au nord et à l'ouest de la Dalmatie depuis Premuda, Selve, Ulbo, Scherda, Maon, Pago et Patadura au nord jusqu'à Meleda au sud, en y comprenant Saint-Andrea, Busi, Lissa, Lesina, Tercola, Curzola, Cazza, et Lagosta, ainsi que les rochers et îlots environnants et Pelagosa, à l'exception seulement des îles grande et petite Zirona, Bria, Solta et Brazza.

Seront neutralisées :

1° Toute la côte depuis le cap Planka au nord jusqu'à la racine méridionale de la péninsule de Sabioncello au sud, de manière à comprendre toute cette péninsule ;

2° La partie du littoral commençant au nord à un

point situé à 10 kilomètres au sud de la pointe de Ragusa Vecchia descendant au sud jusqu'à la rivière Volussa, de manière à comprendre le golfe et les ports de Cattaro, Antivari, Dulcigno, Saint-Jean-de-Medua et Durazzo, sans préjudice des droits du Monténégro résultant des déclarations échangées entre les puissances en avril et mai 1909. Ces droits ne s'appliquant qu'aux territoires actuels monténégrins ne pourront être étendus aux territoires ou ports qui pourraient être attribués au Monténégro. En conséquence, aucune partie des côtes appartenant actuellement au Monténégro ne pourra être neutralisée. Resteront en vigueur les restrictions concernant le port d'Antivari auxquelles le Monténégro a lui-même consenti en 1909 ;

3° Enfin toutes les îles qui ne sont pas attribuées à l'Italie.

Note. — Les territoires énumérés ci-dessous seront attribués par les quatre puissances alliées à la Croatie, à la Serbie et au Monténégro.

Dans la Haute-Adriatique, toute la côte depuis la baie de Volosca, sur les confins de l'Istrie, jusqu'à la frontière septentrionale de Dalmatie comprenant le littoral actuellement hongrois et toute la côte de la Croatie avec le port de Fiume et les petits ports de Novi et Carlopago, ainsi que les îles de Veglia, Pervichio, Gregorio, Goli et Arbe.

Dans la Basse-Adriatique (dans la région intéressant la Serbie et le Monténégro), toute la côte du cap Planka jusqu'à la rivière Drin, avec les ports importants de Spalato, Raguse, Cattaro, Antivari, Dulcigno, Saint-Jean-de-Medua et les îles de Zirona Grande et Zirona Piccola, Bua, Solta, Brazza, Jacciani, Calamota. Le port de Durazzo resterait attribué à l'Etat indépendant musulman d'Albanie.

Art. 6. — L'Italie recevra l'entière souveraineté sur Valona, l'île de Sasseno et un territoire suffisamment étendu pour assurer la défense de ces points (depuis Volussa au nord et à l'est approximativement jusqu'à la frontière septentrionale du district du Chimara au sud).

Art. 7. — Si l'Italie obtient le Trentin et l'Istrie, conformément aux termes de l'article 4, la Dalmatie et les îles de la mer Adriatique dans les limites indiquées dans l'article 5 et la baie de Valona (article 6) et si la partie centrale de l'Albanie est réservée pour la constitution d'un petit Etat autonome neutre, elle ne s'opposera pas à ce que les parties septentrionales et méridionales de l'Albanie soient, si tel est le désir de la France, de l'Angleterre et de la Russie, partagées entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce. La côte à partir de la frontière méridionale de la possession italienne de Valona (voyez art. 6) jusqu'au cap Stylos sera neutralisée.

L'Italie sera chargée de représenter l'Etat d'Abanie dans ses relations avec l'étranger.

Les Italiens acceptent, d'autre part, de laisser dans tous les cas à l'est de l'Abanie un territoire suffisant pour assurer l'existence d'une frontière commune à la Grèce et à la Serbie à l'ouest du lac d'Ochrida.

Art. 8. — L'Italie recevrait la pleine souveraineté sur les îles du Dodecanèse qu'elle occupe actuellement.

Art. 9. — En général, la France, la Grande-Bretagne et la Russie reconnaissent que l'Italie est intéressée dans le maintien de l'équilibre de puissance dans la Méditerranée et que, dans le cas d'un partage total ou partiel de la Turquie d'Asie, elle devrait obtenir une part juste de la région méditerranéenne avoisinant la province d'Adalia où l'Italie possède déjà des droits et intérêts acquis qui ont fait l'objet d'une Convention italo-britannique. La zone qui sera éventuellement attribuée à l'Italie sera délimitée en son temps, les intérêts existants de la France et de la Grande-Bretagne dûment considérés.

Les intérêts de l'Italie seront aussi pris en considération dans le cas où l'intégrité territoriale de l'Empire turc serait maintenue et où des modifications seraient faites dans les zones d'intérêts des Puissances.

Dans le cas où la France, la Grande-Bretagne et la

Russie occuperaient n'importe quel territoire dans la Turquie d'Asie pendant la guerre, la région méditerranéenne avoisinant la province d'Adalia, dans les limites indiquées plus haut, sera réservée à l'Italie qui aura le droit de l'occuper.

Art. 10. — Tous les droits et privilèges appartenant actuellement en Lybie au Sultan en vertu du Traité de Lausanne sont transférés à l'Italie.

Art. 11. — L'Italie recevra une part de toutes les indemnités de guerre éventuelles, correspondant à ses efforts et ses sacrifices.

Art. 12. — L'Italie déclare qu'elle s'associe à la déclaration faite par la France, la Grande-Bretagne et la Russie tendant à ce que l'Arabie et les lieux saints mahométans en Arabie soit laissés sous l'autorité d'une Puissance indépendante mahométane.

Art. 13. — Dans le cas où la France et la Grande-Bretagne agrandiraient leurs territoires coloniaux en Afrique aux dépens de l'Allemagne, ces deux puissances admettent en principe que l'Italie pourra réclamer une compensation équitable, particulièrement en ce qui concerne la solution, en sa faveur, des questions se rapportant aux frontières des colonies italiennes de l'Erythrée, le Somaliland et la Lybie et les colonies voisines appartenant à la France et à la Grande-Bretagne.

Art. 14. — La Grande-Bretagne s'engage à faciliter la conclusion immédiate, sous des conditions

équitables, d'un emprunt d'au moins 50 millions de livres sterling à émettre sur le marché de Londres.

Art. 15. — La France, la Grande-Bretagne et la Russie appuieront l'opposition que l'Italie pourrait faire contre une proposition tendant à introduire un représentant du Saint-Siège dans n'importe quelle négociation de paix ou négociation pour la solution de questions soulevées par la guerre actuelle.

Art. 16. — Cet arrangement sera tenu secret. L'adhésion de l'Italie à la déclaration du 5 septembre 1914 sera seule rendue publique, immédiatement après la déclaration de guerre faite par ou contre l'Italie.

Après avoir pris acte du Mémoire précédent, les représentant de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, dûment autorisés à cet effet, ont conclu l'accord suivant avec le représentant de l'Italie aussi dûment autorisé par son Gouvernement :

La France, la Grande-Bretagne et la Russie donnent leur plein assentiment au Mémoire présenté par le Gouvernement italien.

Se référant aux articles 1, 2 et 3 du Mémoire qui prévoient la coopération militaire et navale entre les quatre Puissances, l'Italie déclare qu'elle entrera en campagne à une date aussi prochaine que possible et dans un délai ne dépassant pas un mois à compter de la signature des présentes.

En foi de quoi, les soussignés ont signé cet arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en quatre exemplaires, le 26^e jour d'avril 1915.

(L. S.) E. GREY

(L. S.) IMPERIALI

(L. S.) BENCKENDORFF

(L. S.) Paul CAMBON

III

LE TRAITÉ DE RAPALLO

Le royaume d'Italie et le royaume serbo-croato-slovène, désirant instituer entre eux un régime de sincère amitié et de rapports cordiaux pour le bien commun des deux pays, le royaume d'Italie reconnaissant dans la constitution de l'Etat voisin la réalisation d'une des fins les plus élevées de la guerre faite par lui.

Sa Majesté le Roi d'Italie a nommé ses plénipotentiaires M. *Giovanni Giolitti*, Président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur, le *Comte Sforza*, ministre des Affaires Étrangères, le *Prof. Iv. Bonomi*, ministre de la Guerre ;

Et Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates, Slovènes a nommé ses plénipotentiaires MM. *Milenko Ves-nitch*, Président du Conseil des ministres, le *D^r Ante Trumbic*, ministre des Affaires Etrangères, *Costa Stojanovic*, ministre des Finances, lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été reconnus valables, ont convenu ce qui suit :

Article premier. — Entre le royaume d'Italie et

le royaume serbo-croato-slovène est établie la frontière suivante :

Du Mont Pec (cote 1511) commun aux trois frontières entre l'Italie, l'Autriche et le royaume serbo-croato-slovène au mont Jalovec (cote 2643) une ligne à déterminer sur le terrain dans une direction générale nord-sud qui passe par la cote 2277 (Ponca), après le mont Jalovec une autre ligne qui suit la ligne de partage entre le bassin de l'Isonzo et celui de la Save (Boninci) jusqu'au pendant nord-oriental du Mont Mocic (cote 1602) touchant la cote 2348 du Vogel (2398) du Lavsevic, 2038 du Kuk, du pendant nord-oriental du Mont Mocic aux pendants orientaux du Persen (cote 1631) une ligne à déterminer sur le terrain dans une direction générale nord-sud; des pendants orientaux du Mont Porzen aux pendants occidentaux du Mont Dlegos (1562), une autre ligne à déterminer sur le terrain dans une direction générale ouest-est laissant le lieu dit Deutsch au royaume serbo-croato-slovène et celui de Novake à l'Italie.

Du pendant occidental du Mont Elegos (cote 1562) aux pendants orientaux du Mont Bevk (cote 1050) une ligne à déterminer sur le terrain dans une direction générale nord-est-sud-ouest laissant les lieux dits Leskouza, Koparnice et Zaderca au royaume serbo-croato-slovène et les deux cols de Pdlani à l'Italie.

Des pendants orientaux du Mont Bevk (cote 1050)

jusqu'à immédiatement à l'ouest du lieu dit Hotedrazica une ligne à déterminer sur le terrain laissant les lieux dits Savorjev, Dom, Bili, Opale Kleviche, Zvete, Kotedrazica au Royaume S. C. S.

Le Mont Prapernik (cote 1006) et les lieux dits Bresnick, Zavreteo, Madjejebrde à l'Italie.

De là au lieu dit Zelse une ligne allant d'abord le long et à l'ouest du fossé adjacent à la route carrossable Hotedrazoca Planina, laissant ensuite les lieux dits du Planina, Zelse et Rotck au royaume S. C. S.

Du lieu dit Zelse à Kadranska, une ligne à déterminer sur le terrain dans une direction générale nord-ouest-sud-ouest qui contourne les versants orientaux du Mont Pomaric (Javornik, 1268) laissant les lieux dits de Bolenia, Vasdoleine, Jazero, Kottok au royaume S. C. S. et les sommets des cotes 875, 885 et 963 à l'Italie.

De là, sur les pendants orientaux de la Dicka Gora (cote 1236) et de la Pleka Gora (cote 1067) attribuant à l'Italie les lieux dits de Deskova Dolina et Bivi Strada, la cote 912 à l'ouest de Skodnik et de la cote 1146 à l'est de Cifiri (cote 1399), la frontière atteint Cabranska, qui reste en territoire italien ainsi que la route carrossable qui contourne les pendants orientaux du Monte Nevoso, de Leskova Dolina à Gabranitza, de Gabranitza au Griza (cote 502) laissant les lieux dits de Olana et de Bresa à l'Italie et celui de Studena au royaume S. C. S.

De Oriza à l'est de Fiume, une ligne à déterminer sur le terrain dans une direction générale nord-sud jusqu'à la route carrossable Rupa Castua à mi-chemin entre Jussici et Spinici, et ensuite traversant cette route et contournant à l'ouest les lieux dits Niseri et Tanaktice qui restent en royaume serbo-croato-slovène, rejoint la route carrossable Matugi Castua en amont de Civic à l'est de Matugli, atteint de nouveau la route de Fiume Castua, les confins nord de l'Etat libre de Fiume, exactement à la lisière septentrionale du lieu dit Rubsei au carrefour de Tomatici à 500 mètres au sud de Trevisse, à l'ouest de Castua. Cependant tant que ne seront pas incorporés au territoire italien les raccords des routes, l'usage de la route susdite ainsi que le carrefour à l'ouest de Castua resteront de plein et de libre usage tant pour le royaume d'Italie que pour l'Etat indépendant de Fiume.

Art. 2. — Zara et le territoire sous mentionné sont reconnus comme faisant partie du royaume d'Italie. Le territoire de Zara placé sous la souveraineté italienne comprend la ville et la commune censitaire de Zara et les communes censitaires (fractions) de Borgo Erizzo, Cerno, Bocca, Grazzo et la partie de la commune censitaire (fraction) de Diclo délimitée par une ligne qui partant de la mer à environ 700 mètres de Diclo, va en ligne droite vers le nord jusqu'à la côte 66 (Grue). Une convention spéciale

fixera tout ce qui se rapporte à cet article touchant la commune de Zara et ses relations avec le district et la province de la Dalmatie. Elle règlera les rapports de voisinage entre le territoire assigné au royaume d'Italie et le reste du territoire faisant jusqu'ici partie de la même commune, du même district et de la même province appartenant au royaume des serbo-croato-slovènes y compris la répartition des biens provinciaux et communaux et les archives y relatives.

Art. 3. — Sont également reconnues comme faisant partie du Royaume d'Italie les îles de Cherso et Lucine avec les îles Mineures et les écueils compris dans le district judiciaire de ces îles. De même pour les îles Mineures et les écueils compris dans les limites administratives de la province d'Istrie en tant qu'attribuées comme ci-dessus à l'Italie, et les îles de Lagosta et Pelagosa, avec les îlots adjacents.

Toutes les autres îles qui appartenaient à l'ancienne monarchie austro-hongroise sont reconnues comme faisant partie du royaume serbo-croato-slovène.

Art. 4. — Le royaume d'Italie et le royaume serbo-croato-slovène reconnaissent la pleine liberté et indépendance de l'Etat de Fiume et s'engagent à les respecter *in perpetuo*.

L'Etat de Fiume est constitué par le *corpus sepa-*

ratum tel qu'il est actuellement délimité par les confins de la ville et du district de Fiume et d'une zone du territoire istrien délimité comme suit : au nord, par une ligne à déterminer sur le terrain qui part immédiatement au sud du lieu dit Castua, rejoint la route San Mattia Fiume et la limite du *corpus separatum*, laissant les lieux dits Sordocci au nord de Nostri au royaume des serbo-croato-slovènes et laissant toute la route au nord du chemin de fer de Mattuglie et le carrefour de la cote 377 à l'ouest de Castua conduisant à Rupa, à l'Etat de Fiume.

A l'ouest, par une ligne qui, de Mattuglie, descend vers la mer à Preluci, laissant la station de chemin de fer et la localité de Mattuglie en territoire italien.

Art. 5. — Les frontières des territoires fixées dans les articles précédents seront tracées sur le terrain par une Commission de délimitation composée par moitié de délégués du royaume d'Italie et de délégués du royaume serbo-croato-slovène. En cas de divergence, on en appellera à l'arbitrage sans appel du président de la Confédération helvétique. Pour la clarté et la plus grande précision, est annexée au présent traité une carte aux deux cent millièmes sur laquelle est reporté le tracé des frontières tel qu'il résulte des articles 1^{er} et 4.

Art. 6. — Le royaume d'Italie et le royaume serbo-croato-slovène convoqueront une conférence com-

posée de techniciens et d'experts des deux pays entre les deux mois de l'entrée en vigueur du présent traité. Ladite conférence devra dans le bref délai proposer aux deux gouvernements un projet précis et documenté en vue d'établir les rapports économiques et financiers les plus cordiaux entre les deux pays.

Art. 7. — Le Royaume Serbo-Croato-Slovène déclare reconnaître en faveur des sujets et des intérêts italiens en Dalmatie ce qui suit :

1° Les concessions de caractère économique octroyées par le gouvernement et les entités publiques des Etats auxquels a succédé le royaume serbo-croato slovène à des sociétés et à des sujets italiens et possédées par ceux ci en vertu des titres légaux de cession jusqu'au 12 novembre 1920, seront pleinement respectés ; le gouvernement serbo-croato-slovène s'engage à maintenir toutes les obligations contractées par les gouvernements antérieurs ;

2° Le royaume serbo-croate-slovène convient que les citoyens ayant appartenu jusqu'au 3 novembre 1918 au territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, qui en vertu des traités de paix avec l'Autriche et avec la Hongrie et du présent traité sont reconnus comme faisant partie du royaume serbo croato-slovène, auront le droit d'opter pour la nationalisation italienne dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

Il les exempte de l'obligation de transférer leur domicile en dehors du susdit royaume.

Ces citoyens conserveront le libre usage de leur langue et le libre exercice de leur religion, avec toutes les facultés inhérentes à cette liberté.

3° Les doctorats et autres titres universitaires déjà obtenus par les citoyens du royaume S. C. S. dans les universités et autres instituts d'études supérieures du royaume d'Italie seront reconnus par le gouvernement S. C. S. comme valables sur son territoire et conféreront des doctorats et autres titres conférés par l'Université et aux instituts d'études supérieures du royaume S. C. S.

Un accord ultérieur réglera ce qui concerne la validité des études supérieures faites par des sujets italiens dans le royaume serbo-croato-slovène et les sujets du royaume S. C. S. en Italie.

Art. 8. -- Dans l'intérêt des bons rapports intellectuels et moraux des deux peuples, les deux gouvernements stipuleront le plus tôt possible les termes d'une convention qui aura pour objet d'intensifier le développement intime et réciproque des relations intellectuelles entre les deux pays.

Art. 9. — Le présent traité est rédigé en deux exemplaires : l'un en italien, l'autre en serbo-croate.

En cas de divergence le texte italien fera foi comme étant rédigé dans une langue connue de tous les plénipotentiaires.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits ont
signé le présent traité.

Fait à Rapallo, le 12 novembre 1920.

Signé : GIOVANNI GIOLITTI, CARLO SFORZA,
IVANOE BONOMI, MILENKO VESNITCH, ANTE
TRUMBIC COSTA STOJANOVITCH.

(Havas.)

IV

ACCORD CONCLU ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES ET LE ROYAUME D'ITALIE CONCERNANT FIUME

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE

ayant constaté l'impossibilité absolue de procéder à l'organisation d'une façon pratique de l'Etat libre de Fiume, visé à l'article 4 du Traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920, et suivant les dispositions générales fixées dans l'Accord signé à Rome le 23 octobre 1922,
dans le but d'établir des relations cordiales entre les deux Etats pour le bien commun des deux peuples,

animés du désir d'assurer de la façon la plus satisfaisante la vie de la ville de Fiume et le développement économique qui correspond le mieux à ses intérêts,

ont résolu de conclure un Accord dans ce but

et ont nommé à cet effet comme leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

M NICOLAS PACHITCH, *président du Conseil*;

M. MOMCILO NINTCHITCH, *ministre des Affaires Etrangères* ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. BENITO MUSSOLINI, *député au Parlement, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères.*

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier. — Le Gouvernement italien reconnaît la souveraineté pleine et entière du royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le port Baross et sur le Delta qui seront évacués et remis aux Autorités compétentes du royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans un délai de deux jours après l'échange des ratifications du présent Accord.

Art. 2. — Le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît la souveraineté pleine et entière du royaume d'Italie sur la ville et sur le port de Fiume ainsi que sur le territoire qui lui est attribué d'après la ligne de frontière indiquée dans l'article suivant.

Art. 3. — La frontière du royaume des Serbes, Croates et Slovènes du côté de Fiume telle qu'elle est fixée dans l'article 3 du traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920, devra être rectifiée en relation aux dispositions contenues dans les deux articles précédents. Cette ligne de frontière sera tracée par une commission spéciale mixte composée de délégués italiens et de délégués serbes, croates et slovènes selon la ligne fixée en manière générale de la façon suivante :

« La route Castua-Fiume sera comprise dans le territoire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes à partir d'un point à l'est de Tometici jusqu'au croisement au nord de Bergudi. La ligne de frontière sera tracée sur le terrain suivant une ligne à déterminer entre la route sus-indiquée et la voie ferrée. A partir de ce point, la ligne de frontière remontera vers le nord-est de manière que Péklin soit compris dans le territoire serbe-croate-slovène ; puis elle atteindra, par une courbe convexe au nord de Drenova un point de la Récina à déterminer dans la moitié septentrionale de la partie de frontière comprise entre les bornes VIII et IX. »

Le royaume d'Italie reconnaît la souveraineté pleine et entière du royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le territoire qui est attribué de cette façon à ce dernier. Le territoire sera évacué par l'Italie et remis au royaume des Serbes, Croates et

Slovènes dès que la délimitation de la nouvelle ligne de frontière aura été faite par la commission mixte susdite. Cette commission mixte accomplira ses travaux de telle manière que le territoire susdit puisse être évacué et remis dans le délai de cinq jours après l'échange des ratifications du présent Accord.

Art. 4. — Dans les relations entre les zones de frontière à travers la nouvelle ligne de frontière, et dans les relations entre la circonscription censuaire de Castua et le territoire italien limitrophe seront observées les dispositions contenues dans la Convention additionnelle ci-jointe, Annexe A, lesquelles resteront en vigueur jusqu'à la conclusion du traité de commerce qui réglera le trafic de frontière.

Les deux parties contractantes sont d'accord que dans le traité susmentionné les questions concernant le trafic de frontière entre les zones séparées par la nouvelle ligne de frontière seront réglées de manière que l'on tienne particulièrement compte des relations économiques entre les zones susdites et des besoins particuliers des populations respectives.

Art. 5. — Le royaume d'Italie concède en location pour la durée de cinquante ans au royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans le Porto Grande de Fiume les emplacements couverts et découverts qui constituent le bassin Thaon di Revel, selon la des-

cription qui en a été faite à l'article 5 de la Convention additionnelle ci-jointe en annexe. La location dont tout caractère d'extraterritorialité est exclu comprend le droit d'usage exclusif et illimité du grand magasin du môle « Napoli », des deux magasins qui donnent sur le quai Thaon di Revel et des deux magasins du môle « Genova » qui donnent sur le côté occidental et le droit d'usage privilégié des trois quais qui délimitent le bassin en question avec les accessoires relatifs.

Les autorités du royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le personnel qui dépend de ces autorités, préposés aux opérations de trafic de leur propre Etat dans le bassin susdit exerceront leurs fonctions en conformité de la Convention additionnelle, Annexe B., jointe au présent Accord (chapitre I^{er}).

Le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes payera au Gouvernement italien un loyer annuel d'une lire or pour la location des installations du port susmentionnées.

Art. 6. — La gare principale de Fiume sera organisée en régime de gare internationale de frontière. Conformément à ce que l'on fait dans les gares internationales de la frontière italienne, une délégation des chemins de fer serbes-croates-slovènes composée d'un nombre convenable de personnel sera détachée dans cette gare. Cette délégation collaborera avec l'administration des chemins de fer italiens

surtout en ce qui concerne l'exploitation des embranchements qui réunissent la gare située sur le territoire serbe-croate-slovène au bassin visé à l'article précédent, et ce bassin au Port Baross. Les modalités de cette collaboration sont établies par la Convention additionnelle, Annexe *B*, jointe au présent accord (chapitre II).

Art. 7. — La frontière entre Fiume et le Port Baross, le long du quai, sera délimitée selon la ligne tracée sur la carte jointe à la lettre annexée au traité de Rapallo susmentionné de la façon que la Commission de délimitation visée à l'article 3 estimera être la plus convenable pour l'exercice de la surveillance douanière de la part de l'un et de l'autre Etat et en tenant compte des exigences spéciales du trafic, de l'ordre public et des communications de la ville. Le pont tournant situé entre Port Baross et Porto Grande sera en territoire italien.

Le royaume d'Italie reconnaît la souveraineté pleine et entière du royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur les eaux de la Fiumara. De ce côté la ligne de frontière sera par conséquent constituée par le bord de la rive occidentale du canal.

Le passage et l'abord des flottants à la rive occidentale (italienne) de la Fiumara, sont réglés par la Convention additionnelle ci jointe, Annexe *B* (chapitre III) de telle façon que la navigation sur la Fiumara n'en soit pas entravée.

Pour le maintien de ces droits d'usage sur les eaux serbes-croates-slovènes du canal, et en reconnaissance de la souveraineté du royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur les eaux susdites, le Gouvernement italien payera au Gouvernement du royaume susmentionné une redevance annuelle d'un dinar or.

Art. 8. — En ce qui concerne l'aqueduc de Fiume et l'entretien des installations pour la rivière Recina seront observées les dispositions établies par la Convention additionnelle ci-jointe, Annexe *B* (chapitre IV).

Art. 9. — Aux minorités yougoslaves de Fiume sera concédé le régime qui résulte en faveur des minorités italiennes en Dalmatie des engagements internationaux en vigueur.

Art. 10. — Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome dans un délai maximum de vingt jours à partir de la date de la signature du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires l'ont signé et muni de leurs sceaux.

FAIT à Rome en double exemplaire le vingt-sept janvier mil neuf cent vingt-quatre.

M. P. NIK. P. PATCHITCH

M. P. M. NINTCHITCH

(L. S.)

M. P. BENITO MUSSOLINI

(L. S.)

BIBLIOGRAPHIE

- Pradier Fodéré.* — Traité de droit international public, t. II. Paris, 1885.
- Bonfils-Fauchille.* — Manuel de droit international public. Paris, 1908.
- Bluntschli.* — Le droit international codifié. Paris, 1881.
- Franz Liszt.* — Das Völkerrecht, systematisch dargestellt. Berlin, 1913.
- Oman.* — Diplomatic Law (Lectures Oxford, 1919).
- Mæller.* — Den internationale Ret (Forelaesningen). Copenhagen, 1918.
- Racki.* — Fiume gegenüber von Croatien. Zagreb, 1869.
- Lord Bryce.* — Studies in contemporary Biography. New-York, 1913.
- Ferd Sisic.* — Abridged political history of Fiume. Paris, 1919.
- La question Adriatique, I, Fiume.* Paris, 1915.
- Marczalii (Heinrich).* — Ungarisches Verfassungsrecht. Tübingen, 1913.
- Markus (Desider.).* — Ungarisches. Verwaltungsrecht. Tübingen, 1912.
- Seignobos.* — Histoire politique de l'Europe contemporaine. Paris, 1921.
- Stowell.* — The diplomacy of the war of 1914. New-York, 1915.
- Debidour.* — Histoire diplomatique de l'Europe, vol. III-IV. Paris, 1916-1920.
- Osterreichisch ungarisches.* Rothbuch, 1915, Wien.
- Le livre vert italien.* Rome, 1915.
- Adriaticus.* — La question adriatique. Paris, 1920.
- Giolitti (G.).* — Les mémoires de ma vie. Paris, 1923.
- D^r Cok.* — Le pacté de Rome. Paris, 1919.
- Gauvain.* — L'Europe au jour le jour, t. IX-XIV. Paris, 1916-1923.
- Brown Scott (James).* — Official statements of war aims and peace proposals. Washington, 1921.

- Le livre vert italien, 1921, Rome.
Potocnjak Rapalski. Ugovor. Zagreb, 1921.
Niti (F.). — L'Europe sans paix. Paris, 1922.
Sanguinetti (Elisabeth). — La question de Fiume, Montpellier, 1920 (thèse de doctorat).
Stoyan Stoyanovitch. — La question de l'adriatique. Grenoble, 1922 (thèse de doctorat).
Reclus (Elisée). — Nouvelle géographie universelle. Paris, 1878.
Libro Rosso. Fiume, 1922.
Gelio Cassi. — Il mare adriatico sua fonzione a traversi itempi. Rome, 1915.
Memoriale alla Commissione Paritetica Italo-Jugoslava. Fiume, 1923.
Brown Scott (James). — Diplomatic documents relating to the outbreak of the european war. New-York, 1916.
Brown Scott (James). — Président Wilson's foreign policy. New-York, 1916.
Le port de Fiume et son avenir. Fiume, 1922.
Bourgeois (Léon.). — L'œuvre de la Société des Nations, 1920-1923. Paris, 1923.
Scelle (Georges.). — Le pacte des Nations. Paris, 1919.
Ray Stanard Baker. — What Wilson did in Paris. New-York, 1919.
Osterman. — Rijeka i Jugoslavija. Zagreb, 1920.
Orljavski. — Talijanski ciljevi protiv Jugoslovena. Zagreb, 1920.
Manifestations jougoslaves contre l'imperialisme italien. Paris, 1919.
Les dessous de l'affaire de Fiume. Paris, 1920.
La Serbie et l'Europe. Genève, 1919.

LES REVUES ET JOURNAUX

- L'Europe nouvelle, 1919-1923.
Revue de Genève, 1922-1923. La revue de France, 1922.
Jugoslovenska Njiva, 1922-1924.
Srpski Knjizevni. Glasnik, 1919-1924.
Novi Zivot, 1920-1921.
Le Temps, 1919-1920.
Journal des Débats, 1920-1924.

Politika, 1919-1924.

Sluzbene Novine, 1919-1924.

Current History (New-York Times) 1919.

Obzor, 1924.

La paix des Peuples, 1919.

Fiume, 1923.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	7
INTRODUCTION	9

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Statut politique de Fiume, jusqu'au règne de Marie-Thérèse.....	15
CHAPITRE II. — L'Administration de Fiume à partir du règne de Marie-Thérèse jusqu'au compromis hungaro-croate de 1868.....	20
CHAPITRE III. — Le compromis hungaro-croate de 1868 et le provisorium fiumain.....	33

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Le Traité de Londres.....	49
§ 1 ^{er} . — Les pourparlers diplomatiques de l'Italie avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.....	49
§ 2. — Les négociations entre l'Italie et la Triple Entente et les clauses du traité.....	62
§ 3. — La conférence de Rome aboutissant au pacte de Rome.....	68
CHAPITRE II. — La question de Fiume devant la Conférence de la Paix.....	77
§ 1 ^{er} . — Les généralités.....	77
§ 2. — Les propositions américaines.....	82
§ 3. — Le projet Tardieu.....	83
§ 4. — Mémorandum allié collectif du 9 décembre 1919.	100
§ 5. — Les négociations franco-anglaises aboutissant à	

l'ultimatum du 20 janvier 1920 à la Délégation yougoslave.....	106
CHAPITRE III. — Le traité de Rapallo.....	113
§ 1 ^{er} . — Les pourparlers directs entre les Yougoslaves et les Italiens.....	113
§ 2. — Les clauses du Traité.....	125
§ 3. — L'exécution du Traité.....	135
CHAPITRE IV. — Le Traité de Rome.....	141
CHAPITRE V. — L'importance économique de Fiume.....	147
CONCLUSION.....	153
ANNEXES.....	157
BIBLIOGRAPHIE.....	195

